

صكيات الامل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14410 - 6 F

- DIMANCHE 26 - LUNDI 27 MAI 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les relations de Jérusalem avec Washington et l'immigration en Israël

Agacement américain

HAUTEMENT passionnelles, les relations entre Israël et les États-Unis traversent une nouvelle zone de turbulences. En quelques jours, Washington vient de faire clairement connaître, à plusieurs reprises, son irritation envers Jérusalem. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, fut le premier à donner le ton. La poursuite des implantations juives dans les territoires occupés, observa-t-il, est le principal obstacle à la paix au Proche-Orient. Dès le lendemain, le président Bush lui fit écho en demandant à Israël de changer de politique.

Vendredi 24 mai, l'agacement américain a de nouveau percé, cette fois dans l'enceinte des Nations unies. Washington s'est en effet associé à un vote du Conseil de sécurité qui s'est dit « consterné » par la récente expulsion de quatre Palestiniens originaires des territoires. Bien plus : l'administration américaine a largement inspiré ce texte, approuvé à l'unanimité. Le gouvernement israélien a immédiatement fait savoir qu'il n'avait cure de ce double avertissement.

A contrariété ressentie à Washington peut se comprendre. Soucieux de ne pas laisser aux ultra de son parti, le Likoud, le monopole des surechères nationalistes, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir ne fait rien - c'est le moins qu'on puisse dire - pour favoriser les efforts de paix de l'administration Bush. Il tient la colonisation de la Judée-Samarie (Cisjordanie) pour un droit sacré et les Palestiniens expulsés pour de vulgaires « terroristes ».

L'irritation américaine se double d'une certaine lassitude. Au terme de quatre tournées au Proche-Orient, M. Baker n'a pas réussi la « percée » diplomatique tant espérée dans l'euphorie de l'après-guerre du Golfe. Arabes et Israéliens sont co-responsables de cet échec. Ayant largement surestimé l'évolution des mentalités qu'elle appelait de ses vœux, l'Amérique découvre, un peu déçue, qu'elle souhaite plus ardemment la paix au Proche-Orient que les parties en conflit.

MORMIS l'Égypte, les Émirats arabes de la coalition anti-irakienne ont déçu Washington. L'Arabie saoudite, retombée sous la coupe des milieux traditionalistes, se désintéresse du processus de paix, par crainte d'avoir à prendre langue avec l'entité sioniste. S'agissant de la conférence de paix, la Syrie maintient son intransigence procédurière, tant qu'on ne promettra pas de lui restituer le Golan perdu en 1967. Seuls les « Palestiniens de l'intérieur » - qui n'ont plus rien à perdre - et la Jordanie - qui a beaucoup à se faire pardonner - préfèrent le mouvement au statu quo.

Israël reproche à l'Amérique d'oublier un peu vite cet immobilisme arabe et de n'avoir pas réagi à la signature du traité syro-libanais qui vient de consacrer l'hégémonie de Damas sur son voisin. Cet agacement mutuel n'empêche pas les deux alliés de coopérer, comme en Éthiopie pour le sauvetage des derniers tchadiens, à condition, a précisé Washington - lors d'un nouveau rappel à l'ordre - que ces derniers ne s'installent pas dans les territoires occupés.

Lire page 3 l'article d'AFSANE BASIR POUR

M0146 - 05270 - 6.00 F



Dix-huit mille juifs évacués d'Éthiopie

Pour la deuxième fois en sept ans, un pont aérien a été mis en place, vendredi 24 mai, par les autorités israéliennes, afin d'évacuer d'Éthiopie vers l'État hébreu quelque 18 000 juifs (falachas). Une opération analogue avait dû être interrompue en 1984. Cette évacuation, baptisée « opération Scholomo », a été organisée alors que les rebelles étaient aux portes d'Addis-Abeba et ont annoncé, vendredi, la prise d'Asmara, capitale de l'Erythrée.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Certains ont passé la nuit dans l'enceinte de l'ambassade. Les autres, par milliers, attendent dehors, depuis les premières lueurs de l'aube de ce vendredi 24 mai.

Enveloppés dans leur châle blanc traditionnel, les candidats au départ se pressent autour des

murs de l'ambassade d'Israël. Ils rappellent inmanquablement les images de ces milliers d'immigrants qui, depuis quarante ans, sont partis de tous les coins du monde vers la Terre promise.

« Une ambiance de grand départ (« de grand retour », précise un Israélien) règne dans ce faubourg de la capitale.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 3

Accord entre les Douze à Bruxelles

Les prix agricoles gelés pour un an

Les ministres de l'agriculture des Douze ont décidé, le 24 mai à Bruxelles, de geler les prix agricoles pour la prochaine campagne 1991-1992 à leur niveau de la saison précédente. Les mesures de maîtrise de la production devraient permettre de réduire les excédents et d'assainir les marchés du lait, de la viande de bœuf et des céréales. Pour M. Mermaz, ministre de l'agriculture, une réforme en profondeur de la politique agricole commune reste à réaliser.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture se sont séparés soulagés, mais néanmoins conscients que cet accord ne réglait rien - les causes de la situation malsaine que connaît l'agriculture européenne n'ayant pas été traitées - et qu'une réforme en profondeur de la politique agricole commune

(PAC) ne pourrait donc pas être évitée. M. Mermaz a confirmé son intention de présenter des propositions dans cette perspective avant l'été.

Le débat s'est concentré sur trois productions sensibles : le lait, la viande de bœuf et les céréales, caractérisées par un excédent important de l'offre par rapport aux besoins.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 19

Les funérailles de Rajiv Gandhi

Les Indiens ont rendu hommage, vendredi 24 mai, lors de ses funérailles, à la mémoire de Rajiv Gandhi, l'ancien premier ministre assassiné mardi.

Lire page 5 l'article de LAURENT ZECCHINI

Polémiques allemandes

L'extrême gauche allemande continue d'afficher ses divisions entre pacifistes et partisans de la guerre du Golfe.

Lire page 5 l'article de LUC ROSENZWEIG

Des promesses pour les demandeurs d'asile

Les quelque deux cents « déboutés du droit d'asile » en grève de la faim pourraient cesser progressivement leur mouvement, après avoir obtenu une autorisation de séjour de trois mois.

Lire page 8 l'article de PHILIPPE BERNARD

Faire oublier Michel Rocard

La nomination de M^{me} Cresson à Matignon crée plus de problèmes qu'elle n'en résout pour les socialistes

par Jean-Marie Colombani

« Vous allez finir par perdre les élections » : ce « compliment » adressé par M. Mitterrand aux socialistes pourrait peut-être, aujourd'hui, lui être retourné par ces mêmes socialistes. Si l'on s'en tient au déroulement des premiers jours de l'opération Cresson, déclenchée pour mettre la « majorité présidentielle » en posture de bataille électorale, et si possible en situation de l'emporter, le président paraît bel et bien s'être pris les pieds dans le

tapis. « Vous allez finir par me gâcher la vie », a-t-il encore lancé, cette fois aux journalistes. Nous ne sommes pas loin du moment où il risque d'apparaître, lui-même, comme l'artisan d'un possible gâchis. L'opération déclenchée le 15 mai aurait pu avoir, raisonnablement, trois objectifs : donner un second souffle à l'action gouvernementale, réconcilier les socialistes, et mettre M. Rocard à l'abri, « en réserve » de la République. Aucun de ces objectifs ne pouvait être poursuivi séparément. Aucun n'est, à ce jour,

dénoté des chances visibles de succès. Une nouvelle donne dans le pays était certes nécessaire : prisonnier du double jeu présidentiel, M. Rocard vivait une situation d'une telle « précarité » qu'il paraissait en panne, astreint à un « devoir de grisaille » qui était une (mauvaise) façon de faire le dos rond. Il avait besoin soit d'une nouvelle investiture présidentielle, avec mission de gagner les élections, soit d'une séparation à l'amiable qui préserve ses chances, et surtout celles de la gauche, pour 1993.

Lire la suite page 6



Lire nos informations page 22

HEURES LOCALES

Le câble entre dans l'âge adulte

Plus de cent trente réseaux ouverts, presque trois millions de logements raccordés et plus d'un demi-million d'abonnés : la télévision par câble entre en France dans sa période adulte. Médiaville, le rendez-vous annuel des opérateurs du câble et des élus locaux, dont la septième édition a lieu cette année du 28 au 30 mai à Rennes, sera l'occasion de mesurer les progrès accomplis par le câble depuis son lancement en 1982, mais aussi d'inventorier les obstacles qui le handicapent encore.

pages 14 à 18

« Aix-les-Bains soigne ses thermes » Sous le gazon, l'emploi « La renaissance de l'économie du Creusot »

pages 11 à 13

« Grand jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Solsson, nouveau ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, invité dimanche à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 22

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991

« Tous les comédiens sont étonnants. Vrais et mythiques à la fois. Superbement bien dirigés. Le film est beau à pleurer. »

Le Monde



UN FILM DE PUPPI AVATI

ACTUELLEMENT

Après les vertiges de l'art contemporain

Chicago sur tous les fronts

Un colloque sur l'art dans la ville, une foire d'art contemporain et... un taureau allé : Chicago a été, durant le mois de mai, un carrefour artistique très en vue.

Le taureau allé est assyrien. Il pèse 10 tonnes, et provient du palais du roi Sargon II, à Khorsabad. Dans deux ans, quand s'inaugurera la nouvelle présentation du département assyrien du musée du Louvre, un moulage grandeur nature de ce spécimen viendra rejoindre les quatre statues monumentales que possède déjà Paris. Pourquoi ? Parce que ce taureau-là est unique au monde, le corps de profil, mais la tête de face. Une façon, aussi, de compenser un petit déséquilibre : au début du siècle, les archéologues de l'université de Chicago le « soufflèrent » à leurs confrères français, qui n'avaient pas négligé leurs efforts, quelques décennies auparavant, pour rapatrier une partie du « troupeau » à Paris.

Des galeries dans le désordre se sont entassées dans l'entrepôt de la Chicago International Art Exposition, douzième du nom et première de l'après-boom de l'art contemporain. L'heure n'était plus aux grandes tendances, mais

à la prudence, à la baisse des prix. On a présenté des artistes célèbres - Warhol, Mapplethorpe et les grands classiques du siècle, Picasso et Matisse, ont fait le bonheur des collectionneurs. Les rares Européens - des Britanniques et des Espagnols - pour le plupart - qui ont trouvé le chemin de Chicago ne se sont guère montrés plus aventureux.

Les Français, aussi, sont venus sur les rives du lac Michigan à l'occasion d'un colloque franco-américain sur l'art et la ville. Organisé par l'Association française d'action artistique, il a permis de faire le point sur les tendances de l'architecture outre-Atlantique et d'explorer une ville qui a bien changé en dix ans. Un Chicago aux tours plus hautes les unes que les autres, bâties dans un style toujours plus pittoresque, plus naïf et ludique. Pourtant, la Sears Tower, la plus haute tour du monde, est à vendre et ne trouve pas preneur. Il y en aurait des dizaines à Chicago, écrans vides ou dents creuses.

Lire page 17 les articles de FRÉDÉRIC EDELMANN et de PHILIPPE DAGEN

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 100 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRH ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRÖ ; Suisse, 1,30 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde
 RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Télex : 506 506 F
 ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-60-30-10
 Télex : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du Monde »
 « Association Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises
 M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
 François Hugues, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
 Tél. MONDPUB 206 136 F
 Télex : 45-504 N. Totele films
 du journal Le Monde à Paris France SA

Reproduction interdite de tout article
 sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0399-2037

Renseignements sur les microfilms et
 index du Monde sur (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
 Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
 ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEM- BURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS voies normales à l'étranger 220 francs
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER :
 par voie aérienne tarif sur
 demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
 accompagné
 de votre règlement
 à l'adresse ci-dessus
 ou par MINITEL
 36-15 LEMONDE
 code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
 rétroactifs : nos abonnés sont invités
 à formuler leur demande deux
 semaines avant leur départ, en indi-
 quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN
 D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
 3 mois 6 mois 1 an

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
 noms propres en capitales d'imprimerie
 pp Paris 15 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lesourne, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Freppert
 directeur de la rédaction
 Jacques Guiz
 directeur de la gestion
 Manuel Lucbert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jacques Amahie
 Jean-Marie Colombani
 Robert Solé
 (adjoints au directeur
 de la rédaction)

Thomas Fereynel
 Philippe Herremann
 Jacques-François Simon

Daniel Vernet
 (directeur
 des relations internationales)

Anciens directeurs :
 Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
 Jacques Fauriol (1969-1982)
 André Laurens (1982-1985)
 André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a cent ans

Le premier Bordeaux-Paris

Il était 10 h 31, ce samedi 23 mai 1891. Devant le buffet de la gare d'Angoulême attendait la table d'hôte dressée et farouchement réservée par l'hôtelier pour une trentaine de concurrents. On avait également installé des lits de repos destinés à ceux qui auraient épuisé le terrible effort. Ils surgirent à quatre, se battant pour signer les premiers au contrôle. Quand l'aubergiste les vit repartir aussitôt, il ne lui resta plus qu'à demander à la cantonade qui allait lui payer les repas inutiles. Les coureurs de tête du premier Bordeaux-Paris étaient passés.

Ce fut du cerveau de quelques membres du puissant Véloce-Club bordelais, Roussel, Pansjou, Leveillé, Cornic, que naquit l'idée d'une course telle qu'on n'en avait jamais vue : non pas sur vingt-quatre heures comme cela se pratiquait en Angleterre, mais une épreuve qui relèverait d'une traite Bordeaux à la capitale, située à quelque 580 kilomètres ! Ce qui semblait parfaitement déraisonnable. Le soutien du Véloce-Sport, qui avait pris la tête de la presse spécialisée, et plus précisément de Maurice Martin, Paul Rousseau et Emile Jegher, fut pourtant bientôt chose acquise, car cet hebdomadaire bordelais d'origine, voulait s'imposer sur la scène parisienne. L'organisation reposa en grande partie sur le capitaine de route du VC bordelais, Joseph dit Jiel-Laval, qui, pendant le mois précédent le départ, donna son temps sans compter.

Durant cette période, de difficiles négociations s'engagèrent avec la NCU pour obtenir la participation des meilleurs Anglais. Il fallut en passer par l'interdiction d'ouvrir l'épreuve aux professionnels - ce qui excluait d'emblée un Charles Terront, un Jules Dubois, les meilleurs nationaux - pour ne pas entacher la blanche hermine des amateurs britanniques, « soutenus » en fait par de solides maisons de cycles.

Paul Hardy, « cycliste anglo-français », contribua à la réussite des tractations : ce ne seraient pas moins de cinq hommes qui traverseraient le Channel, et non des moindres. Au fur et à mesure qu'approchait le grand départ, la fièvre et l'attente montèrent. Pourtant, dans le petit matin bordelais, ils ne furent pas cent à s'être déplacés. L'attendrissante photographie des frères Pansjou qui a fort heureusement fini la scène nous l'indique, tout comme elle nous montre, groupés en première ligne, ces hommes derrière lesquels s'étaient placés les vingt-deux Français : le Genevois Louis Massé, l'Anglais S.F. Edge, Bates, et les deux frères, Mills et Holbein. Dans la « foule » serrée auprès des coureurs sur la place du Pont, à la Basgide, non loin de l'octroi, se trouvaient par exemple Maurice Martin, liste des engagés à la main, le docteur Philippe Tissie (médecin et barbe noire), fondateur de la Ligue girondine d'éducation physique, Georges Chaignaud, futur champion de France de vitesse, et à l'arrière, son chapeau sur la tête « Charley ». Terront visiblement frustré de ne pouvoir défendre sa chance. A 5 heures 1 minute et 28 secondes, M. Georges Thomas, d'Agen, président de l'UVF donna le signal de l'envolée.

Le coup d'audace de Mills

Ce fut en effet une mise en action dont la brusquerie surprit les Français. Leurs adversaires avaient décidé d'y voir clair et de « faire le ménage » le plus vite possible. Dès la côte de Canon, escaladée à vive allure, ne restaient plus en tête que... les cinq Britanniques et Massé, bientôt distancé sur une chute provoquée par un chien. Twentyman se relevait - resté seul, il abandonnera. En quelques kilomètres, la différence de préparation et de rythme s'était affirmée de manière avengante.

Mills avait été relativement effacé jusqu'ici. Il plaça une première attaque, à laquelle seul Holbein répondit aussitôt. Mais les deux rivaux se relèveront, Edge et Bates les rejoindront. Déjà apparus les maisons d'Angoulême (km 131) où, après celui de Barbezieux (km 97), était situé le second contrôle.

La firme Rudge, qui équipait Holbein, avait préparé un piège pour Mills. Celui-ci signa le premier, se plongea la tête dans un seau d'eau froide, ce qui fit frissonner les spectateurs, stupéfaits du comportement de ces athlètes pressés comme si leur vie en dépendait. Holbein repartait, car c'est 500 mètres plus loin qu'on lui avait préparé cuisse de poulet, bouillon, pudding de riz au lait ; Mills était, semblait-il, tombé dans le panneau, n'ayant pas voulu quitter Holbein d'une roue, tandis qu'Edge et Bates entraînaient tout de même quelques instants pour se restaurer hâtivement au contrôle proprement dit. Ne s'étant pas ravitaillé,



Tel qu'en lui-même, George Pilkington Mills, photographié par Nadar (1891).

Mills le paierait tôt ou tard. En réalité, la situation ainsi créée allait se retourner contre Holbein. Car son manager ignorait qu'Herbert Osbaldeston Duncan, lequel, pour le compte de la marque Humber, avait tout organisé pour le possible succès de Mills, avait placé le plus rapide des entraîneurs de ce dernier, le champion d'Angleterre amateurs de vitesse Lewis Stroud, peu après la sortie de la ville, en haut d'une côte, en face d'une longue descente, afin que Mills pût reconnaître du sommet de la côte opposée sa veste rayée bleu et blanc et sa casquette. Mills, se trouvant seul en tête du fait de l'arrêt volontaire d'Holbein, arriva donc à grande vitesse sur Stroud. Et les deux hommes foncèrent sans se retourner le pignon fixe interdisant d'arrêter de pédaler dans les descentes - vers Ruffec. En 43 kilomètres, ils prirent 40 minutes d'avance !

La course était jonée. Ni Holbein ni aucun autre ne reverraient George Pilkington Mills avant Paris.

Un événement

Une fois lancé, rien ne pouvait plus arrêter ce coureur de vingt-quatre ans, au visage recordman depuis juillet 1886 de la traversée de la Grande-Bretagne, de la pointe de Lands-End à l'extrémité écossaise de John-O'-Groats, 1 385 kilomètres en 5 jours 1 heure et 45 minutes, sur grand-bi.

Duncan avait tout prévu. La répartition des neuf entraîneurs cyclistes (six Anglais et trois Français) sur les différents points de parcours, afin que son coureur ne soit jamais seul sur la route ; ces entraîneurs étaient équipés de machines très proches de celle du champion pour pouvoir immédiatement

ment dépasser celui-ci en cas d'incident. Et ceux qui avaient imaginé que Mills, ne pouvant se procurer de ravitaillement puisqu'il ignorait le français, tomberait bientôt d'inanition, ne savaient pas que Duncan, plusieurs jours avant la course, avait correspondu avec tous les hôteliers des établissements où se situaient les contrôles pour que soit préparé et gardé à disposition le « bouillon » de Mills, à base de jus de viande de steaks épais entaillés et pressés entre deux assiettes. Ce qu'il ne buvait pas instantanément était versé dans quatre flacons plats glissés dans ses poches ou celles des entraîneurs. En tout, Mills absorba environ 15 litres de bouillon, des fraises, un petit beefsteak, des biscuits de kola - substance énergétique - un peu de chocolat et des pastilles de menthe.

Poitiers (km 248), Châtelleraut, la côte de Sainte-Maure. Sous une pluie presque incessante, Mills ne faiblissait pas. Il n'y eut qu'environ Tours (km 347), où plus précisément Château-Renaud, et Vendôme (km 402) qu'Holbein, dans le sillage du sprinter Henri Fournier (futur vainqueur de Paris-Berlin automobile, dix ans plus tard), reprit une dizaine de minutes, décrochant définitivement Edge et Bates, un instant revenus sur lui mais qui n'avaient pas de taille.

Tandis qu'à plusieurs heures en arrière se livrait une autre course pour la place de premier Français, Mills prenait définitivement l'avantage. La route transformée en cloaque ne le freinait guère. Ce furent Châteaudun, Chartres (km 480), Rambouillet, Versailles (km 553). Cela faisait plus de vingt-quatre heures que Mills roulait pratiquement sans s'être arrêté. Le départ avait été calculé pour que, dans toute la mesure

du possible, les concurrents puissent bénéficier de la clarté de la pleine lune...

Dès le matin du dimanche 24 mai, plus de cinq mille personnes s'étaient dirigées vers le boulevard Maillot, à Neuilly, et le restaurant Gillet, devant lequel devait être jugée l'arrivée. Cela devenait un événement. « La presse politique elle-même avait été enfin secouée dans son indifférence par cette formidable épreuve et daigna envoyer des représentants, tandis que le Petit Journal avait eu un envoyé spécial pour suivre la course depuis le départ. »

Entouré de ses entraîneurs, Mills franchit la ligne au terme de 26 heures 34 minutes et 57 secondes d'effort. Il avait couvert le parcours à 21,518 kilomètres de moyenne. Holbein le suivit, 1 heure et 16 minutes plus tard. Edge, troisième, 2 heures 23 minutes et 40 secondes après Holbein. Puis vinrent Bates, Jiel-Laval, cinquième et premier Français, couvrant la distance en 32 heures 15 minutes et 32 secondes. Coulibeuf, Guillet, Corne, sans parler du vétérinaire, le « père » Roussel sur son tricycle.

Après son arrivée magnifique, Mills fut emmené au bain turc, se reposa ensuite deux heures, prit un léger repas (œufs, sole frite, quelques fraises à la crème), fit une promenade en voiture au bois de Boulogne dans l'après-midi, dîna solidement avec ses amis et se coucha l'âme sereine. Il dormit bien.

Le succès de l'épreuve fit germer dans l'esprit de Pierre Giffard, rédacteur en chef du Petit Journal, l'idée d'une course plus formidable encore. Le 6 septembre 1891, 206 partants s'alignèrent rue La Fayette pour le départ fictif de Paris-Brest et retour, 1 200 kilomètres d'affilée, réservé aux Français mais ouvert à tous, et qui allait faire la gloire définitive du brave « Charley » Terront, à 16,140 km/h sur sa Humber munie des premiers pneumatiques démontables Michelin, en moins de soixante-douze heures quasiment sans repos.

Bordeaux-Paris devint le « Derby de la route », et son prestige ne se trouva définitivement éclipsé que beaucoup plus tard par le Tour de France (lancé en 1903) et d'autres « classiques » du sport cycliste. Après la seconde guerre mondiale, en effet, vint le temps d'un autre cyclisme, plus rapide et aux compétitions toujours plus nombreuses. Le 22 mai 1988, Jean-François Rault s'inscrivait dans un presque anonymat sur la dernière ligne du long palmarès. Il n'y avait pas d'édition du centenaire de la « doyenne », balayée par les exigences d'un calendrier surchargé.

C'est dans le petit matin bordelais, pourtant, qu'un jour de mai 1891 est née la geste épique des « géants de la route ».

JEAN DURY

directeur du Musée national du sport
 Auteur de la Vértigineuse Histoire des géants de la route, Éditions, 1973, et, en collaboration, de L'en-CYCLE-opéa, Éditions Denoël, 1983.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JEAN-PIERRE

SOISSON

MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
 ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

animé par
 Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
 Alain LÉBAUBE (Le Monde)
 Dominique PENNEQUIN
 et Janine PERRIMOND (RTL)

سكس من الحاصل

EUROPE

URSS : un entretien avec le président de la République d'Arménie

M. Gorbatchev n'a donné aucun signe « d'un nouveau virage vers les réformateurs »

nous déclare M. Levon Ter Petrossian

Le président arménien Levon Ter Petrossian, en visite à Paris où il s'est entretenu mercredi 22 mai avec M. Mitterrand, a déclaré vendredi, lors d'une conférence de presse, qu'il a reçu l'assurance que la France soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais qu'il n'espère pas que la France compte sur son soutien au processus de l'accession à l'indépendance arménienne, qui se fait conformément à la Constitution soviétique. M. Ter Petrossian a par ailleurs déclaré qu'il ne croyait pas à l'accord signé le 23 avril par M. Gorbatchev et les neuf dirigeants de Républiques favorables à un traité d'union.

« Les contradictions entre les signataires du compromis sont si profondes - particulièrement entre le

« centre » et la Russie, mais aussi entre le centre et l'Ukraine ou le Kazakhstan - qu'ils ne pourront pas le faire aboutir », a estimé M. Ter Petrossian dans un entretien avec le Monde. Il voit avant tout dans cet accord une « démarche propagandiste » : M. Gorbatchev veut, selon lui, « convaincre l'opinion qu'il contrôle encore la situation en URSS et garde un rôle à jouer », alors que M. Eltsine a besoin de prouver, pour sa campagne en vue de l'élection à la présidence de Russie, qu'il ne refuse pas le dialogue avec le centre, en URSS comme en Occident.

De plus, le président arménien estime que M. Gorbatchev n'a donné aucun signe récent « d'un nouveau virage vers les réformateurs ». « Il suffit de voir la composition du conseil de sécurité dont s'est entouré le président soviétique : les nouveaux promus - aux côtés des chefs de l'armée, de l'intérieur et du KGB - y sont de simples exécutants fidèles de sa politique », a-t-il dit. Quant au nouveau plan économique que le réformateur Grigori Iavlinski met

actuellement au point avec l'aide d'experts américains et la bénédiction de M. Gorbatchev, le dirigeant arménien craint qu'il ne reste encore une fois à l'état de projet.

Plus concrètement, la signature de l'accord du 23 avril a été immédiatement suivie de l'offensive de l'armée soviétique, avec le plein accord de M. Gorbatchev, contre les Arméniens en Azerbaïdjan et les villages frontaliers, qui a fait des dizaines de morts et quelque quatre mille nouveaux réfugiés arméniens. M. Ter Petrossian y voit une relation directe : le président azerbaïdjanais, M. Moutalibov, signataire de l'accord, s'est justifié devant son opinion publique réticente par le fait que Moscou avait, en échange, permis la « libération » de plusieurs villages arméniens d'Azerbaïdjan.

Le plan anti-crise de M. Pavlov

L'autre grande raison de l'offensive armée soviétique, selon le président arménien, est que M. Gorbatchev n'a pas renoncé à l'idée de sauvegarder l'intégrité de l'URSS et qu'il lui fallait pour cela tenter de dissuader les Arméniens qui veulent voter, au référendum républicain du 21 septembre prochain, en faveur de l'indépendance dans un délai de cinq ans. « C'est un délai que nous considérons réaliste pour construire une indépendance réelle », souligne M. Ter Petrossian. Mais il ajoute aussitôt que ce n'est pas tant l'Arménie qui pose problème à M. Gorbatchev, car elle maintiendra sans doute, pour des raisons géopolitiques, des liens plus forts avec la Russie que l'Azerbaïdjan voisin. Le problème est qu'elle est la seule République à pouvoir faire sécession selon la loi définie à Moscou, car, homogène ethniquement, elle est aussi la seule, pour laquelle la sécession n'entraînera pas de pertes territoriales. Elle est, en cela, même un exemple dangereux, car, selon son président, « aucune République soviétique - même si elle veut actuellement rester dans l'Union - ne le voudra plus lorsqu'une seule d'entre elles aura été reconnue indépendante par la communauté internationale ». Les trois

Républiques baltes pouvant constituer un cas à part, avec leur spécificité de pays indépendants et reconnus comme tels entre les deux guerres.

Pour M. Ter Petrossian, la désagrégation politique de l'empire soviétique est à terme inévitable, mais le maintien de structures de coopération économique entre les Républiques l'est aussi. C'est ainsi qu'il explique la signature appaissant de l'accord du 23 avril par l'Arménie - au moment même où elle dénonçait « la guerre non déclarée » menée contre elle par l'URSS - au volet économique du « plan anticrise » du premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov.

« Douze autres Républiques l'ont aussi signé, dont la Lituanie, mais c'est la Russie et l'Ukraine qui ont mené la lutte et M. Pavlov a fait toutes les concessions, cédant aux Républiques la plupart des compétences économiques », raconte M. Ter Petrossian. Mais il pense qu'il s'agit d'un jeu du « centre », certain de pouvoir bientôt faire retomber sur les Républiques la responsabilité des crises socio-économiques à venir. M. Gorbatchev même ce jour, estime le président arménien, car « s'il dispose encore des services de renseignement militaires qui fonctionnent dans toute l'Union soviétique, il n'a, en revanche, aucun organe capable de l'appuyer partout et de façon centralisée à l'instabilité politique, à l'anarchie économique et à la chute terrible du volume de production et du niveau de vie ».

SOPHIE SHIHAB

« Trois personnes, dont un soldat soviétique, tués dans le Haut-Karabakh. - Trois personnes, dont un soldat des forces du ministère soviétique de l'intérieur, ont été tuées, jeudi 23 mai, lors d'un accrochage dans le Haut-Karabakh, cette région d'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens. Selon l'agence Tass, l'incident s'est produit dans la région de Gadrouk, où quatre militaires soviétiques ont combattu pendant deux heures avec une vingtaine de « bandits » qui s'attaquaient à un village arménien. » (AFP)

YUGOSLAVIE

La Slovénie craint une intervention des forces armées fédérales sur son territoire

A la suite de l'incident survenu, jeudi 23 mai, au Centre de formation de la défense territoriale slovène, près de Maribor (le Monde du 25 mai), des responsables locaux de l'armée yougoslave et de la défense territoriale de Slovénie se sont réunis à la mairie de Maribor pour tenter de régler « pacifiquement » ce conflit, provoqué par l'arrestation de deux soldats.

BELGRADE

de notre correspondant

Au cours des négociations, la police militaire a fait irruption dans les locaux et arrêté le commandant local de la défense territoriale ainsi que trois de ses collaborateurs. Ce nouveau coup de force a provoqué une réaction de la population, qui a bloqué, avec des camions, tous les accès de la caserne de Maribor pour empêcher d'éventuels mouvements de blindés. Dans la confusion qui régnait, un manifestant, âgé de cinquante-trois ans, a été renversé par un véhicule militaire et est décédé à l'hôpital. Le gouvernement slovène avait pris auparavant des mesures d'« avertissement » en coupant les liaisons téléphoniques et l'électricité de la garnison. Vendredi, en fin de journée, les autorités militaires décidaient de relâcher, après interrogatoire, le commandant de la défense territoriale.

Conflit permanent

Depuis plusieurs mois déjà, la Slovénie est en conflit permanent avec l'armée fédérale. Elle avait d'abord refusé à l'armée yougoslave le contrôle de ses unités de défense territoriale censées devenir plus tard une armée slovène. En mars dernier, elle avait décidé de ne plus envoyer de conscrits slovènes faire leur service militaire sous le drapeau yougoslave. D'autre part, en dépit de la détermination de l'armée de défense fédérale du territoire yougoslave, la

Slovénie, conformément aux résultats du référendum de décembre 1990, est décidée à proclamer, le 29 juin prochain, son indépendance.

Lors d'une session extraordinaire, vendredi matin, la présidence de Slovénie a estimé que les deux incidents de Maribor n'étaient que « le début d'une large action des forces armées yougoslaves contre les autorités locales slovènes. (...) L'armée fédérale a montré, une fois de plus, qu'elle n'était pas prête à se retirer de la vie politique et à permettre un développement pacifique et démocratique de la crise yougoslave ». La présidence slovène accuse l'armée de vouloir « déstabiliser la République » en provoquant de nouveaux conflits, l'objectif étant de déclarer l'état d'urgence et d'empêcher ainsi la Slovénie de proclamer son indépendance. Elle lui reproche enfin d'avoir récemment transféré sur le territoire slovène des unités provenant de Serbie.

Le quotidien de Ljubljana, *Delo*, évoquait, vendredi, le risque d'une intervention militaire en Slovénie. Il rappelle notamment le propos du ministre fédéral de la Défense, le général Kadjevic, qui déclarait, jeudi, que « l'armée yougoslave défendra les frontières du pays tant que les Républiques yougoslaves n'auront pas convenu du départ de la Slovénie ».

FLORENCE HARTMAN.

« Soutien de la France au gouvernement fédéral. - Le président François Mitterrand a assuré, vendredi 24 mai, le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, sa visite à Paris, qu'il pouvait compter sur la France pour l'aider dans la poursuite des réformes entre prises et de « maintenir la stabilité du pays dans le respect des minorités ». Au cours d'un entretien à l'Élysée, le chef de l'État a déclaré, une source française autorisée : « Nous souhaitons les succès de votre œuvre et nous vous y aiderons. Nous ne pouvons pas être indifférents à ce qui se passe dans cette région de l'Europe. Nous ferons tout notre possible pour contribuer à votre réussite ».

Le numéro un soviétique préside une nouvelle réunion de neuf Républiques sur le traité d'Union

Une nouvelle réunion des dirigeants de neuf Républiques soviétiques et du président Gorbatchev a commencé vendredi 24 mai à Novo-Ogarevo, dans la banlieue de Moscou, a annoncé l'agence Tass. Interrogé dans la matinée par les journalistes, M. Eltsine, président de la Russie, avait dit s'attendre à une discussion « difficile et orageuse », car la Russie et d'autres Républiques ne sont « pas d'accord avec plusieurs points du projet de traité d'Union », défendu par M. Gorbatchev.

Une première réunion de ce type avait eu lieu à la fin d'avril au même endroit, aboutissant à la signature d'une déclaration commune dite des « 9 + 1 » (neuf Républiques, plus la fédération). Comme alors, les six Républiques qui refusent de participer aux négociations (les trois Baltes, la

Moldavie, la Géorgie et l'Arménie) n'étaient pas représentées à cette rencontre.

Cependant le chef du gouvernement lituanien, M. Vagnorius, se trouvait le même jour à Moscou, où il s'est entretenu avec M. M. Deguev, premier vice-premier ministre fédéral, et Pougov, ministre de l'intérieur. Ce dernier, selon l'agence Tass, a déclaré que la direction centrale était « étrangère » aux actions des OMON (troupes de l'intérieur) qui s'en prennent depuis quelques jours aux postes-frontières érigés autour des républiques baltes. Selon différentes sources baltes, plus de vingt personnes ont été blessées lors de ces accrochages. Une nouvelle attaque a eu lieu vendredi soir contre un poste-frontière entre la Lituanie et la Lettonie. (AFP, Tass)

Le président de l'URSS n'aurait pas explicitement réclamé 100 milliards de dollars d'aide occidentale

M. Gorbatchev n'a pas explicitement chiffré le montant de l'aide qu'il attend des pays occidentaux, contrairement à ce qui fut dit après les déclarations qu'il a faites le 22 mai lors d'une conférence de presse en compagnie du président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, ont affirmé les services de presse de la présidence soviétique.

S'il a prononcé le chiffre de « 100 milliards », c'était par référence au coût de la guerre du Golfe et le malentendu viendrait d'une mauvaise traduction de ses propos four-

nie par le ministère soviétique des affaires étrangères. Selon la traduction de la conférence de presse faite par la BBC, le président soviétique a déclaré : « Le succès de la perestroïka n'est pas de notre seul intérêt. De quelque point de vue qu'on se place - stratégique, militaire, économique - tout cela est très important. S'il est possible de trouver 100 milliards pour résoudre les problèmes d'une seule crise, alors (...) la coopération avec l'Union soviétique pour permettre à la perestroïka de réussir est un jeu qui vaut la chandelle ».

Moscou commencera à recevoir l'aide humanitaire européenne en juillet

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les premières livraisons au titre de l'aide humanitaire décidée par la CEE en faveur de l'URSS (250 millions d'euros soit 1,75 milliard de francs) auront lieu en juillet. Elles porteront sur 50 000 tonnes de poudre de lait, 10 000 tonnes d'aliments pour nourrissons, 15 000 tonnes de viande bovine en boîte et

5 000 tonnes de conserves de viande de porc. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 23 mai, M. Horst Krenzler, directeur général des relations extérieures de la Commission européenne, à l'issue de la deuxième réunion de la commission mixte instaurée dans le cadre de l'accord CEE-URSS.

La Communauté s'est entourée d'un maximum de garanties pour éviter tout détournement de l'aide : une liste d'un millier de bénéficiaires - hôpitaux, asiles, orphelinats... - a été communiquée par les Soviétiques à Bruxelles. Des ONG (organisations non gouvernementales) prendront en charge le transport et la distribution. Une seconde tranche de 12 500 tonnes sera mise en œuvre. « Nous voudrions que l'aide soit en place avant le début de la saison froide », explique un fonctionnaire de la Commission. Les difficultés d'approvisionnement sont considérablement accentuées par la pénurie de devises, qui empêche le pays de se fournir sur le marché international aux conditions commerciales normales. L'URSS ne peut plus importer que si elle bénéficie de crédits, mais les banques se font de plus en plus prudes.

Ph. L.

Une élection au suffrage universel

M. Zviad Gamsakhourdia paraît assuré de conserver son poste de président de la Géorgie

Les Géorgiens élisent, dimanche 26 mai, leur président au suffrage universel pour la première fois de leur histoire. Le président actuel, M. Zviad Gamsakhourdia, paraît assuré de conserver son poste. Le 31 mars dernier, la Géorgie avait organisé son premier référendum et s'était prononcée, à 90 %, pour l'indépendance. Le 9 avril, le Parlement avait déclaré unilatéralement cette indépendance et les députés avaient modifié la Constitution, le 14 avril, pour y introduire le poste de président de la République, qu'ils avaient confié par acclamation et à l'unanimité, à M. Gamsakhourdia.

Le scrutin de dimanche est donc destiné à accorder à ce dernier une légitimité indiscutable ainsi que des pouvoirs très étendus, notamment un droit de veto sur les lois déjà adoptées par le Parlement. Ses opposants l'accusent d'ailleurs de « tendances dictatoriales », tandis que la presse soviétique raille ses adorateurs, qui le comparent au Messie, et soulignent l'absence de réelle campagne électorale.

Sur les cinq candidats qui se présentent contre M. Gamsakhourdia, quatre appartiennent au mouvement indépendantiste géorgien et le cinquième est présenté par le Parti communiste. Le rival le plus sérieux semble être le président du Front populaire, M. Nodar Natadze, qui présente un programme économique d'un libéralisme radical et pourrait, selon certains sondages recueillis de 20 % à 30 % de voix. M. Gamsakhourdia a refusé tout débat électoral avec les autres candidats, considérant qu'il ne se situe pas « au même niveau » qu'eux. Il a en outre démenti l'existence de démons politiques en Géorgie, alors que le Parti national démocratique, présidé par M. Georgi Tchabouria, affirme que soixante-treize prisonniers politiques étaient incarcérés au 20 mai sur décision du président géorgien. (AFP)

ESPAGNE : les socialistes et les élections du 26 mai

« Alfonso » dans ses œuvres

Plus de 30 millions d'Espagnols doivent élire, dimanche 26 mai, 86 500 conseillers municipaux. D'autre part, treize des dix-sept « communautés autonomes » seront renouvelées. Nous publions ci-dessous le troisième article consacré à ce scrutin (le Monde des 24 et 25 mai).

SARAGOSSE

de notre envoyé spécial

M. Alfonso Guerra va apparemment très bien. Il a beau avoir démissionné, en janvier dernier, de la vice-présidence du gouvernement à la suite du scandale auquel est mêlé son frère, il n'en reste pas moins l'incontestable homme-orchestre du Parti socialiste. « Alfonso » reste plus que jamais l'enfant chéri des « bases » socialistes, celui qui sait mieux que tout autre les faire vibrer.

Il semble même accueilli avec plus de chaleur que jamais, comme s'il s'agissait de lui faire oublier de la sorte ses vices politiques. A Saragosse - fief traditionnel des socialistes - le Palais des sports est plein comme un œuf. Quinze mille militants en délire, rose au poing et foulard rouge au cou, lui ont fait une réception d'apothéose pour son dernier meeting de la campagne.

On ne vient pas écouter M. Guerra dans l'attente d'analyses politiques. « Alfonso », c'est l'artilleur de choc des campagnes électorales socialistes. Le meneur dialectique dont les envolées pathétiques, pour le plus grand édifice du public, tous ceux qui sont dans l'autre camp. Et avant tout son ennemi juré, « le drapeau », la droite espagnole, « la plus réactionnaire d'Europe »,

siège-t-il affirmer. Si la politique très modérée suivie depuis neuf ans par le gouvernement socialiste déroute parfois les militants, M. Guerra est là pour les rassurer, et leur rappeler qu'il existe toujours en Espagne une gauche et une droite bien délimitées.

Avant lui, en vedettes américaines, les candidats locaux ont d'emblée donné le ton. Leur cible : le gouvernement régional de l'Aragon (dont Saragosse est la capitale), actuellement aux mains d'une coalition formée par le Parti populaire et un parti régionaliste conservateur.

« La droite est toujours la même »

C'est le moment du héros du jour. Il commence sobrement par une énumération des hôpitaux, canaux, parkings et tunnels construits par les socialistes dans la région. Les militants applaudissent, mais attendent visiblement autre chose. « Vez-y Alfonso, tape-leur dessus ! », commence-t-on à crier dans la salle. Et l'orateur de s'exclamer. Première victime : le président du gouvernement aragonais, un régionaliste ombreux qui s'est fait il est vrai bien des ennemis au-dedans. « Il a réussi à se brouiller avec l'archevêché, avec le reste de l'Espagne, avec la Communauté à Bruxelles et même avec les Nations unies tout entières pendant la guerre du Golfe ! Il faut le faire ! et en plus, il a encore le culot de se présenter avec le slogan de l'efficacité ! »

La foule est déjà hystérique, mais le spectacle ne fait que commencer. Le tour est venu du président du Parti populaire, M. José María Aznar : « Vous savez, ce jeune qui ne commande en fait rien du tout, parce que celui qui commande, bien qu'il commence à être à la

retraite, c'est l'autre, celui de Galice » (une allusion au fondateur du parti, M. Manuel Fraga). « Les conseillers du jeune ont dit : José María, si tu veux gagner les élections, il faut faire comme González. Et vous avez vu, du coup les nous ont tout piqué : les meetings, ils les montent comme les nôtres, ils copient notre mise en scène, nos plateaux, ils ne leur manque plus qu'à rajouter notre slogan. Aznar a même mis le même blouson que Felipe pour voir si comme ça il allait gagner les élections. Je vous jure : il a l'air malin ! »

La foule exulte. « Surtout si je vous fatigue, dites-le moi », s'exclame l'orateur, s'attrapant son micro « coco ! ». Il repart de plus belle. La salle se tord, tandis que l'orateur commence progressivement à changer de registre. Cherchant à contraindre la campagne aux accents étonnamment tristes du Parti populaire, il assure : « Ne vous y trompez pas, la droite est toujours la même : ennemie du progrès, parce que le progrès signifie faire bouger les choses, et faire bouger les choses pourrait signifier une perte de privilèges. »

Et de souligner, à titre de contraste, les mesures de redistribution prises par les socialistes durant ces neuf dernières années, comme l'extension de l'éducation libre et gratuite, la généralisation des prestations de la Sécurité sociale et des pensions. « Vous savez quel est au fond notre objectif ? Ce que nous voulons, c'est tout simplement que, demain, un bébé ait les mêmes chances dans la vie qu'il soit né dans un berceau aux draps de soie ou dans un berceau aux draps de toile. » La foule ne rit plus. Elle est émue.

THIERRY MALINIAK

TABLE RONDE

Animée par Bernard ABOLAF

LUNDI 27 MAI 1991 à 20 h 30

sur le thème

« ISLAM LE GRAND MALENTENDU »

Avec : Olivier Mongin, rédacteur en chef de la Revue Esprit - Olivier Roy, agrégé de philosophie - Alain Didier Weill, psychanalyste - Shmuel Trigano, professeur, écrivain - Adil Jaccou, écrivain - Simon Zaglittour, écrivain et Léon Askouni (Maritoni).

Avec la collaboration de Radio Shamoun

94.8 CENTRE BACHA P.A.F.

30, bd de Port-Royal 75005 Paris

Tél. : 43-31-75-47

سك اناليف

EUROPE

ALLEMAGNE : les retombées de la guerre du Golfe

Règlements de comptes chez les intellectuels de gauche

Depuis la fin de la guerre du Golfe, une polémique d'une violence rarement atteinte en Allemagne met aux prises des hommes et des femmes qui, naguère, militaient ensemble pour les droits de l'homme, la libéralisation de la société, contre les lois d'exception et autres thèmes chers aux «sobas-hul-tards» de Berlin, Hambourg ou Munich. Aujourd'hui, les pages «débats» de grands magazines comme *Der Spiegel* ou *Die Zeit* résonnent du bruit et de la fureur des injures qu'échangent les intellectuels de gauche et les nouveaux convertis à la thèse de la guerre nécessaire.

BONN

de notre correspondant

L'escalade a franchi ces dernières semaines un nouvel échelon. Deux anciens avocats de la Fraction armée rouge, autrefois membres du même collectif d'avocats gauchistes, M. Christian Ströbele et Otto Schily vont en découvrant devant les tribunaux. M. Schily, qui a quitté les Verts pour devenir député SPD au Bundestag, va assurer la défense du journaliste germano-israélien Henryk Broder, accusé par M. Ströbele d'avoir déformé ses propos concernant les attaques de Scud irakiens sur Israël.

Dans un entretien paru dans le *Süddeutsche Zeitung* et le *Jerusalem Post*, M. Ströbele avait déclaré : «Les attaques de missiles contre Israël sont la conséquence logique, presque obligatoire, de la politique israélienne». La publication de ces propos avait entraîné la démission de M. Ströbele de son poste de porte-parole des Verts et l'interdiction du voyage en Israël qu'il effectuait à la tête d'une délégation d'écoliers pacifistes.

«Unser Kampf»

Conforté par les acclamations qui avaient salué sa montée à la tribune du congrès des Verts fin avril à Neumünster, M. Ströbele contre-attaqua en se faisant passer pour une victime du Mossad (les services secrets israéliens), dont Henryk Broder aurait été l'instigateur. Ce dernier, un itinéraire peu ordinaire : juif né en 1946 en Pologne, émigré en Allemagne en 1958, il était devenu un journaliste et essayiste réputé à Cologne, particulièrement en vogue dans les milieux de gauche et d'extrême gauche en raison du brio avec lequel il dénonçait les restes de nazisme et d'antisémitisme croustillant dans les incohérences de certains juges, politiciens et autres acteurs majeurs de la vie politique et sociale de la République fédérale.

En 1981, il était bruyamment la porte de la RFA et se installait en Israël, où son esprit caustique trouva à s'employer au service du «camp de la paix». Son retour sur la scène médiatique allemande, à l'occasion de la guerre du Golfe, est fracassant. A la suite de deux autres gourous de la gauche alle-

mande, MM. Hans Magnus Enzensberger et Wolf Biermann, il cloue au pilori le mouvement pacifiste dans un article du *Spiegel* intitulé : «Unser Kampf» (notre combat), allusion méchamment ironique au «Mein Kampf» de Hitler.

«Les Allemands, une fois de plus, ont été trompés par l'histoire», écrit-il, cette fois d'une manière particulièrement perfide. Ils ont perdu une guerre à laquelle ils n'avaient même pas participé. Les âmes nobles du mouvement de la paix allemand se sont retirées du champ de bataille en même temps que l'armée irakienne défilait. Comme c'est remarquable, alors que partout dans le monde les hommes poussaient un soupir de soulagement, alors que les soldats irakiens prisonniers embrassaient de gratitude les GI's qui les avaient capturés, se faisait jour en Allemagne une secrète déception.

«Ce qui s'était passé pendant la guerre du Golfe était mal, certes, mais pas assez. L'apocalypse attendue ne s'était pas produite, une troisième guerre mondiale n'avait pas éclaté en dépit de toutes les craintes et de tous les espoirs, et la catastrophe climatique globale ne s'était pas produite. Et, surtout, la marée noire avait pu être stoppée avant l'île de Sylt (1) [...] Cependant l'objectif de guerre du mouvement pacifiste allemand avait été atteint. Il était resté moralement propre du premier au dernier jour de la guerre.»

«Les belles âmes»

Henryk Broder poursuit sur six pages du magazine sa démolition en règle des «belles âmes» du pacifisme allemand, épargnant tour à tour les divers anti-guerre de la gauche d'outre-Rhin. M. Gerhard Schröder, par exemple, ministre-président (SPD) de Basse-Saxe, qui avait refusé de participer à un meeting de solidarité avec Israël parce que l'on n'y réclamait pas en même temps un cessez-le-feu immédiat.

«Très bien, ironise M. Broder, le SPD ne renouveau par dignité le fait d'avoir voté les crédits de guerre en 1914 et ensuite envoyé le Kaiser en exil avec une pension. Le Parti ne doit pas renouveler ses erreurs passées, voilà qui plaide en sa faveur. Mais doit-il pour autant aller jusqu'à laisser Gerhard Schröder s'exprimer sur la morale et la politique, lui qui demande que l'on ménage Saddam Hussein pour qu'il n'utilise pas les armes chimiques, afin que les Américains ne répliquent pas par une attaque nucléaire qui pourrait amener un nuage radioactif sur sa circonscription électorale?»

L'ironie mordante de M. Broder s'exerce également aux dépens de la passionaria du mouvement féministe allemand, M. Alice Schwarzer, à laquelle il reproche d'avoir déclaré à la télévision que «les Américains avaient mieux fait de rester chez eux». Mais sa tête de Turc privilégiée reste encore M. Ströbele, dont il fait le représentant de «la variante de gauche de l'attitude dite de la grâce de la naissance tardive» (2), qui aboutirait à reporter sur les juifs la cause de leurs propres malheurs, dédouanant les Allemands nés après la

guerre de leur responsabilité particulière vis-à-vis des juifs et d'Israël.

A l'appui de son argumentation, M. Broder relève des propos que M. Ströbele aurait tenus dans une conversation téléphonique avec M. Christian Vogt-Moykopf, dirigeant des Verts du Bade-Wurtemberg, qui s'était prononcé en faveur de la livraison de fusées Patriot à Israël : «J'accepterais la mort d'un million de juifs si cela pouvait empêcher l'escalade de la guerre». M. Ströbele nie aujourd'hui farouchement avoir tenu de tels propos et a fait interdire par voie de jugement à M. Vogt-Moykopf des voter, alors que ce dernier déclare sous la foi du serment les avoir bel et bien entendus.

Guerre microcholine

Ces règlements de comptes de bas étage témoignent bien de l'état lamentable dans laquelle se trouve une intelligentsia de gauche déjà hétérodoxe par la réalisation d'une unité nationale que la plupart de ses membres éminents n'avaient ni prévu ni souhaité. Le combat de chiffonniers se poursuit dans la nouvelle livraison du *Spiegel* où quelques-unes des personnalités attaquées par M. Broder se défendent sur le mode plutôt maladroite de «c'est celui qui le dit qui l'est».

Ainsi, M. Alice Schwarzer accuse M. Broder de fonctionner selon le modèle typique de la pensée totalitaire en divisant le monde entre bons bellicistes et méchants pacifistes, alors que M. Ströbele écrit que : «Broder se sert de la technique de l'appel au meurtre utilisée par le sénateur McCarthy dans les années 50 pour combattre les prétendues menées anti-américaines. Les déclarations de ses adversaires sont trivialisées jusqu'à ce qu'elles aient l'apparence de conforter ses préjugés».

Ce conflit est cependant loin d'être une simple guerre microcholine ne concernant que le petit monde des intellectuels. Ses échos sont perceptibles dans les débats qui agitent les partis de gauche allemands. On a pu le constater chez les Verts dans les affrontements qui ont mis aux prises les «réalistes», qui, comme Joscha Fischer et Daniel Cohn-Bendit, étaient favorables à la poursuite de l'intervention armée pour sauver les Kurdes d'Irak, et les «fundis», conditionnellement pro-irakiens et pro-palestiniens au nom de l'anti-imperialisme. Il sera aussi en arrière-plan des controverses qui vont animer le prochain congrès du SPD sur la question de l'éventuel emploi de la Bundeswehr dans la génération d'Allemands à laquelle les armées militaires engagées sous l'égide des Nations-Unies.

LUC ROSENZWEIG

(1) Le Saint-Tropez allemand.

(2) On avait reproché au chancelier allemand Helmut Kohl d'être «la grâce de la naissance tardive» lors d'un voyage en Israël en 1984. Cela avait été interprété comme une tentative de dépeindre la génération d'Allemands à laquelle il appartenait de ses responsabilités face à l'Holocauste.

jours au Portugal, a annoncé l'agence portugaise Lusa. Le voyage de l'ancien dictateur avait suscité de nombreuses spéculations, et plusieurs pays cités comme faisant partie de cette mystérieuse tournée. — dont la France avait été démentie. Avant son départ du Portugal, M. Pinchot s'était toutefois rendu pour une visite de quelques heures en Grande-Bretagne au cours de laquelle il a été reçu par des représentants de la firme British Aerospace. — (AFP)

□ Mort d'un troisième soldat français dans l'opération «Providence Comfort». — Appartenant au 17^e régiment du génie parachutiste de Montauban, l'adjudant-chef Mouloud Medjadba a trouvé la mort, vendredi 24 mai, lors de l'explosion d'une mine dans l'opération «Providence Comfort» d'assistance aux populations kurdes dans le nord-est de l'Irak. Deux autres soldats ont été blessés. Leur mission consistait à rendre sans danger les accès à des villages que repagnaient les réfugiés. C'est, en une semaine, le troisième soldat français à être tué par accident dans le cadre de cette opération humanitaire.

□ Fin de voyage en Europe du général Pinochet. — Le général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre chilienne, a quitté Lisbonne pour Santiago du Chili, jeudi soir 23 mai, à l'issue d'une visite privée de neuf

EN BREF

□ ANGOLA : les pertes de Cuba s'élevaient à dix mille hommes, selon un général exilé. — Selon un général cubain réfugié aux Etats-Unis, les pertes cubaines en Angola se sont élevées à au moins seize années de guerre civile entre le gouvernement angolais, que Cuba était venu soutenir, et les rebelles de l'UNITA. Fin 1990, Cuba faisait officiellement état de «plus de 2 100 morts, dont 787 au combat». Le départ des derniers soldats cubains présents sur le sol angolais devait finalement avoir lieu samedi 25 mai, et non vendredi, comme annoncé dans une déclaration angolaise-cubaine (le Monde du 25 mai). — (AFP)

□ IRAN : quatre Soviétiques tués dans l'accident d'un avion échoué dans l'aide pour les Kurdes. — Quatre Soviétiques ont trouvé la mort et six autres ont été blessés, vendredi 24 mai, lors de l'accident d'un Iliouchine transportant des secours destinés aux réfugiés kurdes. En panne de kérosène, l'appareil s'est écrasé peu avant son atterrissage à l'aéroport de Bakharan, dans l'ouest de l'Iran.

ASIE

INDE : les obsèques de Rajiv Gandhi

«Requiem» pour une famille décimée

NEW-DELHI

de notre correspondant

Rajiv fit sept fois le tour du bûcher avant de plonger son brandon dans le bois de santal empli. La fumée et les flammes furent d'abord invisibles. Puis, alors que des salves éclatèrent et que la foule par ses cris manifestait qu'elle prend soudainement conscience de la deuxième mort de Rajiv Gandhi, le brasier, en quelques minutes, se déchâna, enveloppa le corps dans son dernier linéol. Rajiv s'est reculé devant la fournaise et sa sœur Priyanka, une nouvelle fois, entourée des épaules de sa mère, un moment chancelante.

La sonnerie aux morts a supplanté les psalmodies védiques, les détachements de l'armée ont présenté les armes et les ont retournées vers le sol en signe de deuil. Les dignitaires cravatés venus du monde entier se sont lavés d'un bloc, et tous les généraux chamarrés de couleures et de décorations, les représentants du gouvernement indien dans leurs cottepointes fripées après une si longue attente dans la canicule, se sont fipés en un bref et dernier hommage.

Le tableau est sauvage, anti-que : le blanc des saris de la veuve et de sa fille, le blanc du kurta-pyjama de coton que porte Rajiv, formant des silhouettes diaphanes sur le mur de flammes. L'émotion, on le devine, monte dans la gorge des spectateurs, certains hurlent hystériquement le nom de l'ancien premier ministre : «Rajiv Gandhi Amar Rahe» (Vive Rajiv Gandhi).

Il était 17 h 25, vendredi, lorsque Rajiv, dix-sept ans, alluma le bûcher de son père. Il y a six ans et demi, non loin de là, devant un bûcher semblable, il sanglotait dans ses bras. Le petit garçon assistait alors à la crémation de sa grand-mère Indira, et c'est Rajiv Gandhi, à l'époque, qui procéda aux derniers rites. Plus tard, l'ancien pilote, à bord de son avion, pensa aux cendres de sa mère au-dessus de l'Himalaya. Aujourd'hui, ce sont des pétales de roses qu'il y a fait déposer, dispersés au-dessus du Shakti Sthal, nom du mémorial d'Indira Gandhi, où a lieu la cérémonie, non loin des rives de la rivière Yamuna.

La famille Gandhi décimée se tenait, ce vendredi 24 mai, coude à coude ; elle resserrait ses rangs touchés par l'assassinat. Comme si cette famille, plus qu'une autre, devait offrir à l'Inde un tribut permanent. Près d'elle, il y avait Amitabh Bachchan, l'acteur de cinéma, et surtout l'ami si proche et

controversé de «Rajiv». Ensemble, sous la houlette du pandit Ganpat Ram Acharya, qui avait déjà conduit la cérémonie funéraire d'Indira, ils se plurent aux rites védiques qu'exige le voyage hindou vers la mort : ils empilèrent sur la corps les bûches de bois de santal, et Rajiv dispersa tout autour du piédestal l'eau sacrée du Gange. Avant, les chefs d'état-major des trois armées avaient découpé les ligatures qui retenaient le linéol, et le drapeau national qui enveloppait le corps mutilé avait été soigneusement plié.

Désordre autour du bûcher

Alors qu'un mur de feu montait vers le ciel, la famille hésitante, choquée, reprit les derniers mots de circonstance du président Venkataraman, et les «VIP» s'approchèrent : il y avait là, dans un désordre indien, le prince Charles d'Angleterre, le vice-président américain, M. Dan Quayle, M. Yasser Arafat, le roi du Bhoutan, les premiers ministres du Pakistan, M. Nawaz Sharif, du Népal, M. Bhutari, du Bangladesh, le bégum Khaleida Zia, et aussi les vice-présidents d'Union soviétique et de Chine, d'anciens premiers ministres, comme M. Benazir Bhutto, M. Edward Heath et M. Takeshita, M. Jospin, pour la France, et bien d'autres encore. Ils tentèrent de dire un mot à Sonia Gandhi mais, rapidement, le chaos s'installa.

Les barrières métalliques furent emportées comme des fûts et les «Black Cats», les commandos d'élite vêtus de noir, préférèrent effectuer un mouvement de repli. La foule toute proche, composée dans ses premiers rangs de militants et de responsables du Parti du Congrès, se précipita, ignorant la famille ; ce qu'elle voulait c'était voir, approcher la dépouille devenue cendre, lécher les flammes de la mort et du souvenir, jeter encore des fleurs et du bois pour être sûre que le feu et les rites soient respectés. Le bûcher, longtemps après, continua de fumer. Tout avait commencé six heures plus tôt, à Teen Murti Marg, l'ancienne résidence du fondateur de l'Inde indépendante, Nehru, le grand-père de Rajiv Gandhi.

La dépouille mortelle avait été placée sur un affût de canon surmonté d'un portrait de défunt, et un camion désovergent garni de lanternes où avaient pris place les chefs d'état-major du parti du Congrès, avait précédé. Des guirlandes de jasmin, tressées par la chaleur, embaumaient encore, des détachements de l'armée, casqués et bonnets à plumes, formaient un

tableau tachiste. Le cortège s'ébranlait lentement, au pas cadencé des gardes d'honneur, et empruntait tout d'abord les rues étrangement vides de l'ancienne ville anglaise. Petit à petit, la foule grossissait, pour devenir presque nombreuse lorsque le convoi funéraire débouchait sur Raj Path, l'avenue triomphale des Indes britanniques, qui conduit à India Gate, la porte de l'Inde.

Plus tard, dans les rues étroites qui mènent à Connaught Place, cette foule donnait l'impression de devenir marée humaine, de submerger tout, de vouloir digérer le cortège, puis, dès le départ, le système de sécurité qui devait le tenir à distance avait été pulvérisé. Les visages de cette foule étaient épuisés, dégoûtants de la chaleur intense, et les regards noirs dévisageaient quatre camions militaires remplis à ras bord de journalistes venus des quatre coins du monde.

Peu d'émotion

Rajiv, lui aussi, était pris dans la masse, mais on le voyait bientôt s'extraire de son véhicule et courir, comme des milliers d'autres, aux côtés du char funéraire. La foule participait sans doute, mais on aurait été bien en peine de dire son émotion, car elle ne la manifestait pas : rien à voir avec une foule qui pleure un chef aimé brusquement disparu. Elle criait des slogans qui affirmaient que «tant que la lune et le soleil brilleront, l'Inde se souviendra du sacrifice d'Indira et de Rajiv», mais sa voix n'était pas très forte et manquait souvent de conviction. A l'échelle du sous-continent, l'affluence ne fut à aucun moment impressionnante. On comptait alors qu'aucune assemblée populaire n'existait entre Rajiv Gandhi et le peuple indien, au-delà de la magie du nom des Gandhi.

L'ancien premier ministre n'était pas proche des gens. Il le savait, l'avouait volontiers lorsqu'il disait que c'est d'abord un problème de «communication» qui avait entraîné la défaite électorale du Parti du Congrès lors du scrutin parlementaire de 1989. Il avait voulu rétablir le contact en supprimant l'essentiel des mesures de sécurité qui l'entouraient. C'est pour cela qu'il est mort, le 21 mai, peu avant un meeting électoral : pour redevenir populaire. Pourtant, sa disparition marque la fin d'une ère. L'Inde tourne une page importante de son histoire avec la mort du dernier des Gandhi en âge de la conduire.

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

Sept des dix provinces placées sous contrôle de l'armée

Le président Paul Biya, qui affronte une vague de contestation sans précédent, a placé la majeure partie du pays sous le contrôle de l'armée, a annoncé, vendredi 24 mai, la radio nationale. Le chef de l'Etat a donné à deux généraux des «pouvoirs autonomes», les chargeant de «rétablir l'ordre» dans sept des dix provinces actuellement paralysées par une campagne de grèves et de désobéissance civile, organisée par l'opposition. Ces sept provinces sont désormais sous administration militaire. Les dirigeants de l'opposition ont immédiatement réagi. M. John Fru Ndi, président du Front social-démocrate (SDF), dont le siège est à Bamenda, brandissant la menace d'une «guerre civile» si le président Biya persistait dans son refus de céder la place ou de convoquer une conférence nationale. Si le chef de l'Etat «persiste dans sa campagne tribale, alors on s'achemine vers un désastre, vers une guerre civile qui ruinerait ce pays», a souligné M. Fru Ndi. — (Reuters)

POLOGNE

Fin de la grève des transports en commun à Varsovie

Après trois jours de grève totale, les premiers tramways et autobus ont recommencé à rouler, vendredi 24 mai, dans les rues de Varsovie après un accord entre les grévistes de la société des transports municipaux (MZK) et la municipalité. Les grévistes, qui réclamaient des augmentations salariales de 50 %, n'ont pas obtenu satisfaction sur ce point, mais ont reçu l'engagement que le statut de la MZK serait transformé, pour passer de celui d'entreprise d'Etat à celui d'entreprise autonome. Les salaires seront alors renégociés. D'autre part, la Diète a rejeté, à une très large majorité, une motion de censure déposée vendredi soir par des députés du Parti paysan (PSL) contre le gouvernement, responsable, selon eux, d'une «détérioration dramatique» de l'économie polonaise. La motion a été rejetée à une large majorité de 188 voix, contre 54 et 30 abstentions. Selon M. Jacek Soska, qui présentait la motion, l'exclut «ne s'aperçoit pas que la campagne est en ébullition» et que «la patience des agriculteurs s'est épuisée». — (AFP)

SOMALIE

Les ex-maquisards nordistes proclament la «République du Somaliland»

Les anciens maquisards du Mouvement national somalien (MNS), qui contrôlent la quasi-totalité du nord du pays, ont décidé de baptiser leur territoire «République du Somaliland». Le MNS avait annoncé, le 18 mai, sa décision de faire sécession et d'instaurer un Etat «souverain et indépendant» du Sud. Le MNS reprend ainsi le nom de l'ancien protectorat britannique du Somaliland, qui couvrait le nord de l'actuelle Somalie, née le 1^{er} juillet 1960 d'un traité d'union entre le protectorat britannique et la colonie italienne de Somalie, au sud. Un «porte-parole de la République» a aussitôt lancé, sur les ondes de la radio du MNS, Radio Hargeisa, un appel à la communauté internationale pour fournir aide et vivres aux populations civiles. Ces dernières, a-t-il insisté, sont menacées de famine, privées d'habitations, et risquent à tout moment d'être touchées par des mines, posées dans la zone par les troupes de l'ancien président Syed Barre. — (AFP)

POLITIQUE

Nouvelles attributions ministérielles

M. Doubin est chargé de la consommation et M^{me} Neiertz de la vie quotidienne

M. François Doubin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, est nommé ministre délégué au commerce, à l'artisanat et à la consommation, tandis que M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, est nommée secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, par décret du président de la République, paru au Journal officiel, précise un communiqué de l'hôtel Matignon publié vendredi 24 mai.

Selon ce communiqué, M. Doubin aura notamment « la charge de défendre devant le Parlement les lois sur la consommation » préparées par son prédécesseur, M^{me} Neiertz. L'ancien secrétaire d'Etat à la consommation est, pour sa part, « chargé de mettre en œuvre la politique d'amélioration de la vie des citoyens et des citoyennes dans la perspective de la réalisation du marché unique européen ».

M. Abel Farnoux, conseiller spécial à Matignon

Un spécialiste de la provocation

Chaque homme - chaque femme - politique a ses mystères, son jardin secret, ses amitiés qui parfois pèsent lourd. M^{me} Edith Cresson n'échappe pas à la règle. Dès qu'on sait qu'elle avait été élue par le président de la République pour diriger le nouveau gouvernement, nombreux ont été ceux qui ont posé la question : « Vraiment garder Farnoux ? » La réponse est aujourd'hui connue : c'est oui, puisqu'on sait depuis vendredi 24 mai que M. Abel Farnoux, soixante-dix ans depuis quelques jours, ancien député et farouche résistant, sera son conseiller spécial à Matignon.

Qui est Abel Farnoux, dont déjà nombre de gazettes ont fait des éloges ? Un « gourou », comme on l'entend beaucoup dire ? Un père spirituel, comme l'affirment d'autres ? La réponse est peut-être plus simple. Disons que c'est un spécialiste de la provocation, grand pourfendeur des énarques, apôtre d'une électronique européenne, manique de la lutte contre les pratiques protectionnistes japonaises. Rien d'un homme de l'ombre chez ce charismatique mais combatif, résolu autant que bouillonnant et qui se fait tout aussi aisément des ennemis que des amis.

Ancien élève de l'école des PTT, il est entré en 1964 chez Thomson-CSF pour prendre en 1973 la présidence de Vidéocolor, une filiale spécialisée dans la fabrication des tubes couleur de télévision. Mais à la fin des années 70, la stratégie Farnoux et celle du « patron » de l'électronique grand public chez Thomson, M. Jacques Fayard, divergent. « Le clan Farnoux, partisan d'une stratégie technologique propre, à mener au besoin à l'aide de partenariats industriels, s'oppose au clan Fayard, qui n'avait pas d'états d'âme pour acheter et diffuser des technologies japonaises », raconte Elie Cohen, chercheur au CNRS, spécialiste des questions de politique industrielle. Et lorsque M. Fayard négocie l'accord ST-JVC, qui réunit trois européens (Thomson, Telefunken et Thomson-CSF) et le japonais JVC, pour produire magnétoscopes, caméscopes et chaînes hi-fi, Abel Farnoux est en désaccord. Puis, Vidéocolor réalisant des pertes, il est contraint au départ. L'accord est finalement mis en échec par le gouvernement Mauroy, et M. Abel Farnoux est investi par M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de la technologie, d'une mission sur la fibre électronique.

Les conclusions de la mission Farnoux sont alors jugées « irréalistes », faute de moyens : il eût fallu investir 130 milliards

de francs sur cinq ans pour rattraper le retard français dans l'industrie électronique. M. Farnoux, devenu consultant, essaiera ensuite d'aider au rachat de Grundig par Thomson. L'office des cartels allemands s'oppose à cette opération, qui provoquerait une inimitié avec M. Alain Gomez, le président de Thomson depuis 1982. Il en faut plus pour décourager Abel Farnoux, qui va créer avec Alain Gomez une société d'études, Electronic International Corporation (EIC), dont les rapports sur l'industrie électronique sont prisés. En 1989, il entre au cabinet d'Edith Cresson, qui vient d'être chargée des affaires européennes ; il la suit en 1990 au groupe Schneider.

Faconde et sans-gêne

C'est aux affaires européennes qu'Abel Farnoux va se forger sa mauvaise réputation, même si certains lui reconnaissent une grande perspicacité, beaucoup de contacts et des amitiés en politique qui débordent les cercles socialistes. Souvent absent, M^{me} Cresson lui avait laissé la responsabilité d'un « point de presse » hebdomadaire. Une fois, deux fois, les journalistes écoutèrent. La troisième fois, ils étaient pratiquement tous absents, encore étonnés par la mégalomanie de leur interlocuteur, en provenance un jour de Tokyo, l'autre jour de New-York, jamais en mal d'idées définitives, de solutions radicales, toujours sans mesure et sans modestie.

Sa faconde et son sans-gêne ont aussi choqué plus d'un collaborateur. « Aux affaires européennes, il a usé trois directeurs de cabinet en deux ans », dit-on, tout en affirmant que M^{me} Cresson y était aussi pour beaucoup et en rappelant que M. Farnoux arpentait déjà bien des couloirs lorsque le premier ministre d'aujourd'hui était ministre du redéploiement industriel dans le gouvernement Fabius.

Pourquoi M^{me} Edith Cresson garde-t-elle aujourd'hui auprès d'elle un homme aussi contesté ? Un haut fonctionnaire avance cette réponse : « Tellement de gens lui ont recommandé de s'en débarrasser que cela a eu l'effet inverse. Il lui faut des idées, bonnes ou mauvaises. Avec Abel Farnoux, elle est servie. Il correspond d'eux-mêmes à son tempérament. »

A. K. et M.-P. S.

□ M. Bayrou (UDF) : « M^{me} Cresson est là pour que le PCF puisse soutenir le gouvernement sans se désavouer. » - M. François Bayrou, député général de l'UDF et député (UDC) des Pyrénées-Atlantiques, a déclaré, vendredi 24 mai sur France-Inter, que la nomination de M^{me} Edith Cresson avait pour but de « rechercher le soutien du PCF de façon plus régulière et sans marchandage au coup par coup. » M^{me} Cresson est là pour que le PCF puisse soutenir le gouvernement sans se désavouer », a ajouté M. Bayrou, en s'indignant que ce parti, « parmi les plus archaïques du monde, se trouve ainsi placé en situation d'influer sur les décisions du pouvoir ».

□ M. Dailly suggère que le mandat de président de la République ne soit pas « immédiatement renouvelable ». - Pour remédier à la dérive vers la monarchie élective, M. Etienne Dailly (Rassemblement démocratique et européen), vice-président du Sénat, dans une proposition de loi constitutionnelle déposée mardi 21 mai, propose que le mandat de président de la République ne soit pas « immédiatement renouvelable ». Par cette proposition de loi, M. Dailly propose également que la qualité d'ancien président de la République, qui ne seraient plus membres de droit du Conseil constitutionnel ni éligibles à la présidence du Sénat.

Faire oublier Michel Rocard

Suite de la première page

Ne pouvant ni changer de politique, à l'heure où il s'agit de s'adapter au futur grand marché européen, ni remanier profondément le gouvernement, pour ne pas mettre en péril les équilibres de courants au sein du PS, M. Mitterrand a choisi de changer de symbole, en remplaçant M. Rocard. Soit. Encore fallait-il, dans la foulée, que le second souffle prenne corps, et que l'unité se fasse non seulement autour du chef de l'Etat, mais aussi de la candidature Rocard, pour que le dispositif ait quelque chance de succès.

Une fausse bonne idée

La nomination de M^{me} Cresson a certes été bien accueillie dans l'opinion. Elle a suscité un effet d'accueil, traditionnel dans ce genre de circonstances, doublé d'un « effet femme », qu'il est difficile, à ce jour, d'évaluer. Mais elle pourrait se révéler n'avoir été qu'une fausse bonne idée de communication, efficace pendant quelques semaines, avant de devenir rapidement contre-productive, au moment où l'opinion réalisera que M. Mitterrand n'a sorti aucun lapin de son chapeau. Car M^{me} Cresson n'a dans sa besace aucun projet susceptible de corriger la faiblesse de sa marge de manœuvre.

Celle-ci est en effet limitée dans le temps, puisqu'elle ne disposera, au mieux, d'un délai utile de dix-huit mois ; elle l'est tout autant politiquement : l'abstention du groupe communiste paraît devoir être son seul point d'appui parlementaire ; elle l'est enfin au plan économique : au mot près, M^{me} Cresson s'est appropriée la doctrine qui a fait de M. Pierre Bérégovoy un « Pinyu » de gauche et de la politique économique de la France une réussite.

A ces limites s'ajoutent ce qui semble être la faiblesse de M^{me} Cresson elle-même, du moins à ce poste : ce qui choque, ce n'est pas le ton de son discours, ni même l'incapacité du nouveau premier ministre à développer une vision d'ensemble de la société française ; après tout, puisque M. Mitterrand est en première ligne, c'est à lui de s'en charger. Ce qui choque, c'est l'improvisation qui semble caractériser sa démarche, et donc l'absence totale d'engagement précis et concret, comme si elle devait se contenter d'égrèner un catalogue dont elle dénonçait elle-même, avant sa nomination, l'indigence. Elle accredit ainsi l'idée que, décidément, le moment du départ de M. Rocard dépendait, pour l'essen-

tiel, du degré d'agacement présidentiel, du bon plaisir du roi, comme n'auraient pas manqué de le relever les socialistes du temps où ils campaient dans l'opposition.

La priorité raisonnable, là encore, n'aurait-elle pas dû être de redonner du contenu à l'action des socialistes ? Encore fallait-il s'assurer que ces derniers prennent bien le chemin de la réconciliation. La nomination de M^{me} Cresson aurait pu en fournir l'heureux prétexte. Il eût fallu, pour cela, que chacun y trouve son compte ; à savoir, pour M. Rocard, une sortie digne, accompagnée d'un engagement présidentiel ; pour M. Fabius, un leadership reconnu dans le parti ; pour M. Mauroy, un congrès anticipé lui permettant un repli sur l'Assemblée ; pour M. Jospin un gouvernement où il ait les coudées plus franches.

L'hypothèse d'une candidature Fabius

En lieu et place de ce schéma idéal, M. Mitterrand a paru uniquement préoccupé d'affaiblir M. Rocard, et de renforcer M. Fabius, aux dépens de tous les autres.

Le résultat est à la mesure de ce qu'il faut bien appeler la rancune présidentielle dont les déclarations rapportées par M. François Burck - le chef de l'Etat s'attribuant la paternité des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, premier

succès de M. Rocard en 1988 - donnent la mesure.

M. Rocard peut légitimement penser qu'il a été dupé, d'autant que M. Mitterrand lui impute la responsabilité des mauvaises conditions de leur séparation, en la main pour être prolongé jusqu'en 1993. M. Mauroy est redevenu combattif, pour éviter que le parti ne passe sous le contrôle d'un clan. M. Jospin est humilié : non seulement il a dû mettre en balance son maintien dans l'équipe gouvernementale, mais il a dû constater que M^{me} Cresson avait confié la direction de son cabinet à l'organisateur des réseaux Fabius en lieu et place d'un homme d'une haute stature, hélas réputé jospiniste (!) M. Fabius, enfin, se déclare mécontent de voir le contrôle du parti lui échapper.

« Capable de loyauté »

Ce sombre tableau n'est évidemment pas de nature à donner confiance au PS à l'approche des échéances électorales. Ce dernier est, *in situ*, replacé dans la configuration conflictuelle du congrès de Rennes, avec un fort risque de voir s'affirmer l'hypothèse d'une double candidature à l'élection présidentielle, celle de M. Fabius, et celle de M. Rocard.

Ce dernier n'est sans doute pas, à ce jeu, le plus mal placé. Il fait même figure de vainqueur relatif d'un épisode dont le déroulement montre qu'au point de départ il lui était hostile : le comportement du président à son égard ne peut pas ne pas apparaître comme une injustice ; MM. Mauroy et Jospin sont condamnés, par l'attitude de M. Mitterrand et de Fabius, à revenir vers lui ; M^{me} Cresson fait mieux prendre conscience de la valeur de M. Rocard ; enfin il était prêt à faire face aux mois difficiles

que le gouvernement va devoir affronter ; comment lui reprocher de s'être « défilé », alors même qu'il n'a pas quitté son poste de sa propre initiative.

Pourtant il eût été préférable, pour M. Rocard, d'avoir le président pour allié. Comme il n'a pas mené ses efforts, pendant trois ans, pour le convaincre qu'il était bien, selon sa formule amère, « capable de loyauté », il faut croire que la gageure était impossible. Il se trouve, désormais, seul à défendre le souvenir d'une action interrompue avant terme, mais tenu, vis-à-vis du PS, à la solidarité avec son successeur. Face à une machinerie gouvernementale dont il n'a rien à espérer - faire oublier M. Rocard est, pour le mieux ou pour le pire, la mission impérieuse de M^{me} Cresson, - le maire de Conflans-Sainte-Honorine n'a d'autre choix, une fois encore, que la patience, sans pouvoir être sûr que le temps ne travaille pas contre lui.

Ainsi toutes les questions, relatives au pays, au parti, et au sort du principal présidentieliste socialiste, qui étaient posées avant la nomination de M^{me} Cresson, le sont toujours.

Dans ces conditions, on voit mal le chef de l'Etat s'engager dans la voie d'une consultation législative anticipée. Comme dit M. Mermaz : « Il faut donner le temps à Edith Cresson. » Le droit de vote accordé aux femmes à la Libération avait arrêté un général, pour de longues années, une bonne part des suffrages féminins. Au point que ses héritiers, dont M. Giscard d'Estaing, devaient une part de leur succès à leur domination dans l'électorat féminin, l'électorat masculin étant majoritairement acquis à la gauche. La nomination - historique - d'une femme au poste de premier ministre n'est pas, a priori, de nature à compenser le fait qu'il n'y a plus, dans ce pays, de majorité PC-F.

Les socialistes ont besoin, pour se maintenir au pouvoir, non seulement d'un reflux du vote « vert » et d'un meilleur report des électeurs écologistes, mais aussi d'un Front national à son meilleur niveau. Aucune de ces conditions ne paraît, à échéance des semaines qui viennent, réaliste.

A moyen terme, les socialistes gagneraient à faire un effort de mémoire. Leur marche en avant a été rythmée par des divisions de droite. Or celle-ci est peut-être moins malade qu'elle ne le paraît ; il lui suffit désormais d'atténuer la guerre de succession au sein du PS bloquée toute issue à gauche et rythmée à son tour du retour de la droite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) M. Moïse est l'organisateur de Solidarité moderne, réseau constitué autour de M. Fabius, M. Pascal Lamy, ancien directeur du cabinet de M. Deleau, ancien membre de l'équipe de ceux qui à Matignon et à l'Elysée, en 1982 et 1983, remirent l'économie et le pays sur les rails, avant d'être pressenti pour le poste. Il a signé, en 1990, la motion de M. Jospin.

Selon un dirigeant indépendantiste

M. Mitterrand s'attribue la paternité des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie

M. François Mitterrand s'est porté garant de l'application des accords de Matignon de juin 1988 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie en affirmant qu'il en avait été l'inspirateur, a déclaré, vendredi 24 mai, le président de l'Union calédonienne (UC, principale composante du FLNKS, indépendantiste) M. François Burck, après un entretien d'une demi-heure, à l'Elysée, avec le chef de l'Etat. Selon le dirigeant calédonien, M. Mitterrand lui a indiqué que « les accords de Matignon n'auraient jamais été signés » s'il n'avait pas, lui-même, « donné l'ordre » à M. Michel Rocard d'aller dans ce sens. « Le président m'a déclaré

que, lui, il sera toujours là pour que ces accords soient appliqués », a ajouté M. Burck.

Pour sa part, après s'être entretenu, jeudi et vendredi, avec M. Burck et avec M. Paul Néaouyine, président du FLNKS, Mme Edith Cresson a souligné son attachement à « l'application sans défaillance, ni lenteur » des accords de Matignon. « La mise en place des nouvelles structures politiques provinciales, les premières réalisations économiques et sociales, l'ouverture sur l'ensemble de la région Pacifique Sud, sont des acquis irréversibles », indique un communiqué publié vendredi par l'hôtel Matignon.

Mis en cause par le Canard enchaîné

M. Fougousse renonce à la vice-présidence de la Communauté urbaine de Strasbourg

STRASBOURG de notre correspondant

M. André Fougousse, vice-président (divers gauche) de la Communauté urbaine de Strasbourg, a renoncé à cette fonction à la demande de son conseil municipal. M^{me} Catherine Trautmann (PS), M. Fougousse s'était vu reprocher par le Canard enchaîné (du 15 mai) d'avoir participé, comme responsable du secteur de l'écologie urbaine, à plusieurs voyages lointains et onéreux, à travers trois sociétés françaises spécialisées dans la distribution de l'eau. L'hebdomadaire avait aussi indiqué que 500 000 francs destinés au paiement du treizième mois du personnel de la commune d'Ostwald, dont il est maire,

avaient transité sur son compte courant personnel.

M. Fougousse n'avait pas nié les faits, mais il avait affirmé que ces pratiques étaient courantes et que d'autres élus avaient participé à ces déplacements. Ces arguments n'ont pas suffi à éviter une polémique, dont M^{me} Trautmann a tiré les conclusions.

M. Fougousse, qui avait quitté le PS en 1986 pour adhérer au mouvement Démocratie alsacienne (divers gauche), est aussi président départemental de l'Association des démocrates et adhérent de Génération écologie. Il est conseiller régional d'Alsace et maire d'Ostwald, au sud-ouest de l'agglomération strasbourgeoise.

J. F.

Le Sénat facilite l'expulsion des squatters

Les sénateurs ont adopté en seconde lecture, vendredi 24 mai, le projet de loi réformant les procédures civiles d'exécution, qui modifie le droit des saisies immobilières en facilitant le recouvrement des créances, et qui humanise certaines procédures. Seul le groupe communiste a voté contre le projet, modifié par de nombreux amendements réintroduisant certaines dispositions adoptées en première lecture (le Monde du 19 mai).

Les sénateurs ont décidé que les décisions de juge d'exécution seraient susceptibles d'appel devant une formation de la cour d'appel, et non plus devant un autre juge unique. Ils ont rétabli

un amendement autorisant les clerks de justice à procéder aux constats, à condition qu'ils soient contre-signés par l'huissier de justice civilement responsable du fait du clerk. La majorité sénatoriale est revenue, enfin, sur les dispositions adoptées par les députés qui assouplissaient les conditions d'expulsion des squatters. Elle a supprimé la possibilité de proroger pour une durée de trois mois le délai d'expulsion lorsque celle-ci aurait des conséquences d'une exceptionnelle durée « du fait de la période de l'année considérée ou des circonstances atmosphériques ».

G. P.

Le retour du premier ministre dans sa ville

Edith de Châtelleraut

CHATELLERAULT de notre envoyé spécial

C'était vraiment la dernière sortie à commémorer, vendredi 24 mai, à Châtelleraut, que de demander à quel point bien servir la sono qu'on installait devant la mairie. « C'est que M^{me} Edith Cresson vient dans sa ville aujourd'hui, répondait la serveuse du café du Commerce d'un air pincé. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir... »

Après l'annonce de la comédie *Tue-moi encore* par le Théâtre de la Plaine, et le spectacle de danses de la compagnie Alice de Lun, le journal *l'Indicateur* de la ville confirmait, en effet : « M^{me} Edith Cresson, premier ministre, arrive à Châtelleraut ce soir à 19 heures devant l'hôtel de ville. » Avec cinquante minutes de retard, madame le premier ministre est apparue, tous sourires dehors et jamais lasso de serré des mains, de faire la bise, d'avoir un mot pour chacun. « Mais vous êtes donc tous venus ! », e-elle dit, par exemple, en passant devant le groupe antillais Kimba Rwad (« tantir bons en ardoles ») avant de traverser la rue qui sépare, depuis un bon moment déjà, les personnalités des Châtellerautais et des Châtellerautaises qui attendaient derrière les barrières métalliques.

« Votre accueil me réchauffe le cœur », a répondu le premier ministre. « Devant l'ampleur de ce que j'attends, j'aurai besoin de votre soutien, parce que,

devenir tous ces grands organismes d'Etat, c'est difficile. Il faut beaucoup de temps, beaucoup de travail, beaucoup de patience. Il faut toujours tout ça. Il faut prendre ce qui est bien et laisser le reste. » Le temps de repasser dans son bureau de maire, le maire de Châtelleraut a pu assurer devant les caméras de FR3-Poitou-Charentes qu'elle reviendra « à peu près chaque semaine » à Châtelleraut.

Dans la soirée, au parc municipal du Verger, devant quelques centaines de militants et de sympathisants socialistes, le premier ministre a encore déclaré : « Je n'ai jamais pensé que je méritais ce poste, ni que j'y étais destinée, mais, maintenant, je vais y mettre toutes mes forces. On me dit qu'il n'y a plus d'argent, plus de croissances, plus de marge de manœuvre, c'est vrai, mais s'il n'y avait pas de problèmes, on ne m'aurait pas demandé d'accepter ces fonctions. Surtout qu'il y a beaucoup de candidats... »

Redescendus de son estrade improvisée, Edith de Châtelleraut se retrouve parmi les siens. On la hèle, on l'appelle : elle sourit, elle virevolte, toujours disponible. Les plus optimistes, dans les milieux généralement bien informés de Châtelleraut, commencent à se dire que demain, de toute façon, comme chaque samedi, elle ira acheter à 10 h 30 ses yaourts nature sur le marché.

JEAN-LOUIS SAUX

سكيات الاحمال

صباح الاحد

POLITIQUE

A Marseille

M. Vigouroux est critiqué au sein de sa majorité municipale

Un peu plus de deux ans après le scrutin de mars 1989, la très large majorité - quatre-vingt élus sur cent - dont dispose le maire (majorité présidentielle) de Marseille, M. Robert Vigouroux, est en proie à des turbulences. D'une part, le retour au bercail d'une partie des anciens élus du PS, supposant leur adhésion à un groupe municipal distinct, a créé une situation nouvelle qui provoque des tensions. D'autre part, les méthodes et la personnalité de M. Vigouroux l'exposent à la grogne croissante de certains de ses colistiers.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'événement devrait avoir lieu lors de la prochaine réunion de la municipalité, le 27 mai. Ce jour-là, les « réintégré » du PS accompliront le dernier acte de leur retour vers le parti en prenant place au sein du groupe socialiste du conseil. Celui-ci était réduit, depuis 1989, à trois membres (1). Ils le rejoindront à une vingtaine, peut-être davantage, sans compter une poignée d'apparentés. « Le groupe PS et apparentés », précise M. Charles-Emile Loo, maire du cinquième secteur et principal artisan de la « réconciliation », se situera pleinement dans le cadre de la majorité municipale, mais il aura sa personnalité et fera connaître ses points de vue.

Cette normalisation était, en l'occurrence, dictée par les statuts du PS, si ce n'est par les faits. « Nul n'ignorait l'hétérogénéité de la majorité », observe M. Yves Bonnel, maire (Association des démocrates) du quatrième secteur. A ses yeux, l'organisation de la vie municipale en groupes politiques différents, mais solidaires, « au moins la moitié de la clarté ». Son réalisme n'est pourtant pas partagé par d'autres élus de la majorité vigourouxiste, dont M. Christian Poutevin, adjoint à la culture, s'est fait l'interprète en jugeant, publiquement, la démarche des transfuges « contraire à l'esprit et à la volonté de leurs suffrages ».

Le maire de Marseille n'est pas d'un autre avis. « On a le droit d'avoir ses opinions », tranche-t-il, mais on ne peut pas tromper les électeurs. « Sous-entendu : les électeurs n'ont pas voté PS, mais Vigouroux », c'est-à-dire pour des listes « politiques ». Bon gré, mal gré, il devra néanmoins s'accommoder de cette situation nouvelle, qui pourrait bien donner le signal, sur fond de manœuvres électorales - il s'agit, aussi, de se positionner

pour les prochaines cantonales et régionales, - d'une véritable recomposition de sa majorité, avec l'émergence de deux pôles concurrents : celui de la gauche, constitué autour du PS, et celui du « centre », dominé par le Groupe d'action économique et sociale (2).

La récente « affaire Hini » n'a pas contribué à détendre une atmosphère qui se dégrade. Le 2 avril, M. Albert Hini, premier adjoint (ex-PS), considéré jusqu'ici comme l'un des partisans les plus inconditionnels de M. Vigouroux, sortait publiquement de ses gonds. Sa cible : l'un des deux secrétaires généraux de la mairie, M. Gérard Dumont, tancé pour la façon dont il avait réglé la « municipalisation » de deux associations de la ville. Il était évident que M. Hini mettait aussi en cause le maire de Marseille. Réplique de M. Vigouroux : « M. Dumont a toute ma confiance. Si certains ont des problèmes, c'est leur affaire. Pour moi, il n'y en a pas. A chacun de prendre ses responsabilités ».

M. Hini a mal vécu ce désaveu et confie, aujourd'hui, qu'il a « songé à donner [sa] démission ». Il a dû patienter trois semaines avant de pouvoir s'expliquer en tête à tête avec le maire. Il tire, narquois, la conclusion de leur entrevue : « On s'aime ». M. Vigouroux a-t-il pu se commettre à faire, en d'autres termes, comme maints témoignages officiels le confirment, la rupture est consommée entre les deux hommes, mais ils s'efforcent de sauver les apparences.

Un cabinet « digne de Malignon »

« Je compte garder ma liberté d'expression sans manquement à la solidarité », promet M. Hini, qui s'est décidé à retourner au PS. D'autres que lui se chargent de mettre au jour les défauts du système Vigouroux. Leurs critiques ne sont pas inédites, on les entendait déjà il y a un an (le Monde du 11 avril 1990), mais, cette fois, elles s'expriment ouvertement et sur un ton parfois peu amène.

« Les élus en ont assez », rapporte M. Jeanne Laflitte, deuxième adjoint, déléguée à la culture, qui dénonce « le manque de confiance absolu du maire », voire « son profond mépris » envers ses colistiers, « dont certains, accuse-t-elle, sont considérés comme des employés de maison ». En fait, de dissonance, « M. Vigouroux ne parle qu'à lui-même ». Et, en comptant bien, elle n'a pu le rencontrer en tête à tête, au bout d'un an de mandat, « qu'un quart d'heure à l'aéroport de Tokyo » (allusion à la « manie » des voyages à l'étranger du maire, que l'un de ses autres adjoints associe

féroce à son désir effréné de parader ». Selon M. Laflitte, M. Vigouroux n'aurait qu'une antenne à la bouche : « Vous êtes élus grâce à moi et vous me devez un blanc-seing ».

Même s'il n'est pas « personnellement concerné », M. Michel Cristofol, adjoint à l'habitat, constate, lui aussi, « un déficit de confiance » entre M. Vigouroux et les membres de sa majorité, « d'où provient tout le mal ». On tient surtout rigueur au maire de Marseille de diriger les affaires de la ville à travers un cabinet omnipotent, « digne de Malignon » (3). Tout comme on lui impute un manque de travail collectif « nuisible », estime M. Jacques Boulesteix, conseiller délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'émergence des idées et des projets. Cet astrophysicien, venu du PC, regrette, lui aussi, que « le poids de la technocratie l'emporte sur celui des élus » et déplore « l'absence de réflexion politique sur l'avenir de l'agglomération marseillaise ».

Les critiques explosent M. Vigouroux. Gare au journaliste qui s'en fait l'écho devant lui ! Il s'entend reprocher, vertement, d'avoir choisi ses interlocuteurs « d'une manière purement artificielle », de n'être intéressé « que par la côté politicienne », de vouloir, à tout prix, « ressusciter le passé » et de « n'être animé, en un mot, que du désir de nuire à une municipalité qui travaille ».

Pour autant, le maire de Marseille ne tombe pas des nues. « Je suis reconnaissant avec agacement, qu'on recommence à jouer au jeu de massacre. Je sais qu'un petit nombre de personnes et certains médias cherchent à déstabiliser une mairie qui marche, mais les Marseillais, eux, n'entrent pas dans ce jeu-là, et je n'y jouerai pas non plus ». Des critiques, il pourra donc se permettre de les accueillir avec sérénité, et de « n'être pas agacé par ce qu'il entend pour les uns ou les autres ». Il s'en abstient parce que « ce n'est pas [son] rôle » et qu'il « s'est toujours refusé à entretenir les polémiques ».

GUY PORTE

(1) MM. Michel Pezet, député, ainsi que MM. Lucien Weyand et Jean-Noël Guérin, respectivement président et rapporteur général du budget du conseil général de Bouches-du-Rhône.

(2) Créé en mars 1977, et composé de dix-sept membres, dont deux maires de secteur et six adjoints, celui-ci a, théoriquement, une fonction administrative, mais, très bien organisé, il exerce une réelle influence au sein du conseil municipal.

(3) A la différence de Gaston Defferre, M. Vigouroux s'appuie sur un cabinet étoffé, comprenant une vingtaine de chargés de mission et conseillers techniques (codés A et B de la fonction publique territoriale).

A l'Assemblée nationale

L'ouverture de la fonction publique aux ressortissants de la CEE sera progressive

Les députés ont adopté, vendredi 24 mai, en première lecture, par 403 voix contre 27, le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, présenté par M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative, et qui prévoit l'ouverture de certaines catégories d'emplois de fonctionnaires aux ressortissants des Etats membres de la CEE. Les groupes socialistes, centristes et UDF ont voté « pour » ; le groupe RPR s'est abstenu ; les députés communistes ont voté « contre », de même qu'un non-inscrit, M. Elie Hoarau (la Réunion). Le Sénat avait déjà adopté ce texte en première lecture, à une très large majorité (le Monde du 27 avril).

Le rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Floch (PS), a reconnu que ce texte n'aura pas d'effet immédiat, mais il contribuera, a-t-il souligné, « au développement de l'esprit européen, car la construction de l'Europe est une longue marche, qui ne peut se faire sans le concours de la fonction publique ». M. Soisson a déclaré que ce sera un « défi » à relever pour l'administration française. A l'exception des communistes, tous les groupes ont accueilli favorablement l'ouverture aux ressortissants de la CEE, qui place la France, aux côtés des Pays-Bas, à la pointe de cette évolution.

Le ministre de la fonction publique a précisé, toutefois, que la France entend porter « une attention particulière à l'évolution des législations nationales » de ses partenaires. Aussi cette ouverture

sera-t-elle mise en place progressivement : des décrets en Conseil d'Etat fixeront ce que M. Soisson a appelé « le degré d'ouverture » des postes de fonctionnaires aux ressortissants de la CEE. « Le principe de la réciprocité n'étant pas admis par les textes instituant la Communauté européenne, cette démarche progressive et pragmatique est la plus sûre », a-t-il expliqué.

Le ministre a rappelé que ces dispositions ne mettent pas en cause le principe des concours d'accès aux postes, les ressortissants communautaires y étant soumis comme les autres candidats français. Seule la clause de nationalité est supprimée mais, bien entendu, la maîtrise de la langue est exigée de tous les candidats. M. Nicole Catala (RPR, Paris) avait déposé un amendement exigeant la connaissance du français, qui a été repoussé comme superflue. Les concours ayant lieu dans cette langue. D'une façon plus générale, elle a adopté une position plus critique que son groupe, estimant notamment que la règle d'égalité d'accès aux emplois de la fonction publique risque d'être altérée par ce texte. Elle a également regretté que le rôle du législateur soit limité dans la définition du « degré d'ouverture » des postes.

Une prime pour les quartiers difficiles

Les députés communistes ont multiplié les amendements de suppression. Ils ont également défendu, en fait, une question préalable pour tenter de convaincre l'Assemblée de ne pas discuter de ce texte. M. Roger Gouhier (Seine-Saint-Denis) a dénoncé un projet qui « prépare de nouveaux coups contre notre fonction publique et nos services publics ». La dérive supranationale, la soumis-

sion de nos institutions à des intérêts qui ne sont pas ceux de notre peuple doivent être combattues avec la plus extrême fermeté », a-t-il dit.

Le ministre a rappelé que restoront formés les corps dont les missions ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté nationale (défense, justice, diplomatie, finances). Il en sera de même pour les fonctions impliquant l'exercice d'un pouvoir de contrainte, comme, par exemple, celle d'inspecteur du travail. Le gouvernement et la commission des lois ont préféré, toutefois, supprimer un ajout du Sénat, qui comportait la notion de « sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ». M. Soisson a expliqué que ce critère n'était pas assez précis et qu'il pouvait laisser entendre que certaines fonctions participaient à la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat, et d'autres pas.

Enfin, les députés ont adopté un important amendement, prévoyant un avantage spécifique d'ancienneté pour les fonctionnaires affectés dans une circonscription qui comporte un quartier pour lequel l'Etat a passé une convention de développement social urbain. Cet avantage n'est accordé que si le temps passé dans ces quartiers urbains difficiles est au moins de trois ans sans interruption. Il concerne aussi bien les gendarmes que les personnels enseignants ou non enseignants affectés dans un établissement scolaire placé en zone d'éducation prioritaire en milieu urbain. Les députés de l'opposition et du groupe communiste ont jugé insuffisante cette mesure. Le ministre a rappelé, quant à lui, que cet amendement coûteux avait nécessité l'aval du ministère du budget et qu'il correspond à une charge d'environ 400 millions de francs en régime de croisière.

PIERRE SERVANT

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Un peu de vinaigre dans la salade

ne figurent pas dans les compilations des discours et écrits du chef de l'Etat. Il paraît lui-même fasciné par « l'étrange répulsion-attraire de François Mitterrand à l'égard de de Gaulle » et il avance cette hypothèse que l'un n'aurait pas pardonné à l'autre d'avoir été « ce que lui-même ne pouvait être ».

Outre qu'il n'est jamais vain de rappeler à ceux qui ont brigué des responsabilités publiques le teneur de leurs engagements, promesses et prises de position, le principal apport de ce travail est dans l'accumulation et la précision des références. Il est vrai qu'à ce titre il peut être utile, comme le dit l'auteur, aux « mitterrandophiles », mitterrandophobes, mitterrandologues : chacun y trouvera de quoi nourrir son aversion, sa sympathie ou sa foi. Toute carrière politique est un combat. Au cours de la sienne, qui est longue, François Mitterrand a été, tour à tour, agresseur, agressé et pacificateur. Mais ne désarme pas toute hostilité à son égard.

D'une certaine manière, pour lui-même et pour la santé du débat politique, il est bon que, devenu président de la République, il ne soit pas embaumé de son vivant. Après tout, quand on a écrit, comme le rappelle ce précis de mitterrandologie critique, que « l'échec n'est pas d'arriver nulle part, mais de n'avoir pas essayé » et qu'en plus on est arrivé quelque part, on peut voir venir !

Si, en tant qu'homme politique, François Mitterrand n'a pas été ménagé, les parlementaires sont, traditionnellement, la cible d'une forme de raillerie qui fait fonction d'exutoire : c'est l'une des composantes du comportement des Français à l'égard des institutions qui les régissent. L'antiparlementarisme n'a plus la signification qu'il avait lorsqu'il incarnait le refus de la démocratie représentative et il a perdu de sa virulence comme expression de défiance à l'égard d'un centre de pouvoir collectif taxé d'irresponsabilité, simplement parce que le Parlement n'a plus le rôle majeur dans le système institutionnel de la V^e République ; les effets de la décentralisation et le poids grandissant des contraintes européennes contribuent à ce déclin.

En perdant de leur lustre, les députés n'auraient rien corrigé de leurs travers, lesquels n'en deviendraient que plus voyants et anachroniques. C'est ce que leur reproche un auteur, anonyme lui aussi, sous la forme d'une interpellation, comme l'on dit autrefois à la Chambre, de Marianne, symbole de la République, à son Député, député chéri. Dialogue qui se veut sévère mais juste et qui permet d'examiner l'habit de la députation sous toutes ses coutures et raflotages. Il faut bien dire que les plus récentes de ces raflotages (amnistie, affaire Nucci) laissent à désirer : l'auteur y revient avec l'acuité et la familiarité d'un habitué du Parlement, de son personnel, de ses procédures et de ses faiblesses.

Pour-on se moquer des socialistes ? Sous ce titre benoît dix dessinateurs répondent à leur manière, dans un album qui est une sélection de dessins inspirés par l'actualité politique et déjà parus dans la presse. A l'unanimité, ils semblent estimer que l'on peut se moquer des socialistes, surtout lorsque ceux-ci semblent prendre les devants en donnant l'impression de se moquer du monde. Un album qui réagit, comme on dit, et confirme qu'un bon dessin, et a fortiori plusieurs bons dessins, valent mieux que n'importe quel sondage.

Le Petit Livre rose, de François Mitterrand, La Table ronde, 320 pages, 85 F.

Députés, députés chéri, de Marianne, Editions de l'Espace européen, 160 pages, 95 F.

Pour-on se moquer des socialistes ? La Découverte, 112 pages, 89 F.

COMMUNICATION

Après son engagement auprès de l'ex-président de la MGM, M. Giancarlo Parretti

Le Crédit lyonnais dans le collimateur de la Bourse d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le Crédit lyonnais et sa filiale de Rotterdam, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), auraient-ils entrepris trop tard de normaliser leurs rapports avec M. Giancarlo Parretti, devenu propriétaire de la Metro Goldwyn Mayer (MGM), au terme d'une OPA financée dans des conditions aussi mystérieuses que l'ensemble de ses activités ? Bien qu'elles aient dernièrement contraint l'homme d'affaires italien à abandonner la présidence de la MGM et à céder au moins 40 % du capital de celle-ci (le Monde du 9 mai), la banque nationalisée française et sa branche néerlandaise ne sont pas parvenues à se protéger des feux de la rampe. Au contraire.

Selon nos informations, la Bourse d'Amsterdam a peut-être dredi 24 mai aux dirigeants de la CLBN une série de questions portant sur son engagement dans les affaires de M. Parretti et sur « le décalage entre la réalité et leurs informations antérieures ». La Bourse néerlandaise a entrepris cette démarche inhabituelle après que le quotidien NRC Handelsblad eut révélé, sur la foi des documents remis par la MGM à la Securities and Exchange Commis-

sion - le gendarme de Wall Street, - que les crédits consentis par la banque française aux sociétés gérées de M. Parretti dans le cinéma (Média, Pathé-Communication et MGM) totalisaient 737 millions de dollars. Or, début avril, en présentant les comptes 1990 du CLBN, M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire, avait minimisé l'endettement de M. Parretti et avait notamment affirmé que le CLBN n'avait pas aidé celui-ci à racheter la major américaine. Aujourd'hui, la Bourse d'Amsterdam met explicitement en doute la parole des dirigeants du CLBN. Elle a demandé à ses dirigeants de répondre « rapidement ».

Par ailleurs, l'association de défense des porteurs de titres immobiliers (VEB) a aussi demandé le 24 mai au CLBN de fournir des explications sur ses rapports avec la MGM. Moins de 10 % des actions du CLBN sont dans le public, mais le VEB, très actif, n'a visiblement pas oublié que la filiale de la banque française était également le banquier de Bobel, une société de portefeuille de la nébuleuse Parretti, un temps bannie du tableau officiel des cotations.

Enfin, à la suite des informations du NRC selon lesquelles la

banque de Rotterdam avait enfreint les règles de solvabilité fixées par la Banque des Pays-Bas, en accordant à l'homme d'affaires italien des prêts d'un montant équivalent à ses fonds propres, la direction du Crédit lyonnais de Paris a fait savoir qu'elle était garante à cent pour cent des engagements de sa filiale. C'est la première fois que le siège parisien de la Banque admet être au courant des activités de sa filiale néerlandaise raison qu'il aurait fait mine, il y a quelques semaines, de s'étonner de l'ampleur des crédits accordés à M. Parretti. Une position difficilement soutenable puisque deux hauts responsables parisiens, dont M. Jean-Yves Haberer, sont administrateurs du CLBN.

CHRISTIAN CHARTIER

« Pionnier du talk-show », Johnny Carson annonce son départ de NBC. - Johnny Carson a annoncé, jeudi 24 mai, qu'il abandonnerait l'écran le 22 mai 1992. Agé aujourd'hui de soixante-cinq ans, Johnny Carson, aura passé trois décennies à bavarder face aux caméras. C'est en 1958 qu'il a débuté, avant de devenir animateur vedette en 1962, avec sa célèbre émission « Tonight ».

SOCIÉTÉ

En grève de la faim

Deux cents déboutés du droit d'asile obtiennent une autorisation provisoire de séjour

La satisfaction et l'espoir dominaient, samedi 25 mai, parmi les quelque deux cents «déboutés du droit d'asile» en grève de la faim depuis cinquante jours. La veille, le gouvernement avait décidé de leur accorder une autorisation provisoire de séjour de trois mois, afin de trouver une solution globale et également s'ouvrir sur l'amélioration des procédures d'instruction des dossiers des demandeurs d'asile.

Trois jours après la nomination par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, d'un conciliateur, M. Bernard Brunhes, le conflit opposant les «déboutés», Kurdes de nationalité turque et Africains noirs en majorité, au gouvernement semblait samedi en voie d'apaisement. La grève de la faim, qui menaçait d'avoir une issue dramatique avec la dégradation de l'état de santé des grévistes de Bordeaux et l'intervention de la police mardi soir dans cette ville, devrait cesser dans les jours à venir, après concertation entre les jeunes, méfiants à l'égard des promesses gouvernementales.

Les représentants du «réseau» de

seize associations humanitaires qui soutiennent le mouvement, ainsi que des grévistes de Paris, Bordeaux, Saint-Dizier, Strasbourg et Fomec, ont été reçus longuement, vendredi 24 mai, par M. Brunhes, qui a ensuite remis ses conclusions au ministre. Dans la soirée, ils ont encore dialogué trois heures durant avec M. Bianco, en présence de M. Brunhes et M. Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations au ministère. Même si la situation ne se prête à aucun triomphalisme, les délégués des grévistes notent «un changement de ton et de pratique». «Nous allons bien négocier avec M. Bianco. C'est la personne qu'on attendait, commente l'un d'eux. Les discussions se sont déroulées dans un bon climat, mais tout ne peut être réglé d'un seul coup».

À l'issue de ces discussions, le ministère des affaires sociales et de l'intégration publiait un communiqué annonçant que des autorisations de séjour de trois mois allaient être délivrées aux quelque deux cents grévistes de la faim. Ces trois mois, précise le ministre, «leur permettront de recouvrer leur santé et nous permettront de chercher ensemble les solutions les plus adaptées: recours, examen éventuel de leur demande d'asile, autorisation de séjour et de travail délivrée à ceux qui, ne pouvant décemment bénéficier du droit d'asile, l'ont demandé avant le

1^{er} janvier 1989, ont dû attendre au moins deux ans la décision définitive et peuvent justifier d'un emploi». En clair, les deux cents grévistes, qui vivent pour la plupart depuis de nombreux mois en France, souvent avec famille et travail, devraient être progressivement régularisés. Reste la question des autres demandeurs d'asile déboutés, dont le nombre est estimé à plusieurs dizaines de milliers. M. Bianco souhaite rechercher une réponse aux problèmes soulevés par l'inflation du nombre des demandes et l'accélération des procédures d'instruction des dossiers, jugées expéditives par les associations de soutien.

Il a chargé M. Gérard Moreau et Jean-Marc Sauvé, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur, d'améliorer les procédures dans le cadre de la législation existante et du droit international avant le 1^{er} septembre. Il s'agit de garantir «l'audition des demandeurs», de «réduire les délais d'attente qui ne devraient pas excéder trois mois» et d'accroître les moyens des administrations. Le gouvernement s'engage en particulier à examiner la situation des demandeurs d'asile qui, en attendant la décision de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), «se sont insérés socialement, familialement et professionnellement et ont un emploi durable».

Le réseau de solidarité avec les

grévistes estime que «les voies qui ont été ouvertes ne trouveront d'issue positive qu'avec l'appui et la mobilisation de tous ceux pour qui le droit d'asile, les droits de l'homme et le respect de la dignité de chacun ne sont pas de vaines paroles». Les grévistes, consultés dans la nuit de vendredi à samedi, craignent en effet qu'une démobilité ne fasse oublier au gouvernement ses promesses.

Redoutant de se faire arrêter dès leur sortie des salles paroissiales où ils se réunissent, ils ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'à la réception des autorisations de séjour provisoires et l'ouverture de la concertation annoncée. Ils devaient maintenir la manifestation nationale de samedi à Paris, entre le carrefour Strasbourg-Saint-Denis et la Madeleine, une délégation demandant à être reçue à l'Élysée afin d'y remettre sept mille dossiers de demandeurs d'asile déboutés.

Certains souhaitent qu'une autorité morale soit désignée pour garantir le suivi des négociations et jouer éventuellement le rôle d'arbitre. Il pourrait s'agir de l'abbé Pierre qui, dès l'annonce de la décision gouvernementale, a appelé les grévistes à cesser leurs «privations périlleuses» et à «reprendre leurs forces pour continuer à servir les souffrants».

PHILIPPE BERNARD

PARIS

Espaces piétonniers, nouveau mobilier urbain

Deux ans pour réaménager les Champs-Élysées

La rénovation des Champs-Élysées sera à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris, lundi 27 mai. Après plus d'une année d'études et de consultations, la mairie de Paris a retenu le projet de l'architecte Bernard Huet pour donner une seconde jeunesse à la plus belle avenue de la capitale. La suppression du stationnement sur les trottoirs libérera plus de 4 hectares pour les promeneurs et accueillera une seconde rangée d'arbres (le Monde du 12 janvier 1990).

Pour compenser la disparition des 390 places de stationnement des Champs-Élysées entre le rond-point et la place Charles-de-Gaulle, un parc souterrain de 860 places sera construit entre les rues de Washington et La Boétie. La restauration des trottoirs par la pose d'un revêtement de granit et l'installation d'un nouveau mobilier urbain - kiosques à journaux, bancs et cabines téléphoniques - sera étudiée. Enfin, il a été décidé de remettre de l'ordre dans l'installation anarchique des terrasses de café et des enseignes publicitaires, dont la profusion a contribué à la dégradation des Champs-Élysées.

Selon M. Chirac, la sauvegarde des façades de la célèbre avenue pourrait être mieux assurée par la création d'une «zone de protection du patrimoine architectural et urbain». Les travaux commencent au cours du premier trimestre 1992 pour s'achever en 1994. Leur coût est estimé à environ 200 millions de francs.

Trois nouvelles opérations d'urbanisme seront également présentées, lundi 27 mai, aux élus de la capitale: création de la place Chalon (12^e) au débouché de la gare de Lyon et des lignes du TGV; restauration de la place des Fêtes (19^e) et reconquête, pour les flâneurs, des boulevards Richard Lenoir et Jules-Ferry (11^e), qui recouvrent le canal Saint-Martin et où la priorité sera donnée aux espaces verts.

La place des Fêtes restaurée

Principal pôle d'attraction d'un quartier de 15 000 habitants, la place des Fêtes, symbole de l'urbanisme des années 60, n'est plus aujourd'hui qu'une dalle stérile, balayée par les courants d'air qui surgissent entre les tours disposées à la va-vite. Pour humaniser cette vaste place et lui donner enfin un rôle de liaison entre les différents secteurs du quartier, les services de la Ville ont décidé de valoriser les cheminements piétonniers, de créer une terrasse plantée à laquelle les riverains accéderont par des gradins, de restaurer les façades des boutiques et de tracer une allée verte qui conduira aux équipements publics. Près de 300 arbres seront mis en terre dans cette partie du 19^e arrondissement. Le coût de cet aménagement est estimé à cinquante millions de francs.

JEAN PERRIN

JUSTICE

Des élus ayant été cités dans le dossier du Mans

L'affaire Urba pourrait être confiée à un nouveau juge d'instruction

Après le dessaisissement du juge Jean-Pierre, le 7 avril dernier, le dossier Urba avait été confié au premier juge d'instruction du tribunal du Mans, M. Jacques Liberge. Ce dernier pourrait être à son tour dessaisi, car le nom de deux anciens élus du Mans, MM. Pierre Vila et Jean-Claude Boulard sont apparus dans la procédure. Le dossier, conformément aux règles du code de procédure pénale, a été transmis au procureur du Mans. Une requête est en cours de transmission à la chambre criminelle de la Cour de cassation, maintenant chargée de désigner la chambre d'accusation chargée de l'instruction.

Il y aura sans doute un second dessaisissement dans le dossier Urba. Celui du juge Jean-Pierre avait eu lieu dans l'après-midi et la précipitation, mais le dessaisissement de son successeur, M. Jacques Liberge, sera le fruit normal de l'évolution du dossier. Ce nouvel épisode était attendu: dès qu'un élu est «susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit», le code de procédure pénale impose au procureur de la République de saisir «sans délai» la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui oriente alors le dossier vers la chambre d'accusation de son choix. Personne n'ignorait que le juge Liberge serait dessaisi par la Cour de cassation le jour où sa procédure buterait sur le nom d'un élu de la Sarthe.

Une procédure pour extorsion de fonds, faux et usage de faux, et corruption visant un bureau d'études du Parti socialiste pouvait difficilement éviter de s'intéresser aux hommes politiques locaux. M. Liberge était donc dans une position délicate: s'il voulait conserver le dossier, il était contraint de poursuivre l'instruction en évitant les noms d'élus sarthois. Une véritable gageure. Embarrassé, le juge mancois avait choisi la prudence. Il avait renoncé à ouvrir les cinq caisses de scellés saisies par le juge Jean-Pierre lors de sa perquisition dans les locaux d'Urba, à Paris. Inventoriés par la police judiciaire à la demande de M. Liberge, ces caisses avaient été transférées au palais de justice du Mans le mardi 9 avril, soit deux jours après la perquisition.

Pour les ouvrir, il suffisait au juge de convoquer le seul inculpé de l'affaire, M. Christian Girau-

don, son conseil, M. Baudelot, et «le tiers chargé de la saisie a été faite», le liquidateur d'Urba. Aucune démarche n'a jamais été faite en ce sens. Le juge d'instruction savait sans doute qu'il trouverait des noms d'élus dans les milliers de feuillets saisis ce jour-là dans les locaux d'Urba.

Le feuillet manquant des cahiers Delcroix

Mais la prudence du juge Liberge n'a pas suffi. Le dossier instruit par le successeur du juge Jean-Pierre s'est enrichi ces derniers semaines de deux pièces portant des noms d'élus sarthois. La première est une audition de l'ancien délégué régional d'Urba pour les pays de Loire, M. Christian Giraudon, inculpé d'extorsion de fonds, de faux et usage de faux, et de corruption par le juge Jean-Pierre le 6 avril, à la veille de sa perquisition parisienne. M. Giraudon a été entendu par le juge

Liberge le 15 mai. Dans sa déposition, l'ancien délégué d'Urba cite le nom de M. Pierre Vila, un ancien maire-adjoint socialiste de la ville du Mans. Cette seule indication suffisait à fonder la transmission du dossier au parquet pour une saisine de la Cour de cassation.

Une seconde pièce portant le nom d'un autre élu est venue s'ajouter à cette déposition. Transmise au juge Liberge par l'avocat d'Urba, M. Yves Baudelot, elle est au centre d'une histoire controversée. Le 23 mars dernier, M. Thierry Jean-Pierre, qui était encore en charge du dossier, avait entendu, dans son cabinet du Mans, Jean Montaldo, journaliste et directeur de collection chez Albin Michel, l'éditeur d'Antoine Gaudin pour l'Enquête impossible. Ce dernier lui avait alors remis une copie des fameux cahiers Delcroix retraçant les mécanismes de financement du PS: 626 pages authentifiées cinq

jours plus tard par l'ex-inspecteur Gaudin.

En consultant le dossier, M. Yves Baudelot, également défenseur du PDG d'Urba, M. Gérard Monast, dans le dossier des fausses factures du Sud-Est, qui notait l'original des cahiers Delcroix, tentait toutefois une disparition: celle de la page citant le nom de M. Jean-Claude Boulard, le président socialiste de la communauté urbaine du Mans. Constatant cette omission, M. Baudelot a transmis au juge d'instruction une photocopie du feuillet manquant. Le dossier s'est alors enrichi d'une seconde mention d'élus sarthois. Et donc d'une seconde occasion de saisine de la Cour de cassation.

Le juge Liberge n'avait alors plus le choix: le dossier a été transmis au procureur de la République du Mans, M. Henri Berrou. La requête du procureur, qui a été adressée à la Cour de cassation vendredi, est fondée sur le feuillet manquant des cahiers Delcroix et sur le procès-verbal d'interrogatoire de M. Giraudon mentionnant le nom de M. Vila, qui était à l'époque des faits adjoint au maire du Mans.

Une instruction laborieuse

Le juge Liberge se voit ainsi déposséder d'un dossier dont il était chargé depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre, le 7 avril dernier. Mais depuis lors, l'instruction n'avait guère progressé. Les commissions rogatoires délivrées par le juge Liberge n'étaient pas encore «rentrées». Il n'y a donc aucune trace, dans cette affaire, du travail de la police judiciaire. Les scellés n'ayant pas été ouverts, les seules pièces apportées au dossier depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre sont au nombre de deux: le feuillet manquant des cahiers Delcroix déposé par M. Baudelot et l'interrogatoire de M. Giraudon. Autant dire que depuis le 7 avril dernier, l'instruction n'a quasiment pas avancé.

Aujourd'hui, le dossier est aux mains de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui désignera dans les semaines à venir la chambre d'accusation chargée de l'instruction. Rien n'empêche la Cour de cassation de renvoyer le dossier Urba à ses terres d'origine: la chambre d'accusation d'Angers. Mais elle peut choisir, comme le veut l'usage, de «dépayer» l'affaire en la confiant à une nouvelle chambre d'accusation.

ANNE CHEMIN

Article 681

L'enfer est pavé de bonnes intentions. En créant l'article 681 du code de procédure pénale, le législateur voulait préserver l'impartialité de la justice lorsqu'elle aurait à se prononcer dans une procédure menée contre des personnes dont la qualité ou la profession pouvaient influencer le comportement des juges. Les préfets, les magistrats, les maires ou leurs adjoints disposent d'une «dérégation» aux règles habituelles de poursuites judiciaires qui peut entraîner, comme au Mans, le dessaisissement du juge du lieu de l'infraction.

Dès que ces personnes sont «susceptibles d'être inculpées», le procureur de la République présente «sans délai» une requête à la chambre criminelle de la Cour de cassation afin qu'elle désigne une juridiction. Si les faits reprochés ont été commis sans qu'il y ait un lien direct avec la fonction de la personne mise en cause, la dérogation pourra être seulement «territoriale» et les juges suprêmes désigneront une juridiction différente de celle où exerce cette personne. Si les faits ont été commis dans

l'exercice de ces fonctions, la dérogation porte aussi sur la compétence puisque c'est une chambre d'accusation qui tiendra le rôle du juge d'instruction.

Ce que les juristes appellent «le privilège de juridiction des personnes protégées» s'appuie sur un mécanisme procédural extrêmement rigoureux qui impose une vigilance particulière. Tout retard dans la requête adressée à la Cour de cassation est sévèrement sanctionné puisque tous les actes d'instruction réalisés pendant la période litigieuse peuvent être annulés. A plusieurs reprises, des oublis fâcheux ont permis à des «personnes protégées» de bénéficier de l'impunité. Inversement, l'obligation de saisir la Cour de cassation aussitôt que le nom d'un élu apparaît dans la procédure peut placer celui-ci dans une position délicate s'il n'a rien à se reprocher et ce «privilège» devient alors bien encombrant.

La chancellerie envisage de modifier le texte. Mais beaucoup de magistrats sont favorables à la suppression des «personnes protégées».

M. P.

SPORTS

FOOTBALL: la fin du championnat de France

Cannes européen et Toulouse-Lens en barrages

Pour la première fois de son histoire, l'AS Cannes disputera la saison prochaine la Coupe de l'UEFA. Loin derrière l'Olympique de Marseille, champion pour la troisième année consécutive, Cannes s'est assuré, vendredi 24 mai lors de la dernière journée, la quatrième place du championnat.

L'équipe de la Côte d'Azur devra disputer la Coupe de l'UEFA en compagnie d'Auxerre (troisième) et peut-être de Monaco (deuxième). Si les Montégasques se qualifient avec Marseille pour la finale de la Coupe de France, ils participeront à la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe et laisseront leur place en coupe de l'UEFA à Lyon (cinquième).

Dans le bas du classement, Rennes (dernier) était déjà condamné à la relégation en deuxième division avec Bordeaux, placé en redressement judiciaire. Ces deux équipes seront remplacées la saison prochaine par Le Havre et Nîmes. C'est Toulouse (dix-neuvième) qui disputera, les

28 et 31 mai, les barrages pour son maintien en première division contre Lens qui, vendredi 24, a battu Strasbourg (3-1) en préparations de deuxième division.

Résultats de la trentième journée

Marseille b. Nice 1-0
Brest et Sochaux 0-0
Paris SG b. Nancy 2-0
Saint-Etienne b. Rennes 2-0
Toulon et Monaco 1-1
Montpellier et Cannes 0-0
Auxerre b. Toulouse 2-1
Lyon b. Bordeaux 1-0
Caen b. Nantes 1-0
Lille b. Metz 4-1

Classement final: 1. Marseille, 55 points; 2. Monaco, 51; 3. Auxerre, 48; 4. Cannes, 41; 5. Lyon, 41; 6. Lille, 39; 7. Montpellier, 38; 8. Caen, 38; 9. Paris SG, 38; 10. Bordeaux, 37; 11. Brest, 37; 12. Metz, 36; 13. Saint-Etienne, 35; 14. Nice, 34; 15. Evian, 33; 16. Nîmes, 34; 17. Nantes, 34; 18. Sochaux, 32; 19. Toulouse, 31; 20. Rennes, 28.

TENNIS

Les duels du premier tour à Roland-Garros

Le tirage au sort des Internationaux de France de tennis, qui débuteront lundi 27 mai à Roland-Garros, opposera les favoris, dès le premier tour, à de redoutables spécialistes de la terre battue. Ainsi l'Allemand Boris Becker, le Tchèque Ivan Lendl, les Américains André Agassi, Pete Sampras et John McEnroe rencontreront respectivement l'Espagnol Jordi Arrese, l'Argentin Martín Jaite, le Suisse Marc Rosset, l'Autrichien Thomas Muster et le Soviétique Andreï Cherkasov.

A l'exception de leurs chefs de file Guy Forget et Fabrice Santoro,

qui joueront respectivement contre l'Américain Maliwa Washington et l'Allemand Alexander Mronz, les joueurs français se livreront à quelques duels fratricides: Rodolphe Gilbert contre Henri Leconte, Catherine Suire opposée à Pascale Paradis, Sylvie Niox-Chateau à Isabelle Demongeot et Nathalie Tauziat à Pascale Echmoudy. Les moins favoris sont toutefois Frédéric Fontang et Cédric Pioline, opposés à deux têtes de série, le Yonagolave Goran Ivanisevic et l'Américain Brad Gilbert.

Le Monde
L'ÉDUCATION

MAI 1991

BAC

CONSEILS
POUR L'HISTOIRE-GÉO
ET LES LANGUES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الامم

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Jugé trop optimiste

Le rapport de l'Agence de Vienne sur Tchernobyl est contesté par l'Ukraine et la Biélorussie

A la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui s'est achevée à Vienne vendredi 24 mai, des représentants de l'Ukraine et de la Biélorussie ont contesté le rapport officiel de l'Agence sur les conséquences radiologiques de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (le Monde du 24 mai).

VIENNE

de notre envoyée spéciale

« Trop optimistes » : confortant les sceptiques, fournissant leurs propres preuves, des délégués d'Ukraine et de Biélorussie à la conférence de l'AIEA de Vienne sur les conséquences radiologiques de l'accident de Tchernobyl, ont contesté les conclusions de l'étude commandée à l'Agence par les autorités soviétiques.

Les éléments présentés par M. Bar Yakhtar, vice-président de l'Académie des sciences d'Ukraine à Kiev, donnent une image de la situation sanitaire de pays plus inquiétante que celle du rapport. Ainsi, sur les 500 « liquidateurs » (1) de vingt-cinq à quarante ans, choisis parmi les 120 000 qui habitent actuellement en Ukraine, 80 % présenteraient une baisse des défenses du système immunitaire. 30 % auraient des problèmes sexuels et 40 % des troubles de l'ouïe et de l'équilibre.

Une autre étude effectuée dans les régions les plus contaminées

d'Ukraine, à Peleskoe et Naroditchi, va dans le même sens. Mais la « dépression » du système immunitaire observée chez les enfants (8 000 ont reçu des doses élevées en Ukraine) s'améliorerait. En revanche, depuis 1989, les cas d'anémie se seraient multipliés par trois chez les enfants et les femmes enceintes et les naissances prématurées par un et demi à trois.

Des groupes à hauts risques

Si les experts du groupe de l'AIEA se montrent extrêmement réservés en ce qui concerne les troubles thyroïdiens, M. Bar Yakhtar a affirmé que la clinique spécialisée de l'Institut de Kiev avait opéré vingt cancers de la thyroïde sur des enfants (contre un ou deux en 1988). Pour M. Bar Yakhtar, il existe des « preuves » que certains de ces problèmes sont en relation directe avec l'exposition aux radiations et qu'il est absolument nécessaire de concentrer les études futures sur les groupes à hauts risques : les liquidateurs, « ces cinq mille travailleurs qui se trouvent depuis 1986 dans la zone interdite », et les enfants qui ont reçu des doses élevées et les personnes évacuées.

Les conclusions du rapport de l'AIEA « ne nous permettent pas de balayer la garde », estime le scientifique ukrainien. Constat similaire du côté de la délégation de Biélorussie, dont le vice-premier minis-

tre a affirmé que « les chiffres du rapport ne coïncident pas avec ceux qui ont été relevés dans sa République ». Ainsi, en 1990, auraient été enregistrés dans la région de Gomel quatorze cas de cancer de la thyroïde (contre un seul en 1985), chiffres vérifiés par les autorités de Minsk et de Moscou. A propos de ces informations, le vice-président de la conférence de Vienne, M. Morris Rosen, n'a pas hésité à parler de « ouï-dire ».

FRANÇOISE NIÉTO

(1) Encore faudrait-il savoir exactement ce que recouvre ce terme. Car les définitions varient des personnes ayant participé directement aux travaux d'assainissement du bloc 4 en 1986 et 1987 à toutes celles qui, depuis l'accident, ont séjourné plus ou moins longtemps dans la zone interdite de trente kilomètres autour de la centrale.

Le prochain vol d'Ariane repoussé à juillet. — Le 44^e vol de la fusée européenne Ariane, qui, initialement, devait avoir lieu dans la nuit du 3 au 4 mai, a été finalement repoussé au mois de juillet. La raison de ce choix tient à la découverte, lors de précédents lancements, de « coups de bélier » dans une canalisation d'alimentation en hydrogène du moteur du troisième étage. Des modifications sont en cours. Elles devraient notamment donner lieu à l'installation d'une vanne destinée à écarter ces pics de pression de l'hydrogène.

RELIGIONS

Dans un entretien à « l'Expansion »

« Le prolétariat de 1848 est à nos portes » affirme le cardinal Lustiger

Dans un entretien publié dans le dernier numéro de l'Expansion (23 mai-3 juin), le cardinal Lustiger commente l'encyclique sociale de Jean-Paul II *Centesimus Annus* du 2 mai. Après le pape, l'archevêque de Paris critique « le pur libéralisme, le capitalisme sauvage et le matérialisme économique dont était né le totalitarisme », qui sont « aujourd'hui refaits par un siècle de lutte des classes et de guerres mondiales ».

« Le capitalisme sauvage ne se soucie pas plus de l'homme que les régimes totalitaires », affirme le cardinal Lustiger, ajoutant : « Le prolétariat de 1848 est de nouveau à nos portes, sous une forme historiquement nouvelle. Communisme ou pas, les masses affamées et ignorantes du tiers-monde nous entourent (...). Il y a péril pour les nations nanties à juger cette situation normale, à s'y accoutumer, à l'oublier. Périlleux sommeil ! Fausse tranquillité ! Le pape joue au respect de l'homme que toute vie sociale doit donner l'absolue priorité », conclut l'archevêque de Paris.

CORRESPONDANCE

Les finances du Vatican

Nous avons reçu de M. Joaquin Navarro-Valls, directeur de la salle de presse du Saint-Siège, la réaction suivante après un article consacré aux finances du Vatican (le Monde du 11 avril) :

Le journaliste estime que les appels à l'application du canon de l'Eglise, qui prescrit aux diocèses de prêter au Saint-Siège les moyens matériels nécessaires, a été « jusqu'ici sans succès ». Je puis confirmer que, selon les chiffres publiés ces dernières années, le denier de Saint-Pierre a représenté des contributions de l'ordre de 48 à 50 millions de dollars de la part des Eglises locales, ce qui est déjà important, même si cela ne suffit pas à compléter les revenus propres du Saint-Siège. Il est fait état de « quatre-vingt-dix » organismes du Saint-Siège. Ce chiffre est largement exagéré. La Curie com-

porte, outre la secrétairerie d'Etat, neuf congrégations, trois tribunaux, et douze conseils pontificaux, auxquels il faut ajouter divers organismes techniques au nombre d'une quinzaine. Les effectifs sont, pour la plupart, très modestes.

Depuis le Concile, le nombre d'organismes et l'effectif du personnel a augmenté sensiblement, mais la progression du nombre des « salariés » qui serait passé de 1 400 il y a dix ans à « 3 200 (dont 900 retraités) » ne correspond pas à l'évolution réelle. Le dernier chiffre (3 200 actifs et retraités) comprend, en plus des laïcs, les prêtres et religieux, de même que le personnel des organismes de communication comme l'Observatoire Romano et Radio-Vaticano. Cet effectif est pratiquement stable depuis 1985.

son efficacité (le Monde daté 16-17 septembre 1990). — (UPI)

Reconduction de la grève des infirmières anesthésistes. — La coordination nationale des infirmières et infirmiers spécialisés en anesthésie et réanimation a décidé, vendredi 24 mai, de reconduire pour huit jours la grève observée depuis le 21 mai pour réclamer la mise en place d'une grille indiciaire spécifique. Les médecins anesthésistes-réanimateurs poursuivent également leur grève des gardes et des astreintes commencée le même jour.

CARNET DU Monde

Naissances

— Dominique et Bruno ASENJO-ROUALDÉS

seront heureux de vous présenter

Lucas,

né le 6 mars 1991, à Paris.

16, rue du Dragon, 75006 Paris.

— William, Flora, Séphane,

ont la joie de faire part de la naissance de

Maxime,

le 27 février 1991.

Dumarthey/Van Millingen,

20, rue du Dragon, 75006 Paris.

Mariages

— Véronique TRILLET et Gilbert LENOIR

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité, le samedi 25 mai 1991, à Grimaud (Var).

5, rue Gentil, 69002 Lyon.

Décès

— M^{me} Francis Cornet, M^{me} et M^{me} Denis Cornet, Benoît Jérôme et Xavier Cornet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Francis CORNET,

survenu le 1^{er} mai 1991.

Le service religieux a été célébré le 7 mai, en l'église Saint-Clement d'Arpejon.

5, route d'Egry, 91290 Arpejon.

— M^{me} Emilie Gruwez, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

maître Emilie GRUWEZ,

docteur en droit, avocat honoraire,

survenu le 16 mai 1991, en sa quatre-vingt-cinquième année.

109, rue de Dunkerque, 62500 Saint-Omer.

39, rue Saint-Bertin, 62504 Saint-Omer.

— Croix, Lyon, Grenoble, Bar-le-Duc.

M. et M^{me} François Isaac et leurs enfants,

M. et M^{me} Gérard Isaac et leurs enfants,

M. et M^{me} Teddy Isaac et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Marie Isaac et leurs enfants,

Les familles Isaac-Tresca et Thibaut-Motte,

font part du décès de

M^{me} Henri ISAAC,

né Francisque Thibaut,

le 22 mai 1991, dans sa quatre-vingt-tième année.

Ils rappellent à votre souvenir

M. Henri Isaac, son époux.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le lundi 27 mai, à Eclay (Rhône), à 14 h 15, en l'église du Pénitencier.

— Le

Frère Jean (Louis) ISAAC, o.p.,

est entré dans la paix du Seigneur, le 22 mai 1991, dans sa quatre-vingt-unième année, la soixantième de sa profession dominicaine et la cinquante-cinquième année de son ordination presbytérale.

Les obsèques seront célébrées le lundi 27 mai, à 14 h 15 en l'église du Pénitencier, à Eclay (Rhône).

Une eucharistie sera célébrée en mémoire de lui, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13^e, le lundi 3 juin, à 19 heures.

De la part du Frère Francis Marneffe-Lebréquier, provincial, et des Frères du couvent Saint-Jacques.

— Bruxelles, Monastir, Gafsa, Istres, Fathil B'Chir,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Abdel Krim B'CHIR,

survenu le 24 mai, à Monastir (Tunisie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

R. 4, n° 142, Monastir (Tunisie).

— M. R. Thuillier,

M^{me} Coligny,

M^{me} Colin,

et leurs enfants,

M^{me} Charial-Thuillier

et ses enfants,

Le personnel de l'Oustau de Baume-

noire,

Le personnel de la Cabro d'Or,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne MOSCOLONI,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 24 mai 1991.

Les obsèques auront lieu en l'église de Mousmeuse, lundi 27 mai, à 10 h 30, dans la plus stricte intimité.

La famille ne reçoit pas.

— M. Michel Mouchino,

son épouse,

Myriam Coulon et Agnès Flavien,

ses filles,

Sarah et Fanny,

ses petites-filles,

Annette Schoppa,

sa sœur,

Pierre Veil,

son frère,

Robert et Ruth Job,

son oncle et sa tante,

Et toute la famille,

font part du décès de

M^{me} Lise MOUCHINO,

née Veil,

survenu le 23 mai 1991.

L'inhumation aura lieu au cimetière israélite de Sarrebourg (Moselle), le lundi 27 mai, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

— Paris, Locquénol.

M^{me} Jeanne Vaudran-Cosquer,

a la douleur de faire part du décès de son fils

Alain VAUDRAN,

dans sa quarante et unième année, le 12 mai 1991.

De la part de

Sa famille

Et de ses amis.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

15, rue Rousselet,

75007 Paris.

14, rue du Marchal-Leclerc,

29670 Locquénol.

— Jean Kohler et M^{me} le docteur, née Armgard von Biel, et ses neuf nièces et neveux utérins. Avec les familles Alphonse, Bonnet, Brandy, Gauducheau, Kohler, Page, Serra, Valabréque, ont la tristesse d'annoncer la mort, le 16 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

André VALABRÈQUE, ancien sénateur de la Communauté, puis ancien député, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, président d'honneur de l'ORSTOM et des Terres australes et antarctiques, croix de guerre 1939-1945, vice-président de l'Ordre des médaillés de la Résistance, commandeur de la Légion d'honneur.

Après les obsèques en l'église du Mémil, ses cendres seront inhumées dans le caveau de famille de Flavyl-Martel (Ain).

La Corbière,

88160 Le Mémil.

(Né le 8 janvier 1903, à Paris, André Valabréque avait été conseiller technique au ministère des Travaux publics, du logement et de la reconstruction, de 1933 à 1935. Candidat du RPF aux élections législatives de 1958, député (UDR) de la quatrième circonscription de l'Hérault de 1958 à 1962, il avait été nommé sénateur de la Communauté en 1961.)

Anniversaires

— Le 26 mai 1982.

Charles PAPIERNIK

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Avis de messe

— Les amis et collègues de

Paul-Albert FEVRIER

se rassembleront pour une messe à sa mémoire, le samedi 8 juin 1991, à 11 h 45, à l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, rue Saint-Jacques (métro Luxembourg).

Communications diverses

— Le comité de Paris de la Ligue contre le cancer informe ses adhérents qu'ils se réuniront en assemblée générale ordinaire, le jeudi 6 juin, à 16 heures, au siège de la Ligue, 1, avenue Stephen-Pichon, Paris-13^e.

— L'Institut Magreb-Europe organise le samedi 1^{er} juin 1991 de 10 heures à 13 heures une conférence-débat : « Réflexions sur la guerre d'Algérie », avec M. Harbi, B. Stora et R. Gallissot. A l'université Paris-III (Saint-Denis), 2, rue de la Liberté.

— Mouvement français pour le planning familial. — L'assemblée générale de l'Association départementale de Paris se tiendra le mardi 4 juin 1991, 10, rue Vivienne, 75002 Paris.

Soutenances de thèses

— Sorbonne-Paris-IV, 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre Le Verrier, le 28 mai 1991, à 9 heures. M^{me} Karine Djiriguan soutiendra la thèse : « La souffrance dans le mythe des Labdacides : comparaison entre les tragédies de Sophocle *Antigone* et *Edipe roi* et les drames d'Anouilh *Antigone* et *Edipe ou le Roi boit* ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : à la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communicat. diverses 95 F

Thèses étudiants 50 F

RTL

VOUS OFFRE POUR

1000 PLACES

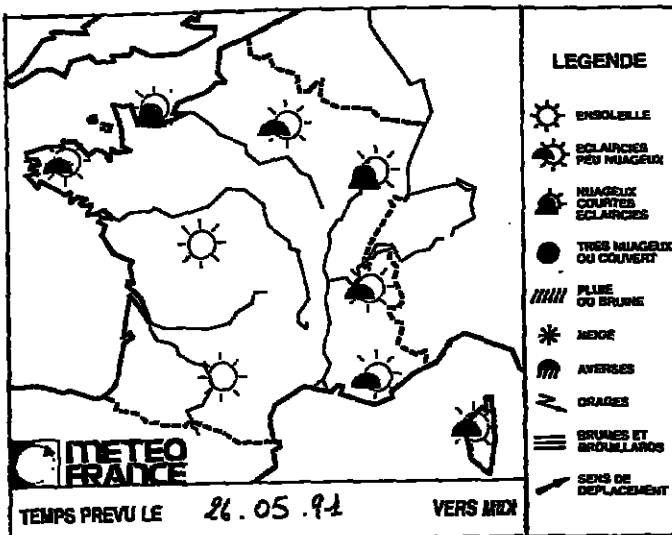
LA FLÛTE ENCHANTEE DE MOZART

OPERA DE PARIS BASTILLE

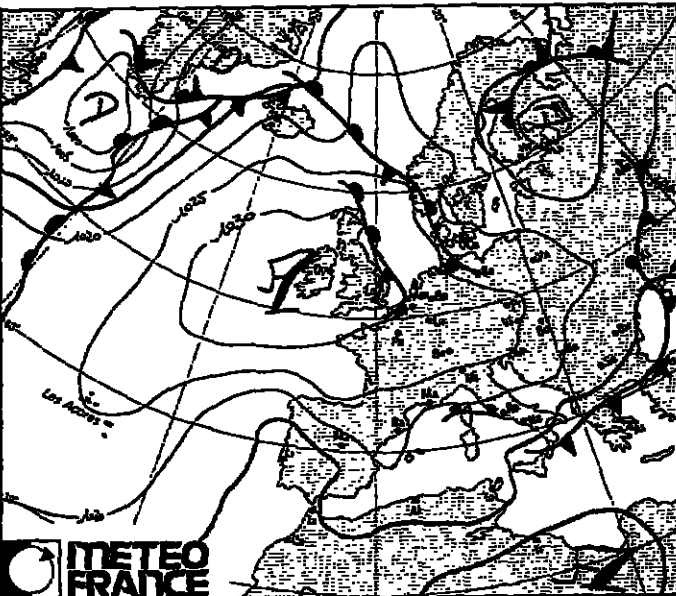
DU 27 JUN AU 19 JUILLET 1991

ÉCOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE DU 27 AU 31 MAI

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 26 mai 1991
Doux et ensoleillé

SITUATION LE 25 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Lundi 27 mai : nuageux dans l'Est. Sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et la Massif Central, des passages nuageux le matin se dissiperont peu à peu, et les éclaircies seront belles l'après-midi.

Sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et Rhône-Alpes, le ciel sera également nuageux le matin, puis très variable. On peut craindre des averses l'après-midi sur le Jura et les Alpes du nord.

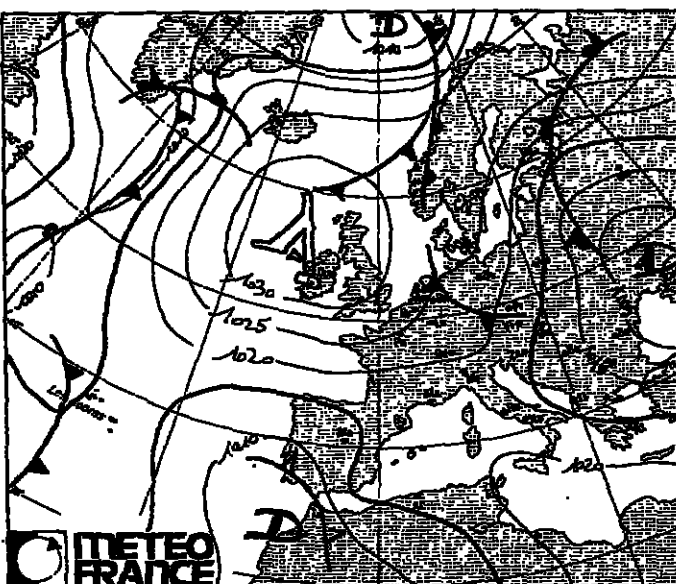
Les autres régions bénéficieront d'un beau temps généralement peu nuageux

toute la journée. Vent de nord-est modéré sur la moitié nord.

Les températures maximales s'échelonneront entre 4 degrés dans le Nord-Est, 8 degrés dans le Nord-Ouest et sur les régions méridionales. Elles dépasseront cependant 10 degrés dans la basse vallée du Rhône et autour de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures atteindront des valeurs comprises entre 16 degrés dans le Nord-Est et de 22 degrés à 23 degrés sur les régions méridionales.

PRÉVISIONS POUR LE 27 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé										
Valeurs cotées relatives entre le 24-5-1991 à 18 heures TU et le 25-5-1991 à 6 heures TU						le 25-5-91				
FRANCE										
AJACCIO	20	12	C	24	15	6	D	15	6	D
BIARRITZ	19	10	D	18	8	D	18	8	D	D
BORDAUX	19	10	D	18	8	D	18	8	D	D
BREZIL	16	7	D	15	6	D	15	6	D	D
CLERMONT	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-F	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-M	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-P	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-S	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-T	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-U	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-V	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-W	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-X	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-Y	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-Z	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AA	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AB	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AC	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AD	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AE	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AF	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AG	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AH	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AI	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AJ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AM	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AN	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AO	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AP	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AQ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AR	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AS	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AT	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AU	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AV	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AW	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AX	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AY	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-AZ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BA	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BB	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BC	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BD	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BE	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BF	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BG	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BH	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BI	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BJ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BK	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BM	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BN	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BO	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BP	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BQ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BR	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BS	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BT	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BU	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BV	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BW	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BX	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BY	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-BZ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CA	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CB	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CC	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CD	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CE	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CF	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CG	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CH	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CI	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CJ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CK	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CM	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CN	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DO	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CP	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CQ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CR	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CS	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CT	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CU	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CV	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CW	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CX	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CY	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-CZ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DA	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DB	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DC	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DD	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DE	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DF	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DG	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DH	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DI	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DJ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-DK	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EM	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EN	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EO	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EP	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EQ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-ER	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-ES	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-ET	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EU	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EV	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EW	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EX	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EY	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-EZ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FA	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FB	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FC	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FD	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FE	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FG	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FH	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FI	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FJ	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FK	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7	C	17	8	C	17	8	C	C
CLERMONT-FL	18	7								

صكرا من الاعمال

Le Monde

Le Monde • Dimanche 26 - Lundi 27 mai 1991 11

HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

Médiaville, le rendez-vous annuel des opérateurs et des élus, se tiendra à Rennes du 28 au 30 mai
L'occasion de constater une nette augmentation du nombre des abonnés en France

En passant le cap du demi-million d'abonnés, le câble devient un média de masse. S'étant partagé le territoire, les grands opérateurs sont maintenant plus disposés à la coopération qu'à la confrontation, comme en témoigne leur regroupement pour proposer des chaînes thématiques.

De nouveaux opérateurs offrent leurs services aux communes quelle que soit leur taille, et même aux départements. A cette palette de choix élargie pour les élus locaux correspond une diversité croissante de l'offre : l'avènement des décodeurs ouvre la voie aux options, à la télévision payante à la carte, et aux nouvelles normes de diffusion.

L'ambellie des chiffres règle-t-elle tous les problèmes ? La lourdeur des investissements consentis et la lenteur des retours continuent de donner le vertige aux financiers. Le consommateur renâcle devant des prix qui restent élevés. Et les comparaisons internationales, par exemple avec nos voisins allemands, ne sont pas flatteuses.

PLUS d'un demi-million d'abonnés, plus de 130 réseaux ouverts : la télévision par câble est donc devenue une réalité qui touche la totalité des métropoles françaises et s'étend de plus en plus dans les villes petites ou moyennes, voire en zone rurale.

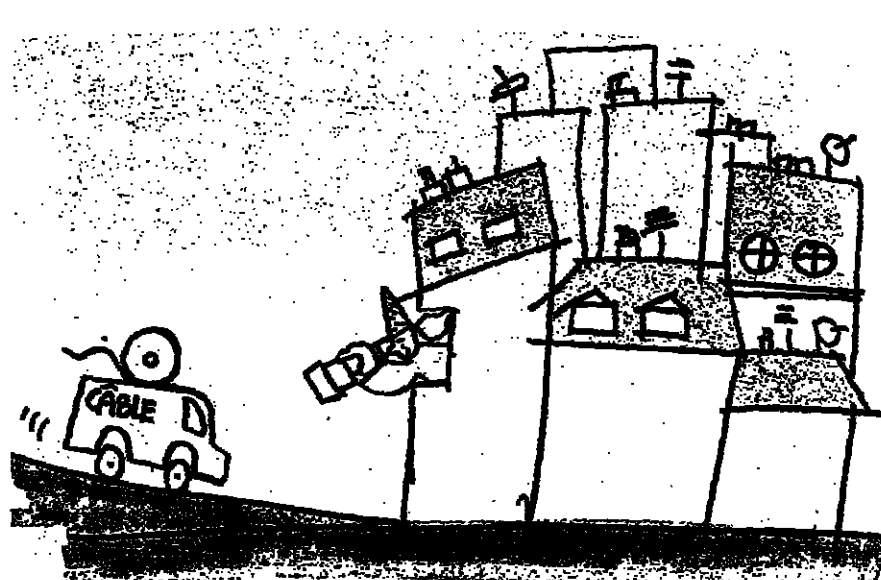
Pour être tardive (le plan câble date de 1982) et souffrir de la comparaison avec les exemples étrangers (plus de 8 millions d'abonnés en Allemagne), cette émergence n'en est pas moins significative. Après s'être battus pour conquérir toutes les villes importantes, les câblo-opérateurs doivent conduire une autre bataille, celle du recrutement et surtout de la fidélisation des abonnés. A son argument de base - des chaînes en grand nombre - le câble peut maintenant ajouter d'autres atouts : des programmes plus cohérents et enrichis, avec le regroupement des éditeurs autour des chaînes thématiques principales (jeunesse, documentaire, cinéma...), et une palette élargie de tarifs et de services grâce à l'installation progressive de systèmes de contrôle d'accès (décodeurs) comme le Visiopass.

Mais il reste au câble encore bien des obstacles à surmonter pour devenir aussi banal que le téléphone dans les foyers.

Séduire le client : Sorti d'un modèle administratif pour entrer dans l'ère de la concurrence commerciale, le câble doit encore faire la preuve qu'il est un service, vendu avec le dynamisme, la qualité d'accueil et d'adaptation que le client est en droit d'attendre. Les opérateurs ont amélioré leurs méthodes et forment leurs équipes, mais trop d'anecdotes témoignent d'une inadaptation au terrain d'autant plus mal ressentie par le public que chaque câblo-opérateur est en situation de monopole sur sa zone. Rendez-vous aléatoires ou limités aux heures ouvrables, attentes interminables au téléphone, « déficit » (voire faillite !) d'explication en cas d'incident, sont autant de contre-publicités.

La nouvelle politique tarifaire, et notamment les rabais consentis aux logements collectifs, commence à porter ses fruits. Mais la multiplication des options payantes ne doit pas se traduire par l'appauvrissement excessif du service de base, pour garder l'abonnement mensuel minimal au-dessous du cap psychologique des 100 francs. Car si le nouvel abonné ne trouve pas sur le câble la diversité qu'on lui vante, il sera vite déçu.

Enrichir l'offre de programmes et de services : Déjà, les élus locaux ont dû pour la plupart renoncer à leurs rêves de canaux locaux. La multiplication des chaînes thématiques, lancées dans le plus grand désordre par les différents opérateurs, n'a pas résisté



retirer RTL TV du câble, et à agiter « l'épouvantail » de RTL 2, une chaîne qui se plierait à la seule réglementation européenne, plus souple que la française. Une offensive qui agite évidemment les milieux du cinéma, et met en lumière les conséquences de l'intégration européenne sur l'audiovisuel hexagonal.

Pour clarifier les responsabilités entre éditeurs de programmes et réseaux de diffusion, des décrets sont en préparation. Au lieu de contrôler réseau par réseau la conformité des programmes diffusés, le CSA délivrera aux éditeurs un label national, assorti d'obligations conventionnelles, largement décalquées du régime en vigueur pour les chaînes hertziennes. En contrepartie, les changements de plan de service dans chaque réseau seraient simplifiés.

Ce schéma qui a les faveurs du CSA sera-t-il suffisant pour parer à tout contournement ? Et offrira-t-il la souplesse nécessaire pour que le câble apparaisse réellement comme une télévision « différente » ?

La vivacité des débats autour de ces questions, qui seront largement évoquées à Médiaville, ne devrait pas s'apaiser avec les décrets.

Atteindre la masse critique : Au-delà de ces péripéties, des motifs d'optimisme existent. L'Agence câble note ainsi une accélération des rythmes d'abonnement mensuels, de 20 000 par mois au premier semestre 1990 à 25 000 au second semestre, et à 30 000 cette année. Une fois mise en branle, la lourde machine du câblage progresse régulièrement. Et l'Agence câble peut ainsi prévoir 870 000 abonnés à la fin de 1991 (sur un total de 4,6 millions de prises installées) et 1,3 million d'abonnés fin 1992 (sur 5,9 millions de prises).

C'est une masse que ne peuvent plus ignorer toutes les entreprises de l'audiovisuel, car elle permet enfin de rentabiliser des chaînes thématiques, à défaut d'amortir la construction de tous les réseaux, notamment ceux du plan câble. Il n'y a donc nul hasard à l'intérêt croissant que portent au câble producteurs et diffuseurs, au premier rang desquels Canal Plus. Plutôt que d'ignorer cette concurrence, Canal Plus a préféré la canaliser, en s'associant aux principaux câblo-opérateurs.

En créant une sorte d'oligopole des programmes, cette alliance ne fait pas forcément le bonheur des indépendants. Mais elle montre aussi qu'avec la maturité le câble devient un support difficilement contournable, capable d'attirer à nouveau les investisseurs, y compris étrangers, que les débuts initiaux avaient rebutés.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

LIRE
NOTRE DOSSIER
Pages 14 à 16

Aix-les-Bains soigne ses thermes

La ville, le département et la région
se mobilisent pour sauver cet établissement national

LYON

de notre bureau régional

LES thermes nationaux d'Aix-les-Bains (Savoie) sont à l'image de ces paquebots d'autrefois, conçus pour des croisières de prestige, qui se retrouvent contraints de faire du cabotage. Avec ses falaises et ses parcs de mosaïque, le dernier vestige d'un passé glorieux, le vaisseau est resté ancré, dominant la ville de son architecture massive de verre et de béton, héritée des années 30, comme la plupart des installations. Il y a bien longtemps que son armateur, le ministre de la

santé, s'en est désintéressé, laissant s'écouler l'eau qui jaillit des sources pour le profit des quelque 45 000 curistes accueillis l'an dernier. L'eau bienfaitrice, qui soigne les rhumatismes d'une clientèle fidèle mais vieillissante, irrigue une bonne partie des activités de cette cité de 24 000 habitants, bien que, contrairement à d'autres stations, elle n'en constitue pas exclusivement l'économie.

Voilà un an, le navire a failli sombrer, menacé de fermeture. Sur la base d'une plainte déposée par des employés des thermes, M. Eric de Montgolfier, procureur de la République à Chambéry, a ouvert

une information contre X... « pour tromperie sur la qualité d'un produit contenant des matières dangereuses susceptibles de porter atteinte à la santé ». Différentes analyses des eaux avaient, il est vrai, révélé la présence de germes, mais surtout d'une bactérie, la légionnelle, susceptible de provoquer de graves lésions respiratoires chez les personnes âgées, la clientèle privilégiée de l'établissement.

M. Gratien Ferrari, maire (UDF-PR), n'avait pas eu de mots assez durs pour qualifier l'initiative du magistrat, accusé de mettre en péril l'économie du thermalisme qui génère, selon lui, un chiffre d'affaires de 500 à 600 millions de francs. Incontestablement, les rumeurs provoquées par cette affaire ont eu un effet négatif sur la fréquentation, en baisse d'environ 8 %, même si d'autres raisons (absence de rénovation, concurrence accrue entre stations...) expliquent la chute continue, enregistrée depuis l'année record de 1986, avec 52 000 curistes.

« En un sens, l'attitude du procureur a été positive », reconnaît-il aujourd'hui. « La procédure pénale est inhabituelle. Elle a constitué une sorte d'électrochoc qui nous a permis d'avancer plus rapidement », confirme M. Jean-François Bénévisse, directeur des thermes. Depuis son arrivée en 1986, ce jeune énarque de trente-quatre ans tente de transformer, pour la moderniser, cette institution, « anomalie » de l'histoire, seule en France à être dotée du statut totalement inadéquat d'établissement public à caractère administratif.

MICHEL DELBERGHE
Lire la suite page 13

« A l'écoute de ses jeunes,
Monsieur le Maire entendait déjà
le groupe de Jazz
dans la future salle de spectacle... »

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Sous le gazon, l'emploi

Le conseil général de la Loire aménage les friches industrielles
pour constituer des réserves foncières vertes

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

« **O** N est envahi de représentants ». M. Daniel Grataloup a fait le bon choix. Il cherchait une façade autoroutière, pas très éloignée de l'axe Paris-Lyon-Marseille, pour implanter sa nouvelle unité de production. Entre Andrézieux-Bouthéon, au nord de Saint-Etienne, et Lorette, dans la vallée du Gier, il n'a pas hésité longtemps. Il s'est installé sur une friche industrielle, à la place d'un vieux hôpital désaffecté, à côté d'un échangeur autoroutier. Une place idéale pour qui voulait être vu...

De nombreuses fées économiques se sont penchées sur la création de cette entreprise qui entend s'attaquer au marché des bétonnières portées, jusqu'à maintenant, dominées par les Allemands. Le site acquis par le département a été revendu à la ville de Lorette à un prix inférieur à celui du marché. Ce qui a facilité la prise en charge par la commune de l'enrochement de ce terrain de 2 500 mètres carrés, situé en bordure du Gier. La société d'équipement du département de la Loire a procédé au montage financier de l'opération en tant que maître d'ouvrage délégué et a facilité l'obtention des aides à l'immobilier d'entreprise, autre volet de la politique économique du conseil général de la Loire. Une conjonction de facteurs favorables pour cette nouvelle entreprise qui devrait créer, dans l'année vingt-cinq emplois en plus des six actuels, dès que l'atelier de fabrication sera construit.

La société Bétonnière portée française (BPF) est l'une des premières à bénéficier des retombées de la politique de raménagement

des sites industriels définie en 1987 par le conseil général de la Loire. Jusqu'à présent, cette ligne budgétaire, approuvée par le conseil général et le conseil régional, a permis d'acquiescer des terrains, de raser les bâtiments industriels qui s'y trouvaient et d'engazonner les surfaces libérées, si la commune concernée n'avait point de projet immédiat. 55 hectares ont été ainsi rachetés, principalement dans les vallées du Gier et l'Ondaine et dans le Roannais.

Avec ces nouveaux espaces verts, le département de la Loire cherche à modifier son image de marque, à effacer les verrues d'une

crise sans concessions pour l'un des premiers bassins industriels français. Cette politique permet aussi aux communes de constituer des réserves foncières sans avoir à immobiliser des sommes importantes. En ne revendant pas ces terrains à leur prix d'acquisition, le conseil général subventionne indirectement les projets qui lui sont présentés par les collectivités locales. Des opérations pas forcément industrielles, comme à Saint-Chamond, où la ville va profiter de l'ouverture d'un contournement autoroutier à la fin de l'année pour engager la rénovation du centre-ville.

VINCENT CHARBONNIER

...Tout naturellement,
il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

HEURES LOCALES

BLOC-NOTES

AGENDA

Forum des entreprises à Evry. — Les acteurs du développement économique d'Ile-de-France sont invités à participer au premier Forum des entreprises, qui se tiendra à Evry (Seine-et-Marne) le mardi 28 mai. Sept ateliers feront le point sur des sujets tels que l'emploi et le recrutement, la technologie et l'innovation, la formation et la qualification ainsi que sur le financement.

Renseignements et inscriptions : Agence pour la valorisation économique de la région d'Evry, Immeuble Agora, 110, place de l'Agora, 91034 Evry Cedex.

Le local dans les sciences sociales. — Le groupe « local et politique » de l'Association française de science politique organise les 30 et 31 mai à Paris un colloque sur « Le local dans les sciences sociales ».

Renseignements et inscriptions : Association française de science politique, 224, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (01) 45-49-92-21.

Premières rencontres économiques de Dinan. — Depuis longtemps, la Bretagne entretient des liens avec son voisin d'outre-Manche : les voyages des producteurs d'oignons d'Yffiniac sont demeurés dans la légende. L'ouverture du grand marché européen oblige les responsables économiques bretons à préparer leurs démarches vers le marché britannique. Les premières rencontres économiques de Dinan, organisées le samedi 1^{er} juin par le groupe de développement économique du pays de Dinan, devraient être l'occasion de faire le point sur ces questions.

Renseignements et inscriptions : District de Dinan. Tél. : (01) 96-85-33-04.

Premières rencontres de la démocratie locale. — L'Association pour la démocratie et l'éducation locales et sociales (ADELS), l'Initiative locale et l'Observatoire de la décision

publique (ODP) organisent, jeudi 13 juin à Paris, les premières rencontres de la démocratie locale sur le thème : « Villes et quartiers en crise : renouvelons la citoyenneté ». Les propositions de cinq ateliers sur la participation des citoyens à la vie locale devraient faire l'objet d'un débat avec Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

Renseignements et inscriptions. DAC communication, 11, rue de Paradis, 75010 Paris. Tél. : (01-1) 45-23-44-57.

Entreprises et décentralisation. — Le numéro de téléphone de l'association Territoria, qui vient de créer le séminaire « 3P » (pour « partenariat public-privé ») est le (01-1) 39-63-38-14.

PUBLICATIONS

Friches industrielles. — En 1986, l'Etat et les collectivités locales ont mis en œuvre une politique systématique de réhabilitation des friches industrielles. Aujourd'hui, deux mille hectares ont été transformés, et quatre mille sont en cours de transformation. Près de deux milliards de francs ont été mobilisés. La DATAR fait le point dans un ouvrage intitulé *La réhabilitation des friches industrielles*, préfacé par M. Jacques Chirac, ancien ministre délégué à l'aménagement du territoire.

45 pages, 120 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07.

Le Nord-Pas-de-Calais dans l'Europe. — Dans la collection « Europe et régions », le groupe Sari, que préside Christian Pellerin, vient de publier un ouvrage sur le Nord-Pas-de-Calais, qui cherche à mettre en évidence les atouts de cette région-carrefour dans la perspective du vingt et unième siècle. Le livre tourne résolument le dos à une vision centralisée de l'aménagement du territoire.

Dans la préface, M. Jacques

Mellick, maire de Béthune, secrétaire d'Etat à la défense, écrit notamment : « Nous avons à inventer, à créer. C'est un peu comme si nous passions d'un aménagement dirigé, donc imposé, à un développement libéral donc concurrentiel... Notre position septentrionale par rapport au territoire français était un handicap (plus psychologique que réel). Notre position européenne représente aujourd'hui une fameuse chance. »

Le Nord-Pas-de-Calais, Sari, « Europe et régions », Ed. Albin Michel, 118 pages avec planches et cartes, 160 F.

Un guide à l'usage des maires du littoral. — L'association nationale des élus du littoral (ANEL) et la Fédération des industries nautiques (FIN) viennent de publier l'édition 1991 de leur guide à l'usage des maires des communes littorales. En 32 pages, préfacées par un véritable amoureux de la mer : Michel Rocard, ce volume rappelle aux responsables des collectivités locales tout ce qu'ils doivent savoir pour assurer la prévention et la sécurité des millions de touristes et de plaisanciers qui se rendent sur les côtes en été. Ce guide, qui est adressé par l'ANEL à tous les élus des communes littorales, est également indispensable aux responsables d'associations, d'offices de tourisme et de capitaineries de ports.

ANEL, 120, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (01-1) 45-62-00-95.

CEE et régions. — La collection « Que sais-je ? » vient de publier un ouvrage sur la *Politique régionale de la CEE*. Il décrit par le menu le fonctionnement complexe de cette institution, qui aura consacré 420 milliards de francs aux régions entre 1989 et 1993 : réforme des fonds structurels, modalités d'intervention, disparités entre Etats-membres ou régions...

PUF, 127 pages, 108. bd Saint-Germain, 75006 Paris.

COURRIER

Le CNFPT ne faillit pas à ses missions

L'attaché souvent du prix aux informations parues dans le Monde. Cela m'amène à m'interroger sur le fond du dossier publié dans le numéro daté 7-8 avril, relatif à la formation des fonctionnaires territoriaux par le CNFPT.

Certes, je ne suis pas un membre influent de cette institution, mais je travaille en son sein depuis quinze ans, d'abord comme formateur, puis depuis bientôt huit ans comme délégué régional du CNFPT pour la région de Grenoble. Je voudrais seulement livrer les résultats de la délégation que j'anime. Chaque année, ce sont près de 330 000 heures de formation qui sont délivrées aux 49 600 agents des communes, des syndicats intercommunaux des offices d'HLM, et des départements de l'académie de Grenoble. Cette formation s'est développée dans toutes les directions souhaitées par nos partenaires : les collectivités territoriales.

La délégation se trouve dans l'interface entre les demandes et l'offre de formation, elle est donc conduite à travailler avec toute une série de partenaires, au premier rang desquels se trouve l'éducation nationale et plus particulièrement l'Université. L'évolution des métiers des collectivités nous amène à faire œuvre de recherche pour provoquer nos partenaires afin qu'ils s'adaptent aux nouvelles demandes. Cela nécessite, il va sans dire, un lourd travail pour la trentaine d'agents qui œuvrent dans la délégation.

Je crois qu'il n'est pas neutre de dire que le coût moyen de l'heure de formation s'élève à 67,80 francs, ce qui est loin de ce qui est sous-entendu par l'auteur de l'article que vous avez publié. Je tenais à apporter ces réflexions afin de ne pas laisser croire à vos lecteurs que le CNFPT faillit à ses missions.

Comme toute institution, ce centre de formation est appelé à se remettre en cause régulièrement. Ce n'est pas en noircissant le tableau exagérément et en maniant le sous-entendu que l'on y parviendra.

MARC BAIETTO
Maire d'Eybans (Isère.)

DÉBAT

Méline est mort

par Bertrand Hervieu

ETRANGE paradoxe : depuis la fin de la décennie 1950-1960 qui enregistra les maxima de population dans les cantons ruraux, les lamentations sur le thème de l'exode rural ne cessent de s'amplifier. Aujourd'hui, pas une assemblée générale d'organisation agricole ou rurale qui n'agite le spectre de la désertification. Hier, pas un discours de comice agricole qui ne soulignât les désastres causés par les départs.

Méline — déjà — n'avait-il pas prédit, dans une formule devenue célèbre, que « l'entassement des hommes, comme l'entassement des pommes, produit la pourriture » ? Fort d'un tel vaticane, Méline pouvait annoncer en 1905 : « Avant peu, sous l'impulsion de la nécessité, nous verrons l'exode urbain succéder à l'exode rural ». Ce fondamentalisme agraire continué de s'exprimer de multiples façons : selon les sondages, les Français manifestent de façon régulière et continue le souhait de vivre à la campagne. Les commentaires sur les résultats des recensements de 1982 et 1990 oscillent entre le triomphalisme : « L'exode a cessé ! » ou le catastrophisme : « Le désert gagne ! ». Les deux assertions ne sont pas fausses, puisque, globalement, la population des communes rurales augmente plus vite que celle des communes urbaines. Mais cette évolution globale cache des disparités irréductibles : 17 500 communes rurales croissent tandis que les autres s'effondrent sur le double plan économique et démographique ; 13 départements sont en déclin rural absolu.

Le Sénat s'est emparé de cette vieille question restée sans réponse en créant une mission sénatoriale sur « l'avenir du monde rural » placée sous la houlette de Jean François-Poncet. Pour ce dernier, « le constat est alarmant : 40 % du territoire est en voie de désertification ».

Malgré presque cent cinquante ans de crise d'alarme proférée, d'indignation ressentie et d'attachement à la terre réaffirmé, le visage de la France s'est inversé. Jadis rurale dans ses activités et sa population à 80 %, elle est devenue urbaine, tant sur le plan démographique qu'économique, à plus de 75 %.

Le discours dénonciateur de la mission n'est pas neuf. La nouveauté tient plutôt dans ce qui n'a pas été revendiqué. En effet, face à de tels constats, on était en droit de s'attendre à ce que surgisse la revendication d'un ministère des campagnes ou d'un ministère de l'agriculture et de l'espace rural, symétrique du ministère de la ville.

Il n'en fut rien. C'est un ministère d'Etat, chargé de l'aménagement du territoire qui fut demandé. Le fait mérite d'être souligné.

Le Sénat lui-même, Chambre des campagnes, aurait donc mis fin à une longue tradition française d'opposition entre les villes et les campagnes, opposition concrétisée par la création en 1881 du ministère de l'agriculture, voulu par Gambetta, sur le modèle du ministère des colonies. Ce département ministériel fut créé non seulement pour gérer les productions — la fameuse question des subsistances — mais aussi les « campagnes » avec leurs populations et leurs territoires. Pisani, lors de son passage rue de Varenne, résuma en une formule célèbre la mission impartie à ce ministère : « l'homme, le produit, l'espace ».

La conséquence fut que les attributions de ce département s'accumulèrent au fil des décennies et des républiques au point de faire de celui-ci un petit gouvernement à soi seul, s'occupant d'affaires internationales (PAC), de production, de réglementations sanitaires, de formation, de protection sociale, d'aménagement de l'espace...

Un tel microcosme peut se transformer en tremplin. Quelques-uns des derniers ministres de l'agriculture parmi les plus célèbres, Jacques Chirac, Edith Cresson,

Michel Rocard ont connu un tel destin. Méline aussi connaît ce même parcours, mais, alla jusqu'à garder le portefeuille de l'agriculture lorsqu'il occupa les fonctions de président du conseil de 1896 à 1898. Comme on s'en doute, il ne s'agissait pas pour lui de manifester la volonté d'en finir avec le traitement politique « à part » des sociétés rurales, mais au contraire, de souligner l'importance qu'il attachait à la conduite d'une telle politique et à son maintien.

L'opposition villes-campagnes

Ce traitement à part du monde rural ne s'est pas démenti jusqu'à nos jours. Les premières politiques d'aménagement du territoire, reposant sur la mise en place des métropoles d'équilibre et des pôles industriels, laissaient de côté ou plutôt laissaient à l'agriculture ce volet. L'aménagement rural était conçu comme correctif ou complément du développement agricole ; le monde rural lui-même était perçu comme un monde agricole. Jacques Chirac, lors de son passage Rue de Varenne, fit changer la plaque du ministère de l'agriculture pour l'intituler « Ministère de l'agriculture et du développement rural », affichant ainsi la vocation globalisante de ce ministère. Lors du premier septennat de François Mitterrand, les socialistes localisèrent également au ministère de l'agriculture la gestion de cette question en la confiant au secrétaire d'Etat René Soucheon, qui collabora avec Michel Rocard, puis, avec Henri Nallet.

Cette époque serait-elle révolue ? Cette vision des choses serait-elle abandonnée ? Aurait-on admis que l'avenir de ces espaces et de ces communes, au sein desquels vivent plus d'un tiers des ménages inactifs ou retraités et plus d'un tiers de la population active ouvrière, n'est plus un problème agricole ni un problème dissociable des autres questions d'aménagement du territoire ? Les premiers résultats du recensement général de la population de 1990 montrent clairement que l'évolution de ces communes est profondément liée à celle de leur environnement. Quelles sont les communes rurales qui croissent ? Quelles qui sont situées dans des régions elles-mêmes en forte croissance, ou à la grande périphérie de zones urbaines dynamiques ou le long des grands axes de circulation. L'espoir d'un possible développement rural endogène s'est évanoui.

Le changement de discours enregistré signifie-t-il que l'on reconnaisse comme non-pertinente le clivage jusqu'ici admis entre espace rural et espace urbain ? Signifie-t-il que, loin de continuer de regarder les espaces ruraux comme des espaces à part, voire des sociétés à part, on les considère désormais comme un espace intégré, fluide, multifonctionnel, modelé par la mobilité et la délocalisation des activités.

Ce n'était pas à une simple mesure de protectionnisme économique que Méline était attaché, mais à une protection culturelle, territoriale, politique. Elle aura duré un siècle. C'est un mur, encore un, qui vient de tomber.

A force d'être distingué et traité à part, le monde rural s'est trouvé marginalisé. Il reste maintenant, en le traitant avec les espaces urbains, banlieusards, littoraux, frontaliers... dans une seule politique d'aménagement du territoire, à ne pas l'oublier.

Bertrand Hervieu est directeur de recherche au CNRS (Centre d'étude de la vie politique française).

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

L'Observatoire interrégional du politique (OIP) a été créé en 1989 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional.

L'OIP offre à ses régions partenaires un tableau de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région ; un baromètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publions ici un indicateur politique fruit des travaux de l'OIP.

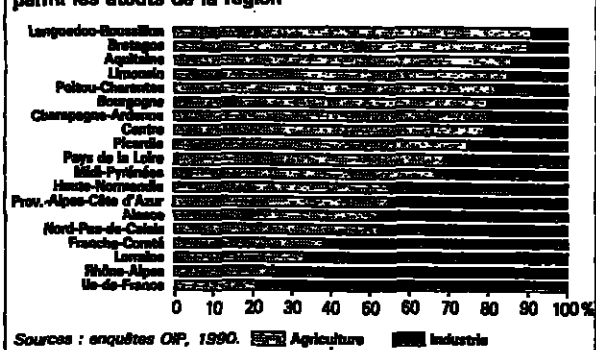
La nostalgie du rural

Les Français demeurent très attachés à l'image traditionnelle, mille fois répétée par les livres de géographie, de la douce France, terre privilégiée par son climat, sa situation géographique, par son agriculture. Ce sont là les atouts les plus souvent cités par les régionaux sollicités de souligner les points forts de leur région (1). Rien donc d'étonnant, si dans la majorité des régions (quinze sur dix-neuf), entre l'agriculture et l'industrie, les Français voient la source de prospérité de leur région dans l'agriculture plutôt que dans l'industrie (graphique 1). L'importance accordée au rural — la France, ne l'oublions pas, est l'un des pays où le nombre de résidences secondaires est le plus grand — transparaît également dans la priorité accordée à l'aménagement des zones rurales plutôt qu'à celui des zones urbaines partout en France, quelle que soit la taille du lieu de résidence, sauf dans l'agglomération parisienne (graphique 2).

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1989 et 1990 par l'OIP auprès d'échantillons représentatifs de sept cents personnes âgées de quinze ans et plus par région. Méthode des quotas.

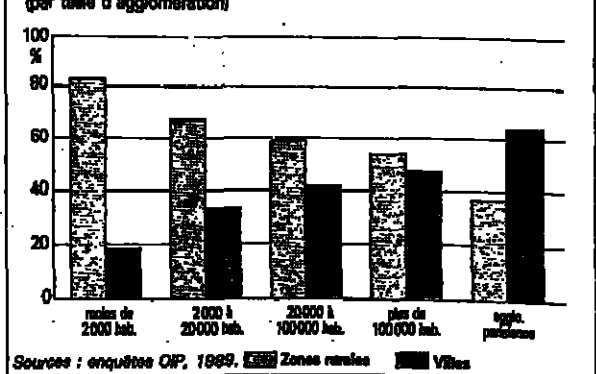
Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsace ; Aquitaine ; Bourgogne ; Centre ; Champagne-Ardenne ; Franche-Comté ; Ile-de-France ; Languedoc-Roussillon ; Limousin ; Lorraine ; Midi-Pyrénées ; Nord-Pas-de-Calais ; Haute-Normandie ; Pays de la Loire ; Picardie ; Poitou-Charentes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Rhône-Alpes.

Préférence accordée à l'agriculture ou à l'industrie parmi les atouts de la région



Sources : enquêtes OIP, 1990. ECR Agriculture Industrie

Priorité en matière d'aménagement de la région (par taille d'agglomération)



Sources : enquêtes OIP, 1989. ECR Zones rurales Villes

HEURES LOCALES

La renaissance de l'écomusée du Creusot

Après plusieurs années de crise, ce fleuron de l'archéologie industrielle est à nouveau considéré comme un outil de la communauté urbaine

LE CREUSOT

de notre envoyé spécial

AU cœur de la ville du Creusot, une construction blanche en U, terminée par deux hauts-fourneaux coniques - l'un renferme un théâtre, l'autre une chapelle, - domine la coulée des bâtiments industriels, au fond de la vallée. L'ancienne cristallerie a logé plusieurs générations d'une même famille de maîtres de forge : les Schneider. Aujourd'hui propriété municipale, elle abrite le siège de l'écomusée du Creusot.

Qu'est-ce au juste qu'un écomusée ? La réponse ne tient pas en moins de trois feuillets, affirment les hommes de l'art, qui trouvent réductrice la définition du dictionnaire : « un musée ethnographique présentant une collectivité humaine dans son contexte géographique, social et culturel ». Georges-Henry Rivière, le créateur du Musée des arts et traditions populaires (ATP), l'un de ceux qui ont le plus réfléchi sur le sujet, en faisait une description boulimique : « un écomusée s'intéresse à tout, ses limites ne sont pas thématiques mais géographiques ».

Ce système attrape-tout, né ici dans la mouvance de mai 68, devait révolutionner le monde « vernaculaire » des musées. Le mot fit fortune et, quelques années durant, l'idée brilla d'un éclat sans pareil. Les subventions de l'Etat, celles de la ville et de la région se multiplièrent. Les universitaires et les artistes se penchèrent sur le berceau de cet enfant si prometteur. On embaucha des spécialistes : archéologues, historiens et architectes. On convoqua les arts plastiques au rendez-vous. Sur place, les longues veillées se multiplièrent pour défricher le terrain. L'instituteur, le curé et le facteur - trilogie inséparable - furent longuement soumis à la question. Les différentes activités de la communauté, passées au crible, donnèrent lieu à des expositions. Temporaires, bien sûr. Pas question de s'encombrer d'un fonds permanent : les habitants de la région doivent apporter les objets à montrer et gérer leurs propres collections, affirmait-on avec conviction.

tion. Le succès de l'écomusée fut d'autant plus grand qu'on était en pleine euphorie industrielle. La machine pleuvait de toutes parts. Et c'est vrai, Le Creusot fut un creuset qui permit, entre autres, une sensibilisation au patrimoine industriel et une revalorisation du dix-neuvième siècle, dont des pans entiers restaient méconnus.

Une nouvelle direction

Vint l'heure du repli. Au tournant des années 1980, la crise frappa la région. Au moment où l'écomusée, poussé trop vite sur un terrain fragile (trente personnes y travaillent à l'époque), commençait à donner des signes de faiblesse. Les fondateurs ne sont pas forcément des gestionnaires : on découvre soudain un trou financier considérable (il correspondait à 50 % du budget annuel) que villes et région ne peuvent ni ne veulent combler. Enfin l'enthousiasme et les idées post-soixante-huitardes s'essouffent. La nouvelle décennie s'annonce redoutablement raisonnable. Les départs succèdent aux licenciements. La crédibilité du musée est atteinte. L'équipe fondatrice est finalement remerciée. La suivante n'a ni les moyens ni la volonté d'entreprendre quelque chose de neuf. Les activités de l'écomusée périclitent. On est à deux doigts de la fermeture.

Aujourd'hui, avec une nouvelle direction, il cherche à mieux s'inscrire dans un cadre régional et son ambition n'exclut pas le souci économique, voire touristique. « Pour nous, l'écomusée est l'un des outils de la communauté urbaine », explique Didier Mathus, vice-président de cette communauté, député (PS) de Montceau-les-Mines. Son budget est de 2,5 millions de francs, sans compter les locaux mis à la disposition de l'équipe, réduite à quatre permanents. Mais le député précise : « Jusqu'à présent, l'action culturelle était un luxe pour les collectivités territoriales. Aujourd'hui, c'est une fonction intégrée dans une dynamique. Le manque de moyens culturels est un handicap pour notre développement économique ». Mais que faire de l'écomusée sinistré ? Patrice Notteghem, son actuel patron, n'a pas eu beaucoup de

temps pour se retourner : « J'ai eu un an pour reconstruire un projet. » Tâche d'autant plus difficile que ce type d'établissement n'était plus en odeur de sainteté auprès de la direction des musées de France (DMF) qui aurait volontiers abandonné l'expérience creusotine pour un simple musée technique.

« Notre réussite, explique Bernard Clément, un survivant de l'ancienne équipe, c'est d'avoir traversé la crise en conservant notre vocation. Nous sommes toujours un laboratoire, un centre de recherches et d'expositions. » C'est à lui maintenant d'orchestrer la nouvelle partition que les élus locaux veulent lui faire jouer : « L'écomusée doit s'adapter, constate Patrice Notteghem. Il doit être le lien entre les institutions muséales classiques, les laboratoires de recherches et une nouvelle forme de tourisme. »

Pourtant en France, l'archéologie industrielle n'a pas encore conquis un vaste public, comme dans les pays anglo-saxons. Amener de nouveaux visiteurs à contempler ces témoignages d'un passé à peine refroidi est un pari difficile. Il faut

commencer par aménager et baliser systématiquement le territoire. Les musées de la cristallerie au Creusot et de la mine à Blanzay, ceux de l'école à Montceau-les-Mines et de la batellerie - qui doit s'agrandir - à Ecuisses seront des points de passages obligés.

Il faudra aussi fléchir les autres vestiges de l'industrie du siècle passé : fonderie Henri Paul en béton et métal, maisons et usine à décor de céramiques de Montchanin - la poterie ornementale faisait fureur vers 1900, - constructions en tuiles « mureuses », ou cette résidence Avril hérissée de tourelles, clochetons, guipures, vases et balustres, véritable catalogue de la production locale. Le canal du Centre, escalier d'eau ponctué d'écluses, monte depuis la Loire jusqu'au seuil de Loagendu avant de redescendre tout aussi majestueusement vers la Saône. Ouvert à la plaisance, il devrait irriguer ce circuit encore méconnu qui permet de découvrir les grandes étapes de l'industrialisation française.

EMMANUEL DE ROUX

REPÈRES

LIMOUSIN

Un théâtre permanent à Tulle

Tulle, préfecture de la Corrèze, souhaite se doter d'une activité théâtrale permanente. La réhabilitation et la réouverture du théâtre municipal de Tulle, construit à la fin du dix-neuvième siècle par Anatole de Baudot (constructeur à Paris de l'église Saint-Jean de Montmartre), fait partie des projets de la préfecture de la Corrèze.

Le coût total des travaux est estimé à 12 millions de francs, hors taxes, dont le ministère de la culture doit supporter la moitié. Le budget culturel régional sera aussi sollicité.

L'ouverture est prévue au début de l'année 1993. Une troupe permanente professionnelle, l'Entreprise dirigée par François Corvantes, soutenue directement par la direction du théâtre au ministère de la culture, doit bénéficier de cet équipement. L'Entreprise était jusqu'à présent sans domicile fixe. Elle sera, après son passage l'été prochain au Festival d'Avignon, en résidence permanente au théâtre de Tulle.

MIDI-PYRÉNÉES

Auch se dote d'une maison consulaire

« Un outil au service des entreprises », a annoncé le chef cuisinier-restaurateur André Daguin, en présentant récemment la maison du commerce d'Auch devant les décideurs économiques et politiques du Gers. Le président a précisé qu'il tenait à cette appellation de « maison », qu'il estimait différente des traditionnelles chambres de commerce. Selon les concepteurs de cet immeuble du centre-ville, habillé de verre et tranchant avec l'architecture traditionnelle de la Gascogne, la maison doit abriter, outre les différents services de l'organisme consulaire, le centre de gestion agréé, les centres de formation du département, le comité interprofessionnel du logement et le service de documentation. Dotée d'installations pour l'accueil des congrès, la maison offre notamment un « relais images et signaux » qui permet aux entreprises locales d'accéder aux télécommunications modernes. Le prix de l'originalité est de 11 850 000 francs, financés sur des fonds propres et des crédits de l'Etat, de la région, du département, de la municipalité et de la CEE.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges) et Daniel Hourquebie (Auch).

Aix-les-Bains soigne ses thermes

Suite de la page 11

Les 400 salariés permanents et les 300 saisonniers qu'elle emploie, fonctionnaires en titre, sont pour la plupart issus d'une école interne qu'un décret de 1982, pris sous la pression des kinésithérapeutes, a contraint à la fermeture.

Après plusieurs années d'embarras et d'atermoiements, l'Etat paraît maintenant décidé à sortir de l'impasse. « Le ministre peut s'appuyer sur la volonté des collectivités locales », assure M. Ferrari, prêt à reprendre le flambeau. Récemment, le conseil municipal, unanime, a voté une première « avance » de 40 millions de francs, en sachant qu'il faudra des rallonges. « Nous devons y consacrer la moitié de notre budget d'investissement, actuellement de 100 millions de francs, pendant quelques années », précise le maire.

« Vocation sociale »

Pour sortir du thermalisme béni du dix-neuvième siècle et entrer directement dans celui du vingt et unième, il fallait un projet ambitieux. La création d'un nouvel établissement, proche de l'ancien, qui sera en grande partie rénové, devrait permettre, d'ici à 1998, d'accueillir près de 60 000 curistes. La note prévisionnelle est lourde, d'environ 450 millions de francs, sans compter les équipements d'accompagnement. D'ores et déjà, le ministère prévoit d'y consacrer 50 millions de francs en 1992 et 30 millions en 1993. « Nous avions craint que ce ne soit un ticket de sortie. Nous souhaitons que l'Etat reste à nos côtés. La solution de

l'économie mixte me paraît la meilleure », avoue M. Ferrari.

Opposé, semble-t-il, à la création d'une société d'économie mixte (SEM), le ministère des finances, cette fois, serait disposé à appuyer un syndicat mixte de collectivités locales, avec la ville bien sûr, mais aussi le département de la Savoie et la région Rhône-Alpes, prêts à s'engager financièrement. « Cet établissement doit conserver sa vocation sociale, non lucrative », souhaite M. Bénévise. Ecarté d'emblée, le recours au secteur privé n'est pourtant pas exclu par le maire. Il rêve d'un autre pôle de soins, envisageable après les découvertes d'abondantes ressources en eau, à plus de 2 000 mètres de profondeur. « Cela permettrait de tirer notre thermalisme vers le haut. »

A l'écart de la ville, dans les 17 hectares du parc de Marlioz, M. Paul Burnet regarde, avec un sourire autant satisfait qu'incrédule, le sursaut des Aixois. Lorsqu'en 1982, avec son père et son frère, il créa un complexe entièrement neuf, on les prit pour des « aventuriers ». Après avoir investi 100 millions de francs dans un institut spécialisé dans les maladies respiratoires, un centre de remise en forme, deux hôtels, et des résidences, la fréquentation est passée de 1 000 à 7 500 curistes.

Pour assurer la continuité de l'affaire et disposer de moyens financiers et commerciaux plus importants, le domaine de Marlioz a été cédé, l'an dernier, à un groupe hôtelier lyonnais. « Nous avions ouvert la voie de la modernisation », indique M. Burnet. Depuis, le thermalisme aixois a frôlé la catastrophe. Il n'est pas encore totalement tiré d'affaire.

MICHEL DELBERGHE

Franciliens signons pour la nature

Samedi 25
Dimanche 26
mai

Un poster et un guide
"Signons pour la nature"
offerts à chaque

NUMERO Vert
05 344 344
36-15 TELIF

Rendez-vous, tout d'abord, samedi 25 mai de 10 h à 18 h dans chacun des 60 parcs de l'Ile-de-France choisis pour l'événement, où vous pourrez signer une fleur géante en témoignage de votre engagement à préserver les Droits de la Nature. Dimanche 26 mai, à partir de 11 h, Plaine des Jeux de Bagatelle - Paris, vous assisterez à la réalisation du plus Grand Bouquet du Monde : un Bouquet Final dédié à la nature, composé de l'ensemble des fleurs signées par chacun d'entre vous et dessinées par vos enfants.



VOYONS LOIN, VIVONS MIEUX.

Où signer :

liste des parcs du samedi 25 mai sur Numéro Vert 05 34 43 44 et sur Minitel 36-15 TELIF.

Bouquet Final, dimanche 26 mai, Plaine des Jeux de Bagatelle - Paris à partir de 11 h.



* Dans la limite des stocks disponibles.

HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

Les chiffres-clés en France
(mars 1991)

Câblo-opérateurs	Sites en exploitation	Nombre de logements raccordables	Abonnés (total)	(dont abonnés individuels à plus de 15 programmes)	Mars 1990 abonnés et sites
Général des eaux (y compris Région Câble)	53	1 353 514	238 686	174 280	99 899 (45)
Communication-Développement (Caisse des dépôts)	37	540 676	133 098	63 143	71 068 (24)
Lyonnais Communication	11	808 450	128 043	100 439	68 443 (11)
Citécâble	10	21 400	5 700	5 700	2 300 (4)
Réseaux câblés de France	5	44 500	10 700	10 700	2 700 (2)
Eurocâble	3	21 141	11 767	11 754	7 750 (2)
Autres opérateurs (EDF-Vidéopole, Sorecom, France-Telecom, Bordeaux, sociétés d'économie mixte ou structures à capitaux publics)	17	119 974	47 830	29 461	26 477 (10)
TOTAL	136	2 909 655	575 824	395 477	278 637 (98)

Source : Agence câble - SJTI.

Médiaville :
le rendez-vous de Rennes

Pour sa septième édition, Médiaville est fidèle à la formule qui en a fait le rendez-vous annuel du câble. Dans une grande ville (câblée) qui change chaque année, tous les acteurs de la profession viennent confronter leurs points de vue, sceller des accords ou constater leurs différends. Les élus locaux, bien sûr, puisque l'Association des maires des grandes villes de France est à l'origine de Médiaville. Les opérateurs, qui y présentent leurs chaînes thématiques, des pouvoirs publics, avec des ministres fraîchement nommés. Et les industriels, puisque la composante technologique (décodeurs, télévision haute définition) est largement présente au

menu de l'édition 1991.

Dans le cadre du Triangle à Rennes, du 28 au 30 mai, une série d'ateliers et de séances plénières évoqueront tant les problèmes juridiques que les politiques de marketing, les nouveaux services et la télévision à péage. Même l'usager n'est pas complètement oublié, puisqu'un atelier s'intitule « l'usager du câble est-il considéré comme un client ? ».

Enfin, les Mercures du câble récompensent les réseaux les plus performants.

► Renseignements : Multivilles, 42, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, 45-48-14-16.

Des opérateurs qu'on dit « petits »...

Trois grands opérateurs dominent le marché du câble : Lyonnaise Communication, Générale des eaux-Téléservice (et Région Câble qui appartient au même groupe) et Communication Développement (du groupe Caisse des dépôts). Tant en nombre de sites qu'en abonnés et en édition de programmes, leur prépondérance est incontestable. Mais derrière eux s'est formée, depuis la « nouvelle

donne » du câble de 1987 qui a ouvert la construction des réseaux au privé, une seconde génération de câblo-opérateurs. La plupart des métropoles ayant déjà choisi leurs partenaires, ils se concentrent en général sur les villes moyennes ou petites, avec des méthodes appropriées. Ainsi, Citécâble fait le pari de la gestion centralisée, seule à même de compresser les coûts d'exploitation

pour de tout petits réseaux. Réseaux câblés de France vise la taille au-dessus, adaptant aux villes moyennes un modèle basé sur la rapidité de pénétration. Ailleurs, des sociétés d'économie mixte popularisent le concept du câble comme service public. Dans le Haut-Rhin, Eurocâble anticipe l'ouverture à terme des services de télécommunications, et s'y prépare en installant un réseau dont les capa-

cités dépassent largement la simple télédiffusion. Alors que les capacités financières des trois grands du câble sont déjà largement mobilisées sur les contrats existants, la seconde génération des opérateurs, par son dynamisme, vient combler les trous de la carte du câble, et constitue souvent la seule voie pour ceux qui ne veulent pas manquer l'aventure.

Eurocâble : le grand pari du Haut-Rhin

COLMAR
de notre correspondant

DEVANÇANT les Vosges, où une étude est en cours, le Haut-Rhin va devenir le premier département français à disposer d'un réseau câblé couvrant l'intégralité de son territoire. Telle est la décision aux lourds enjeux que Jean-Jacques Weber, président (CDS) du conseil général du Haut-Rhin, a fait approuver le 20 décembre dernier au terme de dix-huit mois d'études et de réflexion.

Technologies de pointe

L'idée de câbler le département tout entier, dans un même mouvement, a sa logique : les câblo-opérateurs obéissent à des impératifs commerciaux, et ont une tendance naturelle à s'intéresser aux villes (Mulhouse et Colmar sont en cours de câblage) dont les abonnés potentiels sont nombreux et concentrés, donc d'un rapport plus rapide et plus important. En négociant à l'échelle départementale, le président du conseil général du Haut-Rhin a voulu que des communes petites ou difficiles d'accès ne soient pas oubliées. L'accès de 377 communes haut-rhinoises au réseau câblé, aux mêmes conditions

financières, et avec le même objectif de qualité, c'est l'« égalité des chances pour tous », se plaît à répéter le grand prêtre haut-rhinois de la fibre optique.

Celui-ci avoue être nourri de grandes ambitions pour le département alsacien. Devant 420 élus qui assistaient à une réunion d'information sur le sujet le 23 mars dernier, il a affirmé : « Grâce à son réseau, le Haut-Rhin va prendre dix ans d'avance. Parce que nous disposons d'un tel équipement, c'est chez nous que les investisseurs viendront. » Il défend également son projet comme un « véritable acte d'aménagement du territoire », et comme un « outil de haut développement économique ». « Nous voulons qu'à terme le Haut-Rhin soit une Sophia Antipolis de 650 000 habitants », renchérit André Bianchi, conseiller général (UDF) de Colmar-Sud, président de la commission qui a préparé le projet. Les particuliers et les communes ne sont pas oubliés. Pour Jean-Jacques Weber, « grâce au câble, il n'y aura plus de discrimination entre les villes et les villages. Chaque localité disposera d'une autoroute de communication ».

Le Haut-Rhin s'est donné les moyens de son ambition en optant pour une technologie de pointe. Son réseau utilisera les techniques les plus récentes : fibre optique

monomode, laser, très haut débit, structures en étoile, qui offrent toutes des possibilités optimales de transport et d'information. Pour cela, le conseil général a géré et déjà passé un accord avec un opérateur unique, ce qui facilite aussi l'interconnexion entre les communes. Il s'agit d'Eurocâble, société du groupe Télé-Columbus, dont l'actionnaire principal est l'Union des banques suisses.

Sur le plan de l'offre des services, le Haut-Rhin va beaucoup plus loin que la simple télédiffusion. Il table sur toute une gamme de télé-services interactifs attractifs pour les ménages (télévidéothèque, enseignement, travail, achats à domicile), et pour les entreprises (réseau informatique interconnecté, télé-travail, transmission d'images scannées).

700 millions de francs pour le département

Quant aux câblo-opérateurs, ils trouvent la région intéressante à équiper, pour des raisons culturelles et singulièrement pour son bilinguisme et l'interpénétration des économies d'Alsace et du pays de Bade. Autre motivation : le niveau de vie élevé, le taux de chômage bas et la « culture technique » des Alsaciens. « Ils sont curieux de nouveautés technologiques et se raccordent d'avantage pour être branchés à un réseau moderne que pour capter encore plus de chaînes de télé », estime Michel Dugravot, directeur général de Télé-Columbus SA.

Le coût du projet vaut bien cette confiance mutuelle entre promoteurs et opérateurs. Il s'élève à 1,8 milliard de francs, dont 1 milliard pour le câblo-opérateur, 650 à 700 millions de francs pour le

département (une somme qui devrait être couverte par voie d'emprunt, dont l'amortissement devrait représenter deux points de fiscalité par an pour les contribuables) et 100 à 150 millions de francs pour les communes et les abonnés en fonction des prises raccordées dans les localités, à raison de 1 000 francs la prise souterraine et de 300 francs la prise aérienne. Si une commune décidait de se câbler de sa propre initiative avec le partenaire de son choix, elle ne bénéficierait pas de subventions du département.

La balle est pour le moment dans le camp des élus communaux. A chaque conseil municipal de prendre une délibération favorable ou non à son raccordement au réseau départemental. Les communes intéressées devraient ensuite se regrouper en syndicat intercommunal, dont le premier acte consisterait à signer une convention avec le câblo-opérateur. Le projet devrait être opérationnel à 85 % d'ici quatre ans et dans sa totalité dans six ans.

Reste aujourd'hui à Jean-Jacques Weber à convaincre les indécis et à proposer des solutions aux problèmes qui se posent : connexion avec les autres réseaux, notamment les réseaux bas-rhin, moines avancés et réalisés par des opérateurs multiples, risque d'isolement du Haut-Rhin en raison de la haute technicité de son réseau, rentabilisation du haut débit par les petites communes, devenir des réseaux déjà existants, réglementation...

Le projet du Haut-Rhin est-il pharaonique ou simplement précurseur ? Seul l'avenir le dira.

ANNE SCHOEFF

Citécâble : la gestion centralisée d'Alain Coquard

LYON

de notre bureau régional

ON ne se refait pas. En politique, M. Alain Coquard s'affirmait déjà jacobin, lorsqu'il dirigeait la fédération socialiste de l'Ain, organisatrice d'un fameux congrès national du PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre chargé des postes et des télécommunications, M. Louis Mexandeau, l'auteur du décret plan câble. Et jacobin il demeure, en 1991, sans carte partielle en poche, le délégué au PS, en 1982. Jacobin, il l'était encore, lorsqu'il entra, un peu plus tard, au cabinet du ministre

صكرا من الامل

HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

« Un espace privilégié pour l'épanouissement de l'audiovisuel »

nous déclare M. Martial Gabillard, président de l'Association des villes câblées

Adjoint au maire de Rennes, M. Martial Gabillard est l'un de ces élus qui ont marqué la jeune histoire de la télévision par câble. Quelques mois après l'annonce du plan câble de 1982, il entreprend les études qui vont mener au lancement du réseau de Rennes (8 500 abonnés) en 1987. Sa connaissance des dossiers, ses prises de position directes et souvent prémonitrées l'ont conduit à la tête de l'Association des villes câblées (AVICA). Il continue à y défendre, sans détours, un sain réalisme.

« En atteignant la maturité, la télévision par câble n'a-t-elle pas abandonné une bonne partie de ses rêves ? Que sont devenues les illusions du plan câble de 1982 ?

« Depuis 1983, je suis fidèle au câble et à mes convictions. D'autres ont pu perdre leurs illusions et abandonner la partie. Moi, j'ai toujours préché un certain réalisme. Dès 1984, j'expliquais dans votre journal que le câble ne trouverait pas beaucoup de clients si l'abonnement dépassait 100 francs par mois, et qu'il faudrait se contenter au début de la simple télédiffusion des chaînes existantes. Il me paraissait aussi dangereux pour les collectivités locales de s'investir directement dans l'exploitation des réseaux. J'ai préféré pour Rennes une formule de concession qui s'est aujourd'hui généralisée.

« Il y a en tout de même un

rêve déçu pour les réseaux qui, comme celui de Rennes, ont été construits en fibre optique : celui d'un grand réseau électronique à architecture sophistiquée intégrant la télévision, le téléphone, le vision, la domotique. Une sorte de support de communication universel qui n'a jamais vu le jour.

« Et les rêves qui ont résisté ?

« La télévision locale, par exemple. J'en ai toujours été un farouche partisan parce que toutes nos études démontraient que c'était un élément important de la demande des téléspectateurs. Je ne suis plus le seul convaincu puisque les chaînes hertziennes ont embolisé le pas au câble et font aujourd'hui de la télévision de proximité.

« Le câble fonctionne d'ailleurs comme un lieu d'innovations et d'expériences qui sont ensuite reprises par d'autres supports. C'est le cas du télé-achat, qui donne sur le réseau de Rennes de bons résultats et que TF 1 a exploité au plan national. Je pense encore aux premières expériences de télévision éducative. Les six cents films d'Educable sont à la disposition des établissements scolaires de Rennes, qui sont tous câblés. Nous avons commencé depuis deux mois la diffusion de « Math Max », des séquences de soutien en mathématiques pour les lycéens de seconde avec exercice de contrôle sur Mini-
tel.

« Vous continuez donc à parier sur le câble ?

« La télévision par câble n'est plus un pari. 550 000 abonnés. 1 milliard de francs de chiffre d'affaire. 135 réseaux reliant plus de

6 millions de foyers : c'est une réalité qu'il faut désormais reconnaître. Comme le montre l'exemple allemand avec ses 8 millions d'abonnés, le câble est un espace privilégié pour l'épanouissement de l'audiovisuel.

Le rôle important des élus

« Les réseaux français ont progressé plus lentement que prévu, mais les problèmes qu'ils ont rencontrés sont maintenant résolus. Les tarifs d'abonnements de base sont descendus à des prix accessibles pour un large public. Les accords signés pour raccorder les immeubles collectifs ont évité une concurrence néfaste avec les systèmes d'antennes par satellite et élargi l'assise des réseaux. France Télécom et les exploitants ont désormais des intérêts convergents, et la politique commerciale en est sensiblement améliorée. Enfin, depuis le début de l'année, les alliances autour des chaînes thématiques permettent d'offrir des pro-

grammes spécifiques à tous les abonnés et d'améliorer leur qualité.

« Si l'avenir est assuré, pourquoi vous opposez-vous à la création d'une septième chaîne hertzienne ?

« Le câble a maintenant besoin de stabilité et le marché audiovisuel d'un peu de cohérence. A redistribuer continuellement les cartes, on est sûr de perdre les atouts. Or, les chaînes thématiques sont des atouts majeurs du câble. Vouloir leur donner un réseau hertzien, alors que les télévisions existantes ont déjà du mal à survivre, est absurde.

« Nous souhaitons le développement d'une chaîne musicale et de la SEPT franco-allemande, mais nous sommes persuadés que seul le câble peut assurer le succès de ces programmes. C'est lui qui peut dégager des ressources nouvelles. C'est lui qui, en relayant la diffusion par satellite, peut transmettre Euro-musique et la SEPT avec la qualité visuelle et sonore du D2 Mac.

« Les élus tirent-ils un bénéfice de l'existence du

câble, notamment des canaux locaux ?

« Les élus locaux, toutes tendances confondues, ont été très vite des farouches partisans du câble. Ils ont compris que les réseaux, même s'ils n'étaient pas le grand vecteur de développement annoncé, répondaient à l'attente du public pour un audiovisuel enrichi. Leur rôle est important puisque la loi leur donne un droit de regard sur la programmation des canaux et le soin de veiller à la cohérence du réseau.

« Même s'ils sont encore peu développés - on n'en compte que seize en France - les canaux locaux sont un des intérêts essentiels du câble. Ils servent d'antidote aux effets d'une télévision très internationalisée qui mobilise le téléspectateur sur le sort des Kurdes ou du Bangladesh mais risque de lui faire oublier les malheurs de son voisin.

« J'ajoute que les quelques expériences de retransmissions en direct des débats municipaux montrent que le câble peut aussi appor-

ter beaucoup à l'exercice de la démocratie. Nous avons vu à Rennes des téléspectateurs suivre les discussions du conseil sur le métro de 9 heures du soir à 3 heures du matin !

« Le câble comme remède à la crise des villes-dortoirs ou des banlieues ?

« Ne demandons pas à la télévision par câble d'apporter une réponse à tous les problèmes. Les médias ne remplaceront jamais la force de communication de deux regards qui se croisent. Les déracinés des banlieues ont besoin, avant tout, de se reconstruire de vrais réseaux sociaux, interpersonnels, et un des rôles des collectivités locales est de leur donner des lieux de rencontre. La chaîne musicale ne résoudra pas le problème de reconnaissance sociale des rappeurs. Il vaut mieux leur donner un local, venir voir leurs spectacles... et éventuellement le faire filmer par la télévision locale. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Avec ses réseaux de transmission, la SAT est associée aux plus grandes réalisations de notre temps.



© 1990 - Johan - Otto Von Spreckelsen.

Un tiers des réseaux de transmission de FRANCE TELECOM, interurbains, régionaux ou locaux a été réalisé par la SAT.

Par sa maîtrise des technologies :

- SYSTÈMES SUR FIBRES OPTIQUES
- FAISCEAUX HERTZIENS
- NUMERIS (réseau numérique à intégration de services)
- VIDÉOCOMMUNICATIONS

la SAT participe activement au développement des télécommunications en Europe et dans le Monde.

Transmission à 34 Mbit/s sur fibres optiques du Réseau d'Affaires de la Défense.



LEADER EUROPEEN EN TRANSMISSION OPTIQUE

SOCIÉTÉ ANONYME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 41, RUE CANTAGREL - 75631 PARIS CEDEX 13 - FRANCE - TEL. 33 (1) 45.82.31.71 - FAX : 33 (1) 45.82.31.73 - TELEX : 250 054 F

Marseille choisit l'abonnement collectif

La cité phocéenne signe un accord avec les sociétés d'HLM pour diminuer les prix proposés aux locataires

MARSEILLE

de notre correspondant

LS n'en parlent pas parce que ce n'est pas leur rôle, mais ils ont « ramé », les responsables du câble à Marseille. Pendant dix-huit mois, on n'a guère décollé et la ville ne jouant pas, comme ailleurs, son rôle-moteur avec suffisamment de moyens, ils ont connu des moments difficiles qui semblent à présent derrière eux.

Le programme d'implantation du réseau qui avait prévu de commencer par les quartiers nord - les moins favorisés, c'est un euphémisme - n'a pas facilité les choses. Marseille Citévion, la société qui gère depuis 1988 le réseau câblé marseillais, fêtera pourtant ses trois ans en décembre prochain avec un meilleur bulletin de santé, puisqu'elle a enregistré son dix millième abonné en début d'année et compte atteindre le nombre de vingt mille pour son troisième anniversaire.

Comment cette multiplication soudaine est-elle possible ? « Parce que, répond M. Jean-Claude Boscher, directeur général de Marseille Citévion, nous faisons un effort sur l'abonnement collectif, souscrit à partir des organismes gestionnaires des ensembles immobiliers. L'expérience pilote conduite avec l'ensemble de huit cents logements de la Sejmieg, situés sur le boulevard Michélet, nous encourage à poursuivre dans cette voie. Si l'abonné individuel paie 149 francs par mois pour un « service de base » de vingt canaux, l'abonnement collectif de dix canaux ne coûte que 40 francs par mois, et on peut obtenir dix autres canaux en ajoutant 59 francs seulement. Ce qui met l'abonnement de base à 99 francs. »

« Mais, précise M. Henri Dumotier, directeur de la programmation et de Canal Marseille, un programme spécifique à la ville - nous venons de signer un accord-cadre avec tous les organismes HLM de Marseille, qui représentent un parc de cinquante-cinq mille logements, dont trente mille raccordables - devrait nous permettre de rattraper le retard constaté par rapport à d'autres villes. Pour le logement

social, nous avons encore assoupli le système avec un abonnement de base collectif qui ne coûte plus que 37 francs par mois et même 27 francs si l'organisme HLM se charge de l'installation du réseau à l'intérieur des immeubles. »

La ville est aussi l'une des rares à conserver un programme local Canal Marseille. « C'est une véritable chaîne de télévision faite par et pour les Marseillais », explique M. Boscher. A la fois un lieu de rencontre et un média de proximité, où l'on parle de sa ville et où on rencontre ceux qui la font. »

Avec pour partenaires la chambre de commerce, le conseil général des Bouches-du-Rhône, l'université de Provence, la ville de Marseille, le diocèse et plusieurs associations locales, Marseille Citévion a conçu Canal Marseille à la fois comme un espace d'information et d'accueil.

Eviter la guerre des clans

Pour éviter toute guerre des clans, Marseille Citévion a signé un « traité de non-agression » avec M6, dont Canal Marseille rediffuse trois fois en soirée le journal local en images, « 6 minutes Marseille », ainsi qu'avec FR 3 Méditerranée, dont il rediffuse le jour même et le lendemain le journal, le magazine « Corsica Sera » et l'émission quotidienne « Midi 3 ». D'autre part, Canal Marseille diffuse ses propres émissions, notamment sportives, sous forme de deux magazines (l'un mensuel et l'autre hebdomadaire) tandis que « Football » diffuse systématiquement quarante-cinq minutes de chaque match de l'OM joué à domicile.

Enfin, Canal Marseille accueille des productions locales extérieures, de la chambre de commerce, du diocèse, et du conseil général. Avec un potentiel de cent mille logements raccordables et un réseau qui comportera à terme quatre cent mille prises, qui en fait théoriquement le deuxième de France, les responsables de Marseille Citévion pensent avoir accompli le plus difficile.

JEAN CONTRUCCI

HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte

Le rouleau compresseur de la Bundespost-Telekom

La poste allemande s'est associée à des entreprises privées pour permettre à huit millions et demi d'abonnés d'être raccordés

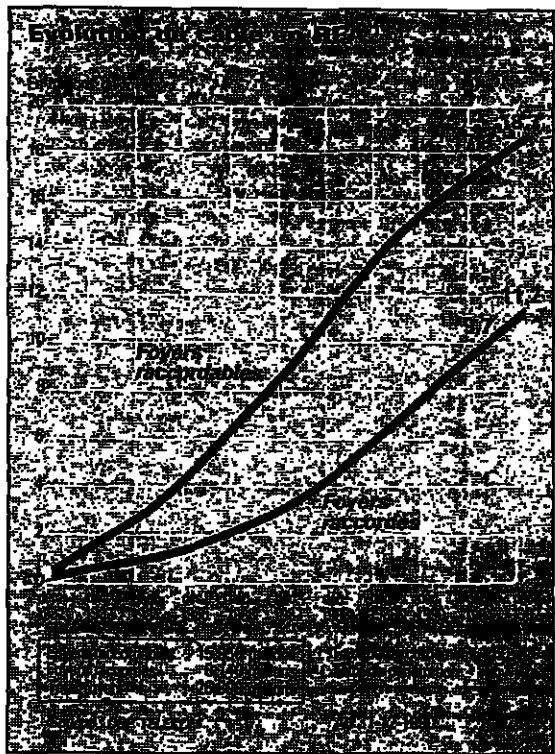
FRANCFORT
correspondance

À date charnière pour le développement du câble outre-Rhin remonte au changement de gouvernement en 1982. Avec l'arrivée au pouvoir à Bonn de la coalition chrétienne-démocrate, la Bundespost (DBP) reçoit un nouvel objectif : mettre en place un réseau de distribution unidirectionnel (*Breitbandverteilnetz*) devant permettre de créer de nouvelles capacités de transmission et de réception pour une multitude de programmes radio et télé.

Le but était de mettre fin à la pénurie en matière de fréquences hertziennes issue du statut d'occupation de l'Allemagne après la seconde guerre mondiale et de faciliter l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché, notamment les chaînes privées allemandes Sat 1 et RTL Plus. Autre paradoxe de la situation allemande : une surabondance de « troisièmes programmes régionaux » en plus des deux programmes principaux diffusés par les chaînes publiques ARD et ZDF, toutes deux dépendantes des Länder (1). Sans l'extension des réseaux câblés outre-Rhin, ces programmes régionaux n'auraient jamais pu atteindre une dimension nationale.

À partir de 1984, la Bundespost lançait quatre projets pilotes afin de « tester » le plan coxial décidé par le gouvernement de Bonn dans le cadre de son programme de « développement de la micro-électronique et des techniques d'information et de communication ». Le but : privilégier les économies d'échelle au moindre coût (d'où le choix de l'utilisation du câble coaxial au lieu de la fibre optique) et instaurer un partage des rôles entre le secteur public et les opérateurs privés. L'instauration d'un système d'économie mixte, unique au monde, avec la Bundespost, présente dans le capital des « sociétés de services d'exploitation commerciale » (*Kabelservicegesellschaften*), a effectivement permis de faire décoller le marché du câble plus rapidement qu'en France et, simultanément, de construire plus de réseaux.

Dès le 15 juin 1984, un accord de principe intervenait entre la Bundespost et les installateurs pri-



vés d'antennes individuelles ou collectives. Il fut décidé que la Bundespost conserverait le monopole jusqu'au point de raccordement séparant la voie publique de la voie privée : le plus souvent, une prise installée dans la cave d'une maison ou d'un immeuble pour des raisons de commodité. À partir de ce point de raccordement (*Übergabepunkt*), le libre marché de la concurrence se chargerait ensuite de l'installation du réseau de distribution interne jusqu'à la prise dans les foyers.

Alors qu'une ou deux familles (46 % des logements sont des maisons individuelles en RFA) n'ont pas de difficulté particulière pour décider de se raccorder au câble, et d'en supporter les frais d'installation (2), il en va autrement dans les immeubles collectifs où les intérêts des propriétaires et des locataires sont souvent contradictoires. La création en septembre 1986, à Bonn, de la TKS (*Telepost-kabelservicegesellschaft*), dans laquelle la Bundespost détient 34 % du capital,

a permis de lever la plupart des freins au développement du câblage dans les immeubles en proposant un « service de raccordement clé en main », comme pour le téléphone, par l'intermédiaire de vingt-cinq sociétés régionales (RKS).

L'avantage de se retrouver en face d'un interlocuteur unique proposant un service unique et susceptible de jouer les interfaces avec les locataires est double : pour le propriétaire, puisqu'il peut se décharger de ses obligations d'opérateur s'il le désire, et pour la Bundespost, qui assure ainsi le recouvrement de ses factures. Le but des RKS n'est pas, toutefois, d'occuper des marchés qui font l'objet d'une exploitation réussie mais plutôt de commercialiser le câble dans les régions non exploitées ou insuffisamment exploitées par les sociétés privées. Afin de permettre une meilleure coopération entre les exploitants commerciaux et la Bundespost, les zones d'exploitation des RKS doivent obligatoirement correspondre

aux zones de circonscription des agences de télécommunications (*Fernmeldebereiche*).

Incontestablement, l'ouverture du marché aux sociétés d'exploitation a été un élément décisif pour accroître le taux de pénétration du câble outre-Rhin (voir graphique). Cette progression se poursuit à un niveau record : fin mars 1991, le câble-opérateur public Telekom annonçait 400 000 abonnés de plus par rapport au début de l'année, portant le total à 8,5 millions de foyers.

Les autorités allemandes se sont fixé comme objectif d'atteindre un taux de couverture de 80 % des foyers allemands d'ici à 1993-1995, soit environ 60 % à 65 % de l'ensemble du territoire de l'ancienne RFA. Parmi les 20 % restants, il n'y aura que quelques exceptions d'îlots câblés, puisque les investissements nécessaires sont jugés trop importants par rapport à la faible densité de la population.

Dans les cinq nouveaux Länder (l'ex-RDA), les prévisions sont également des plus ambitieuses : 500 000 foyers sur un total de 7 millions recensés seront câblés d'ici à la fin de l'année, et ce chiffre devrait atteindre 1,3 million de plus d'ici à 1993. En attendant, ce sont les opérateurs d'antennes collectives qui ont enregistré la plus forte croissance à l'Est, comme en atteste déjà l'accumulation de paraboles, souvent par grappes de cinq ou six, collées comme des ventouses sur la plupart des édifices. Même si ce succès de la réception directe par satellite n'est pas incompatible avec le développement du câble, les experts s'accordent pour y voir, à terme, une concurrence accrue entre les deux moyens de réception.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

(1) ARD est une communauté de neuf organismes régionaux de radio et de télévision, structurés dans le cadre des Länder, qui diffusent ensemble la première chaîne de télévision. ZDF est un organisme commun à tous les Länder.

(2) L'abonnement au câble coûte actuellement 675 DM (soit 2 300 F) de raccordement pour une maison individuelle plus une cotisation mensuelle de 12,90 DM (44 F).

La peau de chagrin des canaux locaux

Sur les cent quarante réseaux autorisés seize, seulement, sont en exploitation

« L'programmation locale sur le câble n'a pas connu en France le développement escompté » : en ouverture du dossier que se fait de mai (1) consacré aux canaux locaux, le CSA fait montre d'un sens certain de l'euphémisme. Car les grands discours sur le câble comme instrument d'expression locale, qui ont nourri la rhétorique du plan câble et les promesses des opérateurs auxieux de séduire les municipalités, ont fait long feu. Sur les cent quarante réseaux autorisés en France, seuls seize canaux locaux sont en exploitation, dont quatre seulement ont une audience potentielle supérieure à 10 000 foyers (Paris-Première, Canal 9 dans le Nord, Canal 40 à Nice, et Images Plus à Epinal).

Le CSA a même du renoncer à faire appliquer ses autorisations, qui stipulent que chaque réseau doit présenter dans un délai d'un an un mémoire sur la programmation locale : soixante-dix-neuf réseaux ont dépassé le délai fixé... Le Conseil préfère maintenant élaborer un dispositif reposant sur des critères objectifs de développement du réseau.

Le verdict financier est vite tombé comme un couperet sur les pionniers des canaux locaux. Cergy, Mantes ou Grenoble, qui attendent des jours meilleurs pour envisager un redémarrage. En fait, constate le CSA, les canaux locaux n'existent que là où s'est manifestée une volonté forte des municipalités, car « on observe, de la part des trois principaux câble-opérateurs, une tendance à se désengager des expériences de télévision de proximité ».

À cela, une raison simple relevée par le CSA : « Aucun rapport de causalité n'est décelable entre le taux de pénétration et l'existence d'un canal local. » C'est assez, en bonne logique commerciale, pour en sceller le destin : Téléservice n'a que quatre canaux locaux sur ses quarante réseaux (2), Communication Développement quatre également sur trente-sept (3).

Là où la volonté politique a surmonté les obstacles économiques, plusieurs stratégies ont été poursuivies, qui dépendent évidemment des budgets disponibles, de 2,5 à 35 millions de francs par an. Paris-Première et Canal 9 se présentent par exemple comme des chaînes

régionales, avec des décrochages pour l'information très locale. À l'initiative de TV 10 Angers, les canaux locaux confrontés à la difficulté d'alimenter leur antenne après la disparition du « programme-maître » Bravo ont constitué une sorte de centrale d'achat, 10-Patch. Car, à l'exception des programmes locaux intégralement dédiés à l'information, et alors limités à quelques minutes quotidiennes, tous ont besoin d'acheter des programmes pour offrir un produit complet.

Espoirs déçus

Parmi les espoirs déçus des chantiers du canal local figurent sans doute les synergies avec les autres acteurs de la communication. Certes, là où existe, comme à Lyon ou à Toulouse, une chaîne hertzienne locale, elle est reprise sur le câble (d'autant mieux qu'il s'agit du même opérateur, Téléservice). Mais les accords avec la presse locale se sont révélés généralement limités, et la concurrence des décrochages locaux de chaînes hertziennes nationales comme M 6 ou FR 3 ne peut que s'accroître. Plutôt que la confrontation, la plupart des réseaux recherchent donc des accords avec ces pourvoyeurs d'information.

Quant aux émissions d'expression directe prévues à l'intention des associations, elles n'ont « pas toujours rencontré un grand écho », note le CSA, qui précise que les seules émissions de ce type diffusées avec une certaine continuité sont de nature confessionnelle, avec des magazines produits par les diocèses locaux.

Ce constat d'ensemble pessimiste n'est heureusement pas définitif. Mais la résurgence des programmes locaux ne viendra sans doute que lorsque leur assise économique élargie pourra relayer le volontarisme des élus.

M. C. I.

(1) La lettre du CSA, n° 20, Tour Mirabeau, 39-43, quai André-Citroën, 75015 Paris.
(2) Téléservice à Montpellier, Télésonne à Masy, CMA Télévision à Villeurbanne, Canal 40 à Nice.
(3) TV 10 Angers, Canal Marseille, Canal Avignon, TV Rennes.

**Inventer la TV de demain
et découvrir chaque jour
Rennes en images,
c'est ça,
vivre en intelligence.**

Écoutez les 3 500 chercheurs de Rennes. Quand ils vous parlent du câble, ils vous parlent accès conditionnel, vistopass, D2MAC Paquet, TV haute définition, autant de techniques développées à Rennes et présentées à MEDIA-VILLE 91. Maintenant, écoutez les Rennais. Quand ils vous parlent du câble, ils vous parlent programmes à

options, chaînes cinéma, informations internationales et locales, programmes éducatifs. La réussite de Rennes n'est-elle pas là ? Précisément dans le fait que chacun peut aujourd'hui parler de la télévision qui sera celle de tous les français, avec passion, chacun à sa façon. C'est ça, vivre en intelligence.

RENNES
VIVRE EN INTELLIGENCE



سك ان الفضل

La peau de chag
des canaux loca

Le cinquième taureau ailé

Pour compléter ses collections assyriennes, le Louvre fait venir des Etats-Unis un moulage de dix-huit tonnes

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Le Musée du Louvre possède quatre taureaux ailés assyriens provenant du palais du roi Sargon II à Khorabad : trois vrais et un faux, un moulage. Dans deux ans, quand s'ouvrira la nouvelle présentation de ce département, dans une cour sous verrière aménagée à cet effet, le Musée en aura cinq : trois vrais et deux faux, deux moulages. Pour cet enrichissement, il aura fallu plusieurs voyages à Chicago, des recherches techniques élaborées et le mécénat du groupe Lafarge-Coppée, auquel rien de ce qui emploie du plâtre ou du ciment n'est étranger.

Pourquoi à Chicago ? Parce que l'Oriental Institute de Chicago se flatte de posséder un taureau ailé assyrien d'une espèce toute particulière. Non qu'il soit plus haut ou plus lourd que les sept autres connus (en dehors des « parisiens », deux autres qui sont à Londres et deux à Bagdad). Ils ont tous plus de quatre mètres de haut, autant de long et pèsent plus d'une dizaine de tonnes. Ils ont tous aussi une tête humaine large-

ment barbe et coiffée d'un bonnet conique terminé par des palmiettes, une grande aile déployée sur le flanc et l'échine et une longue queue joliment tressée en nois à la tête tournée vers la droite, vue de face alors que son corps est de profil. Cette singularité considérable justifie qu'on le moule et place la copie, dix-huit tonnes d'albâtre gypseux, au voisinage des quatre autres taureaux à la tête droite.

Ceux-ci furent extraits de ce que l'on nommait alors « le monticule de Khorabad » au cours de deux campagnes de fouilles. La première est menée en 1843 par le conservateur au Louvre, « M. Botta ne pouvant se procurer un nombre suffisant de buffles de trait, eut recours aux bras des Nestoriens et les efforts réunis de deux cents hommes suffirent à peine pour traîner certains blocs ». Grâce donc aux muscles des « Nestoriens », quelques inscriptions chétiens sans doute, malgré la boue des chemins et la pesanteur des véhicules, les œuvres gagnent Mossoul où elles embarquent sur des radeaux quand on eut creusé un plan incliné dans la berge du Tigre pour les faire glisser jusqu'à l'eau, ni plus ni moins. Elles descendent le fleuve jusqu'à Bagdad, séjournent un an dans le consulat de

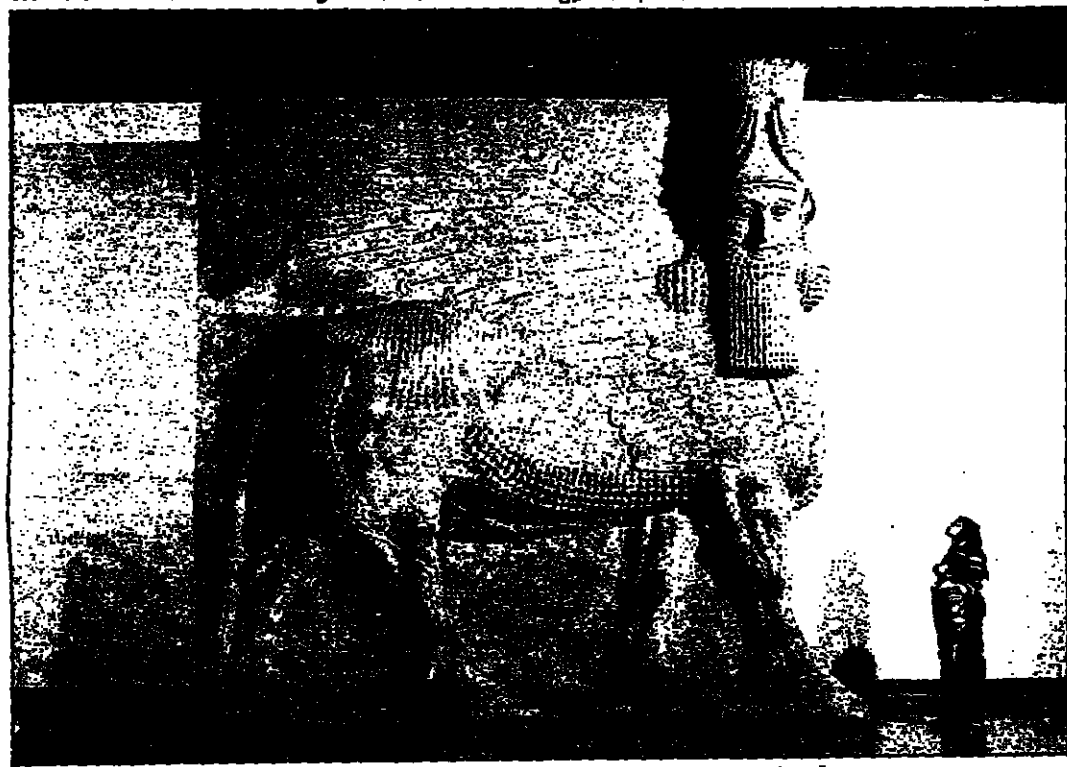
France « car les nécessités du service ne permirent pas plus tôt l'envoi d'un bâtiment de l'Etat » - dit Longperier, - reprennent le Tigre jusqu'à Bassora et sont chargées sur une gabarre française. Après sept derniers mois de navigation par le cap de Bonne-Espérance, les deux taureaux atteignent Le Havre, puis Paris par chaland en février 1847. Ils étaient intacts malgré leurs aventures.

Les deux autres, que trouva l'archéologue Place en 1852, furent moins fortunés : par accident, ils tombèrent dans l'eau au cours de leur descente de Mossoul à Bagdad. On sauva l'un, point trop abîmé, et de l'autre, dont le gypse a fondu dans le fleuve - car les taureaux assyriens sont solubles dans le Tigre, - le Louvre fit pieusement exécuter une copie en 1857, en mémoire du *Lamasou* noyé. En dépit de leurs travaux répétés à Khorabad, les savants français n'en ramènèrent plus aucun autre. Pire malheur : le seul taureau à la tête tournée devant la propriété de l'Université de Chicago au cours d'une campagne menée par ses assyriologues entre 1928 et 1935. On dit que leurs

Michel Bourbon a procédé en public au démontage, détachant peu à peu l'empreinte de l'original par infiltration d'air comprimé. Transportés en France, les moulages permettront le tirage de la copie, munie par sécurité d'une charpente d'acier. C'est à ce point de l'opération qu'interviennent les laboratoires du groupe Lafarge-Coppée, mécène et principal artisan de l'entreprise. Il leur faut mettre au point un matériau qui reproduise l'albâtre gypseux d'origine, grisâtre, rugueux et d'autant plus malcommode à imiter que peu homogène : des cristaux plus clairs parsemés la surface de la sculpture, grains blancs qu'il faudra suggérer aussi exactement que possible.

Cet exercice de faux-semblant réussi, le moulage moderne, scientifiquement calculé et produit, sera placé dans une salle dénommée pour l'occasion « *Lamasou* dans la ville ». Les secourus énergiquement, pour donner enfin à chaque participant le sentiment d'avoir pu ou prou progressé. Mais un colloque peut aussi rester une collection de soliloques, grandes éventuelles, mais solitaires si les différents ingrédients viennent d'un trop long temps restés étrangers ou trop longtemps reliés par le seul langage des signes.

PHILIPPE DAGEN



Le « lamasou » de Chicago : un taureau ailé dont la tête tournée fait la singularité. D.R.

ment barbe et coiffée d'un bonnet conique terminé par des palmiettes, une grande aile déployée sur le flanc et l'échine et une longue queue joliment tressée en nois à la tête tournée vers la droite, vue de face alors que son corps est de profil. Cette singularité considérable justifie qu'on le moule et place la copie, dix-huit tonnes d'albâtre gypseux, au voisinage des quatre autres taureaux à la tête droite.

Ceux-ci furent extraits de ce que l'on nommait alors « le monticule de Khorabad » au cours de deux campagnes de fouilles. La première est menée en 1843 par le

conservateur au Louvre, « M. Botta ne pouvant se procurer un nombre suffisant de buffles de trait, eut recours aux bras des Nestoriens et les efforts réunis de deux cents hommes suffirent à peine pour traîner certains blocs ». Grâce donc aux muscles des « Nestoriens », quelques inscriptions chétiens sans doute, malgré la boue des chemins et la pesanteur des véhicules, les œuvres gagnent Mossoul où elles embarquent sur des radeaux quand on eut creusé un plan incliné dans la berge du Tigre pour les faire glisser jusqu'à l'eau, ni plus ni moins. Elles descendent le fleuve jusqu'à Bagdad, séjournent un an dans le consulat de

collègues français se réjouirent assez peu de leur découverte. C'est donc pour compenser ce petit déséquilibre et pallier l'absence de taureau à tête tournée que le Louvre a sollicité de l'Oriental Institute le droit de mouler son chef-d'œuvre. Il a fallu pour cela prendre l'empreinte de la sculpture, un travail d'un mois accompli en avril dernier sous l'autorité de Michel Bourbon, auparavant auteur des copies des chevaux de Marly et spécialiste de ces travaux difficiles. Cette empreinte, en raison des dimensions du modèle, a été divisée en neuf morceaux, chacun renforcé naturellement d'une charge de plâtre. Au début du mois de mai,

Chicago, l'art d'emballer la ville

Un colloque franco-américain s'est tenu sur les rives du lac Michigan. L'occasion de faire le point sur les tendances de l'architecture outre-Atlantique

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Drôle de colloque ! En principe, un colloque a pour ambition de réunir et de confronter une série de points de vue sur un sujet donné. Ici, « l'art contemporain dans la ville », de la secourus énergiquement, pour donner enfin à chaque participant le sentiment d'avoir pu ou prou progressé. Mais un colloque peut aussi rester une collection de soliloques, grandes éventuelles, mais solitaires si les différents ingrédients viennent d'un trop long temps restés étrangers ou trop longtemps reliés par le seul langage des signes.

Le colloque, organisé par l'Association française d'action artistique (AFAA), était franco-américain. M. Thierry de Beaucourt, encore secrétaire d'Etat aux relations internationales, était fait pour représenter par M. Romeric Sulger-Buel, son chef de cabinet. Les Américains, quant à eux, avaient prêté une salle du State of Illinois Center, à Chicago, œuvre de l'architecte Helmut Jahn qui a donné l'illusion d'être révolutionnaire lors de sa construction, il y a dix ans, et qui a vieilli comme un gâteau d'anniversaire soufflé (pistache et framboise) s'effondrant au matin. Anciennement high tech, ce volumineux édifice qui devait refléter l'ambition d'un retour à l'urbain dans le berceau de l'architecture moderne, le Chicago de Jerney, Sullivan et Mies Van der Rohe, convenait étonnamment au colloque, avec son allure involontaire de monument pop-art. Mais une telle osmose, rigolote, entre l'art et la ville pouvait-elle trouver son répondant chez les participants, artistes plus ou moins préoccupés par la culture de la culture architecturale ou urbaine, architectes en sous-effectif, le tout solidement encadré d'une pléiade de fonctionnaires attentifs au devenir de l'art ?

Au fond, seul Christo, avec sa sale habitude d'emballer tout ce qui lui tombe sous la main, aura résolu la question de l'art dans la ville, tout bonnement en l'envoyant à la ville dans l'art. Peut-être aussi Raynaud, autre participant, qui habille à sa façon - principalement blanche et carrelée - les productions de la civilisation urbaine. Ce dernier a d'ailleurs pris langue avec les habitants de Chicago. Le Musée d'art contemporain, après le Meszli Collection de Houston, et avant Montréal, a consacré ses salles à une large rétrospective de l'artiste français. Les *tristes* du même musée, qui ont décidé de faire construire un nouveau bâtiment, ont également fait un certain effet en incluant, dans les six architectes consultés, un Français (Portzamparc), un Allemand (Kleiheuer), deux Japonais (Ando et Maki) et seulement deux Américains. Jugement sous quinzaine, nous dit-on.

Prochaines représentations : les 28, 29, 31 mai et 2 juin, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40

responsables de l'Art Institute. Ce dernier et le Museum of Contemporary Arts n'ont, il est vrai, jamais fait bon ménage. Ce n'est pas une question de choix artistiques. Le Contemporary aurait été créé par un groupe de personnalités, juives notamment, exclues du cercle des donateurs de l'institut. Mais cela influe sur les choix esthétiques. M. John Zulawski, directeur du département d'architecture de l'Art Institute, qui s'est donné le rôle de l'incontournable parrain pour toute construction passée, présente ou à venir, voire pour toute publication portant sur Chicago, n'a donc pas de mots assez durs à l'égard de la sélection du musée « rival ». Est-ce raisonnable ? Les extensions successives du vénérable bâtiment qu'il occupe n'ont pas été de franches réussites, jusqu'à la dernière, due à Thomas Beeby et terminée en 1988, dont le caractère délibérément classique, dans la foulée de l'édifice original, ferait grimper au plafond les contempteurs européens du postmodernisme, et au contraire se pâmer d'aise le prince Charles et sa suite.

Anciens et modernes

Philip Johnson, l'auteur de l'ATT Building à New York, célèbre pour son couronnement Chipendale, a laissé ici un vraciel presque aussi soufflant, brique de la base et Tudor de la tête. Le résultat est plutôt heureux. Moyennant quoi Ricardo Bofill, qui, décidément, est fait pour travailler là-bas, innove en répétant sur toute la hauteur d'un autre gratte-ciel le même motif néo-classique. Helmut Jahn fait une stimulante concurrence à Skidmore Owings and Merrill, tandis que les deux firmes de Chicago se voient tailler de sévères croupières par l'agence new-yorkaise Kohn Pedersen et Fox, spécialisée dans l'opate. A vrai dire, il n'y a plus grand chose à retenir de cette dernière et abondante livraison d'architecture « chicagoise ». Pas grand-chose, sinon une extraordinaire et pas toujours sympathique arrogance, caractéristique nécessaire parfois à l'architecture, mais jamais suffisante.

Tour à vendre

Chicago distille aisément ces galipettes stylistiques, le même qu'on ne le croit, les œuvres d'art de toutes tailles, formes ou couleurs. Comme dans toute l'Amérique, l'architecture des dix-neuvième et vingtième siècles à Chicago n'aura cessé d'exploiter les formules les plus diverses, sauf durant quelques brèves périodes. Ainsi, au moment même où se développe ce qu'on appellera plus tard l'école de Chicago, un type d'immeubles commerciaux plus ou moins sincère dans l'aveu de ses structures, les édifices publics fleurissent sous la forme de colossaux hommages au style Beaux-Arts, originaire de Paris.

Le jeu a repris, pour s'éteindre à nouveau avec la récession. Depuis plus d'un an, pas un nouveau chantier de quelque importance n'a été ouvert, mis à part les projets trop avancés pour être arrêtés. Restent les trous. Face au Marquette Building, l'un des chefs-d'œuvre de l'école de Chicago, deux édifices assez notables pour bénéficier d'une protection qui leur a pourtant manqué, ont été rasés il y a deux ans. L'emplacement sert de parking. Dans quelques années, peut-être, une tour viendra combler cette dent manquant du Loop, ce quartier au cœur de la ville qui cumule des fonctions de centre des affaires et de centre historique. A quelques blocs de là, la Sears Tower, la plus haute tour du monde avec ses 500 mètres et ses 110 étages, est à vendre... et ne trouve pas preneur. Il y en aurait comme ça des dizaines, de ces édifices, anciens ou flamboyants neufs, qui restent vides en attendant des jours meilleurs.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Le grand bazar

Chicago a sa foire d'art contemporain. Cette année, elle fête son douzième anniversaire

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Deux étages de stands très serrés et trop petits dans un entrepôt blanchi au rinçol baignant dans les effluves de vinaigrette échappés du self-service : la « Chicago International Art Exposition », douzième édition et la première de l'après-boom de l'art contemporain, a peu le soudu du décor. Les galeries qui s'y rassemblent ne soignent guère plus leur apparence. Sur leurs panneaux blancs, elles accrochent le plus grand nombre possible de tableaux, dessins, photographies ou lithos et déposent sur le linoléum du sol sculptures et assemblages. Nulle ambition d'élégance, encore moins de logique : quantité et variété comptent seules, qui dégènerent en surabondance et en caparotisme. Autrement dit, à Chicago, il faut qu'il y en ait pour tous les goûts et tous les budgets.

Aussi serait-il assez vain de prétendre déceler quelque tendance ou quelque mode naissante que ce soit. L'humeur, on le sait, est à l'économie et à la baisse des prix depuis l'automne dernier, depuis le net ralentissement des ventes aux enchères à New-York et la paralysie du marché durant la guerre du Golfe. Prudence

donc : les galeries américaines, qui fournissent les deux tiers de la centaine et demie d'exposants, ne présentent que des artistes archi-connus et leurs épigones, imitateurs de Rauschenberg, de Warhol et de Mapplethorpe, conceptuels extrêmement propres et diaphanes, avec ce qu'il faut de Picasso et Matisse pour grande collectionneurs classiques.

Les rares Européens, où Britanniques et Espagnols dominent, ne se montrent pas plus aventureux. De Londres viennent des marchands à demi-galéristes à demi-antiquaires, riches en dessins de Giacometti et de Kirchner. De Madrid, Barcelone et Séville des exportateurs spécialisés dans le croûteux post-Tapiés et le bricolage néo-Picabia, également convenus et anodins. Peu de galeries françaises dans ce désordre. Ghislaine Hussenot s'emploie à diffuser le pathétique raffiné de Christian Boltanski et Chantal Crousel le fantastique décoratif d'Annette Messager. Seul coup d'éclat : la dizaine de grandes toiles de Soulagues présentées par la galerie Jade, sise à Colmar, Alsace. Son stand détonnait au milieu du désordre médiocre de la foire et constituait un peu de voir l'art contemporain réduit au degré zéro de la marchandise.

Ph. D.

MUSIQUES

« L'Enlèvement » enlevé par Gardiner

De la turquerie de Mozart on pouvait tout attendre sauf l'ennui

L'ENLEVEMENT AU SÉRAIL
au Châtelet

L'Enlèvement au Sérail est un singulier destiné à faire rire aux éclats, l'acte d'indépendance d'un artiste de vingt-cinq ans ayant rompu le joug salzbourgeois et découvert l'amour avec éblouissement, le plaidoyer d'un insolent pour la tolérance interraciale (défendue par un pacha), la preuve historique d'un solide intérêt préromantique pour l'Orient, l'acte militant d'un anglophile viscéral, un pamphlet tendre où l'on jubile et l'on pleure alternativement. Malheureusement, l'Enlèvement qu'a brité le Châtelet depuis le 23 mai n'est pas, pour l'œil au moins, cette œuvre-là.

Quelques incontestables talents ont été réunis autour de Luis Pasquini, metteur en scène catalan fraîchement élu de l'épave du Balcon de Genet à l'Odéon. Carlo Tommasi est le décorateur d'Alpy et de la Dame de pique, Franca Squarciapino, la costumière « escarabée » et « césariée » pour le *Cyano de Rappeneau*, si estimable, accessoi-

rement, pour le Don Giovanni de Strahler à la Scala. Le fruit de leur collaboration est un *Enlèvement* dont les décors (fort beaux dans leurs éclairages de cartes postales), dont les héros (très présentables dans leurs habits passe-partout) n'existent pas, n'évoquent rien, laissent indifférent.

Rien qui permette de deviner que Constance est une riche captive espagnole - d'où sa violence, sa passion, son éternel vague à l'âme. Rien pour signifier que Blondie, sa candide, est anglaise et symbolise, à ce titre, la liberté de pensée démocratique. Rien qui fasse du clément Sélim l'ancêtre en despotisme éclairé de l'empereur Titus. Rien qui montre en Belmonte l'homme roussé et sensible. Rien qui laisse entrevoir derrière les bouffonneries de l'adjudant Osmin de vraies bouffées de sadisme. A croire que Mozart, en s'emparant d'un sujet qui traite des supériorités du fils sur le père et de l'Arabe sur l'Occidental, n'avait rien derrière la tête.

Comme pour tous les opéras de Mozart qu'il met au point, année après année, au Châtelet avant de

les enregistrer pour Philips, John Eliot Gardiner a mobilisé son orchestre des Solistes baroques anglais, le Chœur Monteverdi et une poignée de jeunes solistes (1) dont le timbre et la technique vocale peuvent encore se marier docilement à la verdeur et à la netteté des sonorités orchestrales. En remplaçant à l'occasion le piccolo par un flûte strident, en reconstituant, avec force timbales et clochettes, les musiques des janissaires, en exhaussant les instruments dans la fosse afin qu'ils participent à la fête. Gardiner avait dans l'esprit, évidemment, un *Enlèvement* pimpant, pittoresque, souriant, déjà insolite au dix-huitième siècle. On en jugera mieux au disque, finalement.

ANNE REY

(1) Luba Orpova (Constance), Cynthia Sieden (Blondie), Stanford Olsen (Belmonte), Uwe Peper (Pedrillo), Cornelius Hauptmann (Osmin) et Hans Peter Minetti (dans le rôle parlé du pacha Sélim).

Prochaines représentations : les 28, 29, 31 mai et 2 juin, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40

SPECTACLES

SAMEDI 25 - DIMANCHE 26 MAI

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Séminaire international de la critique : Die Mystère Lebensinsel (1990, v.o. s.t.f.), de David Ruhn ; Young Soul Rebels (1990, v.o. s.t.f.), d'Isaac Julien, 15 h ; Carné (1990, de Gaspar Noé ; la Vie des morts (1990), d'Arnaud Desplechin, 17 h ; Petit Drame dans la vie d'une femme (1990, v.o. s.t.f.), d'André Pelletier ; Laïf (1990, v.o. s.t.f.), de Pierre Yamago, 18 h ; L'urinal à domicile (1989), de Claude Philpott ; Robert's Movie (1990, v.o. s.t.f.), de Canan Gerede, 21 h ; Liquid Dreams (1991, v.o. s.t.f.), de Mark Menos, 23 h.

DIMANCHE

Séminaire international de la critique : Une Histoire du temps passé (1990, v.o. s.t.f.), de Kristian Petri ; Les Diables (1990, v.o. s.t.f.), de Dorota Kedzierzawska, 17 h ; Une symphonie du Havre (1991, v.o. s.t.f.), de Barbara Doran ; Trumpet Number 7 (1990, v.o. s.t.f.), d'Adrian Velicescu, 19 h ; A Nice Arrangement (1991, v.o. s.t.f.), de Nandran Chandra, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Perspectives du cinéma français : Anton Webern (1991), de Thierry Knauff ; Le Cri du coq (1991), d'Alain Guesnier, 18 h ; Perspectives du cinéma français : L'apprenti sorcier (1991), de Jean-Louis Comtet ; Faux Frères (1991), de Vincent Martorelli, 20 h.

DIMANCHE

Perspectives du cinéma français : Cauchemar blanc (1991), de Mathieu Kassovitz ; Les Enfants des néons (1990), de Brahms Tschi, 18 h ; Perspectives du cinéma français : Jalousie (1991), de Kathleen Fontmayr, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : Roustam et Soukhrab (1972, v.o. s.t.f.), de Bani Khatamov, 14 h 30 ; Terminus (1989, v.o. s.t.f.), de Senk Aprymov, 17 h 30 ; Sans peur (1971, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamraev, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Sauvage (1982, v.o. s.t.f.), de Kamara Kamalova, 14 h 30 ; L'Aigle (1988, v.o. s.t.f.), de Rachid Nougmamov, 17 h 30 ; Le Septième Sala (v.f.), d'Ali Khamraev, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

SAMEDI

La Quinzaine des réalisateurs à la Vidéotheque : Salle 100 : Paris Trout (1990), de Stephen Gyllenhaal, 14 h 30 ; Le Cabinet du Dr Ramirez (1990), de Peter Sellers, 16 h 30 ; La Côte d'Adam (1990), de V. Krichotovich, 18 h 30 ; Perdu en Sibirie (1990), d'Alexandra Mitta, 20 h 30 ; Salle 300 : Riff-Raff (1990), de Ken Loach, 14 h 30 ; Poussière de diamant (1990), de Mahmoud ben Mahmoud et Fadiel Jaibi, 16 h 30 ; The Indian Runner (1990), de Sean Penn, 18 h 30 ; Annabelle paraguay (1990), de Francesca Comencini, 20 h 30.

DIMANCHE

La Quinzaine des réalisateurs à la Vidéotheque : Salle 100 : Chaleur éternelle (1990), de Giovanna Gagliardo, 14 h 30 ; Danzon (1990), de Maria Novaro, 18 h 30 ; Le Monteur d'ombres (1990), de L. Xanthopoulos, 18 h 30 ; Le Caire, raconté par Hossain Chahine (1990), de Youssef Chahine, 18 h 30 ; Prof (1990), de Jocelyn Moorhouse, 20 h 30 ; Salle 300 : Perdu en Sibirie (1990), d'Alexandra Mitta, 14 h 30 ; Et pourtant... (1990), de Zoltan Kozel-Kovacs, 16 h 30 ; Toto le héros (1990), de Jaco van Dormael, 18 h 30 ; The Adjuster (1990), d'Atom Egoyan, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

AKIRA (Jap., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-30-40).

ALICE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Action Écoles, 5 (43-25-72-07) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-30-40).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A. v.f.) : George V, 6 (45-82-41-46).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-28-19-58) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Miramar, 14 (43-20-32-20).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) : George V, 6 (45-82-41-46) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (fran-

nien, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-85).

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD

(A. v.o.) : George V, 6 (45-82-41-46).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) :

George V, 6 (45-82-41-46) ; Studio

28, 18 (48-06-36-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Mat-

ignon), 6 (43-59-31-97) ; Grand Pavois,

15 (45-84-46-85).

CLASSACON (A. v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

George V, 6 (45-82-41-46) ; v.f. : Les

Montparnasse, 14 (43-27-52-93).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Breitagne, 6 (42-22-67-97) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Rex (le

Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les

Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon

Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Favette,

13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention,

15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler,

18 (45-22-46-01).

DARKSIDE (*) (A. v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC

Odéon, 6 (42-28-10-30) ; UGC Nor-

mande, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2

(42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12

(43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ;

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton,

Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ;

Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; 14

Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Les

Nations, 12 (43-43-01-59) ; Escorial,

13 (47-07-28-04) ; Gaumont Aléa,

14 (43-27-84-50) ; Pathé Montpar-

nasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01).

HOT SPOT (*) (A. v.o.) : Épée de

Bois, 5 (43-37-57-47).

HOUSE PARTY (A. v.o.) : Images

d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; George V,

6 (45-82-41-46) ; v.f. : Paramount

Opéra, 9 (47-42-60-33).

IN BED WITH MADONNA (A. v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Pathé Hautes-Seines, 6 (48-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-31-97) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;

Pathé Impérial, 12 (47-07-55-88) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ;

Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le

Gambetta, 20 (46-36-10-86).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

L'ÊTRE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

Pathé Impérial, 12 (47-07-55-88) ;

Saint-André-des-Arts, 11 (43-26-80-25) ;

George V, 6 (45-82-41-46) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Épée de

Bois, 5 (43-37-57-47).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) :

Cinoches, 6 (46-33-10-82) ;

Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

BIX, Film italien de Pupi Avati,

v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;

UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ;

UGC Biarritz, 6 (45-82-30-40) ;

Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ;

Le

Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LES DEUX SIÈRES, Film américain

de Richard Benjamin, v.o. : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

Pathé Hautes-Seines, 6 (48-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-31-97) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

Favette, 13 (47-07-55-88) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Le

Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 6 (43-59-19-08) ;

Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A. v.o.) : Forum Hor-

izon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6

(42-25-10-30) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-31-97) ;

Pathé Biarritz, 6 (45-82-30-40) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

nasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler

18, 18 (45-22-46-01).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Elysées

Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; Grand

Pavois, 15 (45-84-46-85) ; v.f. : Bre-

tagne, 6 (42-22-67-97).

PUMMARO (It. v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Utopia, 6 (43-26-84-85).

LA REINE BLANCHE (Fr.) : Gaumont

Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont

Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautes-

Seines, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont

Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; George

V, 6 (45-82-41-46) ; Saint-Lazare-Pas-

quier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Lyon

Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Favette,

13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse,

14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aléa,

14 (43-27-84-50) ; Pathé Montpar-

nasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC

Mallory, 17 (40-58-00-18) ; Pathé Clichy,

18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta,

20 (46-36-10-86).

صكنا من الاعمال

ÉCONOMIE

BILLET

Croissance zéro

L'économie française stagne. Les comptes nationaux qui viennent d'être publiés par l'INSEE montrent qu'au premier trimestre la production nationale a été complètement stable (nos dernières éditions du 25 mai). Ce mauvais résultat survient après un recul de l'activité économique d'ensemble fin 1990. Ainsi, depuis six mois, le pays connaît-il une phase de croissance zéro.

Les causes du marasme actuel sont bien connues : la récession que traverse l'économie nord-américaine a eu des conséquences beaucoup plus importantes qu'on ne l'imaginait sur le commerce mondial. L'Europe a montré qu'elle continuait d'être très sensible à la santé des États-Unis et aussi aux variations du dollar. Que dans ces conditions la plupart des pays aient vu leur croissance économique se ralentir beaucoup n'est pas surprenant.

Encore le formidable boom qu'a connu et que connaît encore l'Allemagne a-t-il limité les dégâts. Comme vient de le dire M. Raymond Lévy, les achats allemands ont bien arrangé les affaires de Renault.

On peut penser que le creux de la vague est maintenant dépassé en France et dans le monde. Des économistes de plus en plus nombreux estiment, notamment, que la reprise ne devrait plus tarder aux États-Unis. Même si les choses se passent bien ainsi, les dividendes tarderont à se faire sentir. En France, la croissance économique sera cette année sensiblement inférieure à 2 %, chiffre retenu par le gouvernement il y a deux mois seulement et qui postulait une forte reprise à partir de juin. Nous n'en sommes pas là même si le secteur automobile montre quelques signes d'amélioration.

Le chômage risque de continuer à augmenter, les investissements de stagnation, les déficits publics et privés de s'accumuler. Le gouvernement se trouve donc confronté à un difficile problème. Faut-il à tout prix resserrer les comptes de l'État et de la Sécurité sociale ? La politique économique actuellement menée n'est certes pas celle de l'austérité. Mais couper davantage dans les dépenses publiques, relever taxes, impôts ou cotisations serait-il la bonne manière ?

Les marges de manœuvre sont extrêmement étroites. Le problème est de savoir si nous arrivons de vivre la phase basse d'un cycle conjoncturel classique ou bien si des données plus fondamentales (démographiques, techniques, sociologiques) modifient en profondeur le comportement des ménages, dont la demande reste un moteur essentiel de la croissance économique. L'inquiétude liée aux retraites n'invite-t-elle pas déjà beaucoup de Français à épargner davantage ? Si tel était le cas, bien des données économiques s'en trouveraient profondément modifiées. Dans l'immédiat et à plus long terme.

ALAIN VERNHOLLES

Les AGF et Banesto ont conclu leur accord

Au terme de sept mois de négociations, les présidents du groupe bancaire espagnol Banco Espanol de Credito (Banesto) et du groupe français d'assurances AGF ont signé, vendredi 24 mai à Madrid, un accord créant une société holding qui contrôlera la compagnie d'assurances espagnole Union y el Fenix (UEF), notamment de «partenariat» prévoit que 45 % des actions de cet holding seront détenues aux AGF - soit l'équivalent de 24 % de l'UEF - pour près de 1,5 milliard de francs, tandis que le groupe Banesto conservera 55 % du capital et gardera ainsi le contrôle majoritaire de l'UEF. L'UEF achètera 20 % du capital de la filiale espagnole d'AGF (AGF Seguros), qui continuera d'opérer indépendamment sur le marché espagnol.

Cet accord qui suppose l'investissement de 2,5 milliards de francs est le plus important investissement jamais réalisé à l'étranger par le groupe AGF.

Subordonnant sa décision à plusieurs conditions

La Commission de Bruxelles propose d'autoriser la publicité comparative dans la Communauté

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne vient de proposer aux Douze d'autoriser la publicité comparative : « Faite honnêtement, elle peut constituer un élément d'information appréciable pour le consommateur et stimuler la concurrence. En outre, alors que les moyens de communication transfrontalière se développent, il est nécessaire d'harmoniser la situation juridique entre les pays membres avant l'instauration de l'autorisation, tels le Royaume-Uni ou l'Espagne ; d'autres, comme l'Allemagne ou le Luxembourg l'interdisent. En France et en Belgique, un projet de loi prévoyant l'autorisation est en cours d'adoption. La publicité comparative qui identifie plus ou moins explicitement un concurrent

(ou un produit concurrent) doit être maniée avec une certaine réserve. La Commission subordonne donc son autorisation à plusieurs conditions : le message publicitaire devra comparer objectivement des caractéristiques essentielles du produit ou du service proposé (par exemple, pour une voiture, la consommation de carburant) et cette comparaison devra être vérifiable, donc porter sur des éléments matériels. Enfin, la publicité ne devra pas être trompeuse, ni engendrer la confusion (entre marques, entre producteurs) ni tirer parti de la notoriété d'un concurrent ou le dénigrer.

Les États devront veiller à l'existence de moyens de contrôle du message publicitaire, mais M. Van Miert souhaite que la profession s'entende sur une code de conduite qui déterminera les modalités pratiques de l'application de la directive.

Ph. L.

Les prix agricoles gelés pour un an

Suite de la première page

Les prix communautaires qui n'ont, il est vrai, qu'une incidence limitée sur les prix de marché, effectivement perçus par les producteurs, ont été gelés à leur niveau de l'an passé.

Les mesures de maîtrise de la production - le plus important - ont été conçues pour pénaliser le moins possible les exploitants, en jouant sur leurs différences de situation (notamment en raison de leur âge) et en leur offrant une possibilité de choix. C'est vrai, en particulier, pour le lait, dont les quotas devront être réduits de 2 %.

Mais grâce à la mise en œuvre par les pouvoirs publics d'un programme de rachat des quotas financé par le budget européen (dans les limites de 70 centimes par kilo), cette réduction n'aura pas, en principe, à être imposée à qui que ce soit. Selon M. Mermaz, le prix proposé sera suffisamment attractif pour qu'il ait plus de volontaires à la cession d'actif que nécessaire.

Maintien du «filet de sécurité»

Le programme de rachat à appliquer par les administrations nationales, avec financement communautaire, pourra aller jusqu'à 2,75 % de la production, donc au-delà des 2 % correspondant à la baisse de production recherchée, ce qui, en France, laissera une marge de manœuvre suffisante pour poursuivre l'effort de restructuration de la production déjà entreprise. «C'est une très bonne nouvelle pour les producteurs laitiers», a estimé M. Mermaz.

La taxe de coresponsabilité à

laquelle sont assujettis les producteurs de céréales passera de 3 à 5 %. Selon le ministre français, compte tenu des dispositions complexes du règlement européen, elle aurait atteint en tout état de cause 4,5 %, si bien que la pénalisation par rapport à la campagne précédente promet d'être modeste... et probablement compensée par une moisson prometteuse. Les agriculteurs qui s'engageront à soustraire de la production 15 % de leurs surfaces cultivables seront exemptés de la taxe.

En France, l'indemnité proposée par les pouvoirs publics pour inciter les agriculteurs à souscrire, d'avantage que dans le passé, à ce programme de gel des terres sera-t-elle suffisamment attractive ? M. Mermaz, expliquant qu'il s'agissait là d'une négociation à mener avec les finances, n'a donné aucune indication sur son montant. Il ressort de ses propos qu'il ne souhaite pas se montrer trop incitatif ; la jachère céréalière, qui représente actuellement en France 110 000 hectares (sur un sol de 9 millions d'hectares), sera portée, a-t-il estimé, à 600 000 ou 700 000 hectares.

Les pays producteurs ont obtenu le maintien du «filet de sécurité» qui garantit aux éleveurs la possibilité de vendre leur viande à l'intervention en cas de chute durable et sensible des cours, mais à un niveau légèrement plus bas que dans le passé. Les conditions des achats publics seront harmonisées dans la Communauté, afin d'éviter que les prix trop attractifs offrent l'incitation des éleveurs à produire pour l'intervention, donc au-delà des besoins du marché.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Après le vote positif du Congrès

M. Bush obtient la liberté de négocier un accord de libre-échange avec le Mexique

Le président des États-Unis, M. George Bush, a annoncé, le 24 mai, à son homologue mexicain, M. Carlos Salinas, que le Congrès avait accepté la procédure dite de «fast track», qui permettra à l'administration américaine de négocier sans entrave un accord de libre-échange avec le Mexique. La veille, la Chambre des représentants avait déjà renouvelé son feu vert pour la négociation accélérée de ce traité commercial. La procédure dite de «fast track» limite à nouveau pour deux ans les droits du Congrès à un vote sans amendement.

Cette autorisation est une importante victoire pour M. Bush, qui - outre les négociations de l'Uruguay Round - a fait de la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Mexique une de ses priorités. Le président américain craignait un blocage à la Chambre des représentants dominée par les démocrates. Ces derniers se maintiennent sensibles aux arguments des syndicats sur les risques de délocalisation de nombreuses entreprises vers le Mexique,

pour bénéficier des bas coûts de la main-d'œuvre.

Les partisans de cet accord faisaient valoir, au contraire, que l'élimination de toute barrière douanière entre le Mexique et ses deux voisins du Nord (États-Unis et Canada) créerait le marché commun le plus vaste de la planète, avec 360 millions de dollars et un produit national brut de 6 000 milliards de dollars. Aussitôt connu le vote du Congrès, M. Bush l'a qualifié de «meilleure nouvelle économique depuis des mois», estimant qu'un développement du commerce américain stimulerait l'activité et créerait des emplois aux États-Unis.

Le Mexique s'est, de son côté, réjoui du vote du Congrès. «Cela ne signifie pas que la négociation se fera rapidement», a cependant précisé le ministre du commerce, M. Jaime Serra. Nous prendrons le temps nécessaire à la conclusion d'un bon accord, il n'y a pas de date limite.

Dans un entretien au «Financial Times»

Lord Hanson préconise une fusion avec ICI mais sans OPA hostile

Lord Hanson a levé le voile sur ses intentions à l'égard d'ICI, quatrième chimiste mondial mais aussi premier industriel privé de Grande-Bretagne, dont son groupe vient de racheter 2,8 % du capital (le Monde du 18 mai). Dans une interview au «Financial Times» du 25 mai, le vieil homme d'affaires a déclaré qu'il envisageait une OPA hostile sur la firme de Milbank, devenue au fil des ans une véritable institution outre-Manche.

En revanche, il insiste sur la nécessité de fusionner les activités d'ICI avec celles de son conglomérat. Une telle opération donnerait naissance à un nouveau groupe qui aurait un chiffre d'affaires de 20 milliards de livres (20 milliards de francs) et une telle puissance internationale que «Hanson disposerait ainsi d'argent et mieux rémunérerait ses actionnaires».

Lord Hanson n'abandonne donc pas l'idée de diriger un groupe rassemblant les deux entités. Mais il

n'exclut pas de sortir la pharmacie du giron d'ICI : «Elle est trop grosse pour n'être qu'une simple division, mais trop petite pour lutter contre des géants comme Glaxo ou SmithKline Beecham». Lord Hanson préconise donc de réaliser un joint-venture, ou de conclure un accord d'association avec un autre grand fabricant de médicaments.

Par ailleurs, divers projets soumis à lord Hanson par ses conseillers, figure une augmentation - jusqu'à 20 % - de la participation de son groupe dans le capital d'ICI afin d'avoir droit au chapitre dans les décisions prises par le conseil de la firme. Dans la City, on estime que lord Hanson tâte le terrain avant d'engager une action et qu'il pourrait bien attendre un an avant de décider sur la stratégie à adopter. La réponse de Sir Denis Henderson, président d'ICI, aux propositions de lord Hanson n'est pas connue ; mais c'est assurément «Non».

A. D.

Nissan UK perd sa bataille contre Nissan Motors

Nissan UK, importateur exclusif de Nissan Motors en Grande-Bretagne depuis près de vingt ans, ne pourra pas empêcher sa maison-mère de monter un autre réseau de distribution dans ce pays.

La Haute Cour de justice de Londres en a décidé ainsi. Les relations entre Nissan UK et Nissan Motors «ont atteint un point de non-retour», a estimé le juge. Nissan UK devrait désormais être autorisée à vendre ses automobiles en Grande-

Bretagne par l'intermédiaire d'un autre distributeur, a estimé, vendredi 24 mai, un juge de la Haute Cour de justice de Londres.

Le singulier bras de fer qui oppose depuis quatorze mois M. Octavio Botnar, concessionnaire Nissan au Royaume-Uni à l'état-major de Nissan Motors, le deuxième constructeur automobile nippon (le Monde du 18 mai) prend ainsi fin.

REPÈRES

CONJONCTURE Nouvelle baisse du PIB britannique

Le produit intérieur brut britannique a encore baissé au premier trimestre, bien qu'à un rythme inférieur aux deux précédents. C'est le troisième trimestre consécutif de récession depuis la mi-1990, selon des statistiques publiées mercredi 22 mai par l'Office central de statistiques (CSO).

Le PIB a chuté de 0,6 % au premier trimestre de 1991 par rapport aux trois mois précédents - et de 2,5 % par rapport à la période correspondante de 1990 - ce qui, selon le Trésor britannique, montre un «clair ralentissement du déclin». La baisse avait atteint 0,9 % au dernier trimestre de 1990 et 1,4 % au troisième trimestre.

La production manufacturière, en baisse de 1,1 %, est la principale responsable du ralentissement. Le premier ministre britannique, M. John Major, qui partait de mardi devant la Confédération de l'industrie britannique, a prévu une reprise graduelle de l'activité au cours de la seconde moitié de l'année, assurant que les taux d'intérêt «peuvent et seront réduits» sans préciser toutefois la date de cette réduction des taux. (AFP.)

L'Allemagne poursuit sa croissance

L'économie de la partie occidentale de l'Allemagne (RFA) a enregistré une croissance comprise entre 3 % et 4 % au premier trimestre 1991, comparé à la même période de l'an passé. Ce chiffre confirme la poursuite d'une «expansion claire», selon le ministre de l'économie, dans son rapport mensuel du mois de mai.

Forte augmentation des commandes à l'industrie américaine

Les commandes de biens durables passées à l'industrie ont progressé de 2,9 % en avril, soit nettement plus que ce qui avait été prévu. Cette reprise, qui survient après trois mois de baisses consécutives a profité à tous les secteurs, exception faite des transports. Elle est surtout le fait des biens d'équipement civils.

D'autre part, selon l'enquête réalisée en mai auprès des économistes d'entreprises («National Association of Business Economists»), la récession sera terminée au cours des prochaines semaines. Mais les économistes

d'entreprise soulignent - ce qui est une opinion de plus en plus partagée - que la reprise sera molle.

CHÔMAGE 6,8 % dans les pays de l'OCDE en mars

Dans un communiqué publié le 24 mai, l'OCDE annonce que le taux de chômage moyen, dans les pays de la zone, a atteint les 6,8 % en mars, par rapport à la plus élevée «depuis deux ans», a précisé l'organisation.

Le chômage, qui avait déjà augmenté de 0,2 % en février, s'est de nouveau accru de 0,2 % en mars, mais les premiers chiffres disponibles portant sur le mois d'avril laissent maintenant espérer une «rupture en Amérique du Nord», le taux ayant baissé de 0,2 % aux États-Unis et au Canada. En mars, les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Nouvelle-Zélande (+0,9 %), en Australie (+0,8 %), en Grande-Bretagne (+0,5 %), aux États-Unis et en Irlande (+0,4 %).

BUDGET Déficit de 27,1 milliards de roubles en URSS

Le déficit du budget fédéral soviétique a atteint au premier trimestre de cette année 27,1 milliards de roubles (80 milliards de francs), alors qu'il ne devait pas dépasser 5,8 milliards de roubles (30 milliards de francs), selon des chiffres définitifs remis aux parlementaires soviétiques et publiés le 24 mai par l'agence TASS. Ce déficit pour le premier trimestre représente une multiplication par 2,3 par rapport à celui enregistré au premier trimestre de l'année dernière, a précisé TASS. Selon l'agence soviétique, cette aggravation du déficit budgétaire est due au non-paiement par plusieurs républiques (en particulier l'Ukraine et la Russie) de leurs versements prévus au budget fédéral pour 1991.

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le gouvernement se donne dix jours pour annoncer sa décision sur l'entrée de NEC dans le capital de Bull

Le gouvernement français fera connaître sa décision sur l'entrée éventuelle du groupe électronique japonais NEC dans le capital du constructeur informatique public Bull d'ici une dizaine de jours, a annoncé, vendredi 24 mai, un communiqué de Matignon. L'entrée de NEC dans le capital de la Compagnie des Machines Bull pour un «peu moins de 5 %», avait reçu l'aval du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, selon le groupe Bull. Cette entrée n'est pas souhaitée par M. Cresson, qui a décidé de faire de ce dossier un symbole de sa détermination industrielle. Selon certaines indications, le délai de dix jours serait moins destiné à prendre une décision sur le fond qu'à trouver une solution pour dédommager le groupe nippon.

NEC, qui publiait, le 24 mai, ses résultats pour l'exercice 1991, a annoncé une baisse de 22,8 % de son bénéfice net avant impôt à 134,2 milliards de yens (soit 5,87 milliards de francs).

EN BREF

o Nestlé envisage une opération avec BSN en Pologne. - Le géant alimentaire suisse Nestlé envisage avec le groupe français BSN «une opération en Pologne». Des négociations sont en cours à cette fin, a indiqué le porte-parole de Nestlé, M. François-Xavier Perroud, vendredi 24 mai à Vevey, sans préciser le nom ni la spécialité de l'entreprise-cible polonaise. Des rumeurs disent toutefois le chocolatier polonais E. Wedel et le chocolatier suisse Nestlé à la tête de la Co. Nestlé a déjà repris, seule, 97 % du chocolatier hongrois Interchocolade, qui fabrique 20 000 tonnes de chocolat par an. En Tchecoslovaquie, le groupe suisse a signé avec BSN une lettre d'intention, en vue de reprendre Cokoladovny, fabricant de chocolats et de biscuits.

o L'Alie invite la France à la rejoindre. - Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a officiellement invité, le 24 mai, la France à adhérer. Les représentants des vingt et un pays membres de l'AIE ont décidé d'accorder à Paris le statut officiel d'observateur. L'adhésion de la France à l'Agence doit être approuvée par le Parlement, avant que le gouvernement puisse la présenter. La France avait refusé d'adhérer à l'AIE en 1974, lors de sa création, au lendemain du premier choc pétrolier, jugeant que cet organisme était une «machine à guerre» contre l'OPEP. Le gouvernement français a, depuis lors, modifié sa position et a annoncé, fin août, peu après l'invasion du Koweït par l'Irak, son intention d'engager des négociations.

o Mme Cresson recevra M. Marc Blondel (FO) le 4 juin. - Après s'être entretenu avec le président de la République, le 24 mai, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, sera reçu, le 4 juin, par M. Cresson. Le dirigeant syndical l'a annoncé lui-même aux militants de son organisation, au cours du congrès de la Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des tabacs (FGTA-FO), qui se tenait à Toulouse. Le nouveau premier ministre avait indiqué son intention de rencontrer «rapidement» les partenaires sociaux, mais aucun calendrier des rendez-vous n'a encore été rendu public.

o La Commission européenne inflige une amende de 300 000 écus à Martell. - La Commission européenne a décidé d'infliger une amende de 300 000 écus (2,1 millions de francs) au producteur français de cognac Martell, pour pratiques restrictives et contraires aux règles de la concurrence dans la CEE, a annoncé un porte-parole de l'exécutif de la Communauté le 23 mai. Elle a également infligé une amende de 50 000 écus à la firme Distribution Martell Piper (DMP) pour les mêmes raisons. Bruxelles accuse les deux firmes d'être mises d'accord pour découper un distributeur français, Vincent Gosme SA, d'exporter du cognac Martell en Italie.

o La cotation de Blanzay-Ouest suspendue. - La Société des Bourses françaises a décidé, jeudi, de suspendre la cotation des cours de la société Blanzay-Ouest, filiale d'Elf et holding de l'entreprise de chauffage Eysa. Lors de l'assemblée générale du 28 juin, les actionnaires de la Générale des eaux doivent approuver le rachat de actions de Blanzay-Ouest - qui est, en principe, toujours suspendu d'une autorisation des pouvoirs publics.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 21 AU 24 MAI

PARIS

« En plein cirage »

INDICE CAC 40

- 1,21 %

Encore une semaine réduite à quatre séances, celle-ci par le chômage du lundi de la Pentecôte, dernier jour férié, tout de même, avant le 15 août.

Une semaine marquée aussi, pour la seconde fois de suite, par un alourdissement des cours, conséquence de l'embarras général.

Point ne fut besoin d'attendre longtemps pour sentir l'atmosphère. Dès mardi, le flottement fut général et une reprise en finale (+0,34 %) n'y changea rien. Le lendemain, le marché tenta bien, mais sans conviction, de reprendre un peu d'altitude. Mais une petite montée à 0,67 % lui fut fatale. La tendance se renversa et, à la clôture, le rouge était remis (-0,11 %). Jeudi, pour la fin du mois boursier, la baisse s'installa plus franchement sous les lambris. Pas assez, cependant, pour empêcher la liquidation générale de rester gagnante (+2,63 %) pour la quatrième fois consécutive, ce qui ne s'était pas produit depuis l'été 1989.

Cet événement n'eut toutefois aucun effet dopant. Et vendredi, premier jour des cotations à fin juin, la Bourse manifesta son indécision de façon plus marquée encore. Au lieu de reprendre des positions, comme il se

font généralement à cette occasion, les opérateurs restèrent le plus souvent l'âme au pied. De sorte que, privé de force, le marché ne s'écarta guère de son niveau précédent, évoluant tantôt un peu au-dessus, tantôt un peu au-dessous du point d'équilibre. En clôture, après que la tendance eut changé une douzaine de fois de sens, l'indice CAC40 enregistrait un retard plus franc de 0,49 %. Bref, en quatre jours, il a baissé de 1,21 %.

Les investisseurs n'ont pas les idées claires. Jugé très décevant, le discours de politique générale prononcé par M. Edith Cresson, le nouveau premier ministre, a, de l'avis général, contribué à semer la confusion dans les milieux financiers. « Amalgame de lieux communs » pour les uns, « simple catalogue d'intentions vagues » pour les autres : les boursiers n'ont pas été tendres pour la nouvelle hôtesse de Matignon.

L'indécision à son comble

Mais M. Cresson n'avait elle pas été la première à ouvrir le feu en déclarant au *Journal du Dimanche* : « La Bourse, je n'en ai rien à cirer ». Au-delà de cette querelle de mots, personne Rue Vivienne n'a trouvé dans ses propos le moindre éclairage sur la marche à suivre.

« On peut se demander ce que mener une politique industrielle volontariste veut dire en 1991 », s'interroge M. Philippe Bastien, analyste chez DLP James Capel, une grosse société de Bourse de la place, résumant le sentiment général d'une communauté de surcroît indécise par la perspective d'une augmentation des prélèvements sociaux. L'indécision est d'autant plus à son comble que chaque jour de ventage, les augures s'accroissent non seulement à dire que la reprise économique sera tardive, mais, comme le souligne la *National Association of Business Economists* des États-Unis, que ses premières manifestations en 1991 seront moelles.

« La situation devient dans l'immédiat impossible à gérer », soupire un opérateur, en évoquant, par dessus le marché, l'espoir d'une baisse rapide des taux d'intérêt en liaison avec le repli du MATIF et, bien sûr, l'affaiblissement du franc que M. Cresson veut pourtant maintenir vigoureux. Ce n'est sans doute que partie remise. Mais un marché se berce d'espérances et se nourrit d'anticipations. L'inconnu lui est parfaitement insupportable. Or, avec la crainte diffuse que la politique sociale promise par M. Cresson ne favorise un relâchement économique, la Bourse, pour reprendre l'expression d'un agent de change, « est en plein cirage ».

Ce ne sont pas les experts de la Banque mondiale qui vont l'aider à y voir plus clair. Ils prédisent, certes, un redémarrage mondial de l'expansion en 1992, mais n'excluent pas une guerre commerciale à outrance entre les principaux pays industrialisés avec une flambée des prix du pétrole à la clé, ou une grave crise financière qui ébranlerait les États-Unis et le Japon. Incapables pour l'instant d'arrêter une stratégie, les investisseurs sont nombreux à reprendre la route de Francfort pour y placer leurs capitaux.

Deux événements ont défrayé cette semaine la chronique boursière. La première a concerné les Nouvelles Galeries. L'OPA des Galeries Lafayette est ouverte à 853,50 francs par titre. L'opération sera close le 1^{er} juillet. Si tout se passe bien, le grand magasin du boulevard Haussmann détiendra alors le contrôle avec une participation de 66 %.

La seconde a mis Conforama sous les feux de la rampe. M. Bernard Arnault, président de LVMH, a décidé, pour renforcer les fonds propres de son groupe, de revendre le numéro un français du meuble à l'industriel bruto François Pinault, déjà candidat depuis longtemps. Mais personne ne sait encore quelle forme prendra cette opération, ni à quel prix sera payée la célèbre chaîne de distribution.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Léger raffermissement

INDICE DOW JONES

+ 8,94 %

Après deux semaines de baisse, la grande Bourse new-yorkaise s'est nettement raffermie ces derniers jours. L'impatience qui tenaille les investisseurs d'apercevoir les signes de la reprise économique tant attendue, n'a été qu'en petite partie seulement récompensée. Après la réduction du déficit commercial, une autre bonne nouvelle est tombée : la hausse des commandes de biens durables pour le mois d'avril (+2,9 % ou + 2,5 % sans la défense), la première depuis le mois de décembre 1990. Mais c'est surtout l'augmentation des commandes de biens d'équipement (+3,5 %), qui a paru au marché la plus digne d'intérêt. Naturellement, une hirondelle ne fait pas le printemps et bien des économistes outre-Atlantique ont prudemment interprété cette amélioration comme le signe que le creux de la vague était passé. Le président Bush leur a emboîté le pas. Donc pas de réjouissance inutile.

Du reste, la National Association of Business Economists s'est hâtée de calmer le jeu en affirmant que, si reprise il devait y avoir en 1991, elle serait molle.

Difficile dans ces conditions pour les opérateurs de faire preuve d'un optimisme hors de saison. Tous les yeux braqués sur les taux d'intérêt tandis que le Trésor procédait à l'adjudication de 57 milliards de dollars de Bons, ont agi avec prudence, estimant avoir encore le temps de prendre des positions avant le vrai redémarrage de la croissance, prévu, lui, pour 1992.

Indice Dow Jones du 24 mai : 2 913,91 (c. 2 886,63).

A. D.

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
Alcoa	65 7/8	67 3/4
ATI	36 1/4	36
Bosch	46	46 3/8
Chase Man. Bank	18	18 1/4
Du Pont de Nemours	42 1/8	43 1/8
Eastman Kodak	41 1/8	41
Exxon	58 1/2	58 5/8
Ford	31	33 3/8
General Electric	71 1/2	73
General Motors	36 3/8	39 1/4
Goodyear	22 7/8	24 3/4
IBM	104 1/8	105
ITT	57 1/8	58 1/2
Mobil Oil	66 1/2	64 7/8
Pfizer	55 1/8	58 3/8
Schumacher	62 1/4	60 3/4
Texas	65	64
UAI Corp. (ex-Allegis)	147 1/2	147 3/4
Union Carbide	18	19
USX	25	25 3/8
Westinghouse	27 5/8	27 3/8
Xerox Corp.	54 3/4	57 3/8

TOKYO

Nouveau fléchissement

INDICE NIKKEI

- 0,7 %

La Bourse de Tokyo a continué à glisser cette semaine. Le bilan hebdomadaire est toutefois moins mauvais qu'aurait pu le laisser pressager la séance de lundi, quand tombant à 180 milliards de titres échangés, Tokyo avait retrouvé l'immobilité qu'elle avait en janvier à la veille du déclenchement de la guerre du Golfe.

L'activité retrouvait ensuite progressivement son tonus, sans que cela se traduise par une remontée de l'indice Nikkei, qui a encaissé plus de pertes que de gains. Anticipant la publication des bilans de l'année fiscale 1990, les investisseurs sont sortis de l'attentisme pour se lancer à la chasse des valeurs de sociétés susceptibles de présenter des résultats en forte hausse. D'où les mouvements brutaux qui ont nui à la cote de certains titres alimentés par des rumeurs sans fondements, comme Sony, annoncée en mauvaise condition financière par la *Wall Street Journal* alors qu'en fait l'électronicien affichait deux jours plus tard

les meilleurs bénéfices de son histoire. La sortie d'un rapport de l'OCDE mettant en garde les pays industrialisés sur une trop grande souplesse en matière de taux d'intérêt a été mal accueillie vendredi. D'où l'interrogation sur le dénouement des prochains contrats à terme dont l'échéance arrive le 14 juin. Plus de 1 000 milliards de yens sont en jeu cette fois. On redoute de voir Tokyo, plongé à ce moment-là, à cet égard, les autorités du Tokyo Stock Exchange ont commencé à diffuser auprès des arbitrageurs des consignes de modération.

Indices du 24 mai : Nikkei, 25 529,14 (c. 25 701,94) ; Topix, 1 944,67 (c. 1 953,44).

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
Akai	1 030	1 140
Bridgepoint	1 070	1 070
Canon	1 530	1 490
Fuji Bank	2 760	2 790
Honda Motor	1 350	1 310
Matsushita Electric	1 440	1 650
Mitsubishi Heavy	753	759
Sony Corp.	5 990	6 080
Toyota Motor	1 800	1 800

LONDRES

Mini-reprise

+ 8,7 %

L'hémorragie des cours s'est arrêtée, cette semaine, pour laisser place à une mini-reprise. A la veille du week-end, le London Stock Exchange avait réussi à se relever de 0,7 %.

L'espoir d'une baisse des taux d'intérêt, soigneusement entretenu par le premier ministre et le chancelier de l'Échiquier, et finalement matérialisé, vendredi, par une baisse d'un demi point des taux de base bancaires, a été en grande partie à l'origine du raffermissement des cours. Mais les résultats d'entreprises, souvent meilleurs que prévu, qui ont été publiés dans la semaine, ont concouru à ramener un certain optimisme.

Indices « F.T. » du 24 mai : 100 valeurs, 2 471,1 (c. 2 453,9) ; 30 valeurs, 932,5 (c. 926,2) ; mines d'or, 165,9 (c. 155,8) ; Fonds d'Etat, 84,24 (c. 84,04).

FRANCFORT

Retour au sommet

+ 4,56 %

Deux semaines de baisse ont, semble-t-il, suffi à la Bourse de Francfort. Un très vigoureux mouvement de reprise s'est produit, et à la veille du week-end tous les indices avaient rejoint leurs plus hauts niveaux de l'année après une hausse de 4,56 % réalisée en quatre séances seulement.

La crainte épuisée par le prochain départ de M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, s'est estompée avec l'assurance qu'une politique monétaire rigoureuse continuerait d'être menée. Mais ce sont surtout la fermeté du marché obligataire et le soudain intérêt manifesté par les investisseurs étrangers pour les valeurs allemandes, qui ont été à l'origine de la flambée des cours.

Indices du 24 mai : DAX, 1 671,87 (c. 1 598,87) ; Commerzbank, 1 983,70 (c. 1 926,10).

	Cours 17 mai	Cours 24 mai
ABG	192,90	191
BASF	247	255,10
Bayer	277,50	287
Commerzbank	261,50	276,10
Deutsche Bank	649	666,90
Hoechst	257,30	267,80
Karstadt	657	664
Mannesmann	279	287,80
Siemens	601,60	628
Volkswagen	362	367

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	24-5-91	Diff.
AGF	539	+ 15
AXA (ex-Cie Midl)	1 054	+ 22
Bell Equiptment	128,60	
Banque (C)	520	+ 1,30
Cetelem	687	+ 23
CCF	152	+ 2
CCF bién	1 201	+ 83
CFI	353	+ 2
Chargem	734	+ 16
CLP	296,90	+ 21,60
Eurafrance	1 629	+ 21
CAI	1 980	+ 45
Hélas (La)	574	+ 16
Locofrance	544	inch.
Locofrance	863	inch.
Midland Bank	90	+ 1,90
OPF	1 758	inch.
Paribas	469,50	+ 0,60
Schneider	746	+ 8
Société générale	428,30	+ 3,20
Sovac	690	
Suez (C fin.)	348,80	+ 10,30
UAP	558	+ 16
UCB	155,90	+ 7,60

Produits chimiques

	24-5-91	Diff.
Inst. Méricus	4 480	inch.
Roussel-Uclaf	2 022	+ 38
Synthelabo	790	+ 42
BASF	870	+ 40
Bayer	972	+ 36
Hoechst	902	+ 38
Imp. Chemical	128,80	+ 2,80
Norsk Hydro	175	+ 5,70

(1) LABO. ROGER BEL. est passé au hors-cote le 24-5-91.

Métallurgie, construction mécanique

	24-5-91	Diff.
Alepi	389	+ 5
Dassault-Aviation	490	+ 14
De Dietrich	1 532	+ 8
Fives-Lille	280	+ 3,50
Penhoët	535	+ 5
Peugeot	568	+ 9
SAGEM	1 700	+ 5
Safor, Facon	866	+ 50
Valco	451	+ 6,50
Valloire	291	+ 15

Bâtiment, travaux publics

	24-5-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 169	+ 16
Bouygues	589	+ 20
Ciments français	375	+ 25
GTM	445,50	+ 15,50
Immob. Phénix	194	+ 1
J. Lefebvre	760	+ 25
Lafarge-Coppée	357,40	+ 5,20
Poliet	447	+ 8
SCESB	241,10	+ 7,40

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	24-5-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,06	+ 0,01
8,30 % 1977	126	+ 5,10
10 % 1978	101,65	+ 0,50
9,80 % 1978	101,40	+ 0,40
9 % 1979	100,10	+ 0,70
10,80 % 1979	102,45	+ 0,05
CNE 3 %	4160	+ 61
CNE 5 %	99,76	+ 0,04
CNE 5 000 F	99,60	inch.
CNE 5 000 F	100,75	+ 1,15
CNE 5 000 F	99,76	+ 0,14

Mines d'or, diamants

	24-5-91	Diff.
Anglo-American	186,70	+ 4,30
Angold	375	+ 30,90
Buf. Gold M.	62,60	+ 1,60
De Beers	141,10	+ 3,60
RTZ	64,40	+ 1,90
Gencor	20,05	+ 0,75
Harmony	28,30	+ 2,30
Randfontein	20,35	+ 2,25
Saint-Helena	45,30	+ 2,25
Western Deep	196,10	+ 11,60

Filatures, textiles

	24-5-91	Diff.
Ageche (Fin.)	1 020	+ 40
BHV	1 770	+ 10
Danart	1 920	+ 29
DMC	385	+ 3
Gal. Lafayette	1 702	+ 4
Prinsep	635	+ 30
La Redoute	3 660	+ 60
SCOA	20,30	+ 0,45

Matériel électrique

	24-5-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	578	+ 15
CSEE (ex-Signa)	245	+ 3
Générale des eaux	2 632	+ 22
Intersecteur	1 085	+ 30
Labinal	1 770	+ 29
Legrand	3 643	+ 142
Lyon. des eaux	592	+ 1
Matra	244	+ 11
Marle-Garin	507	+ 11
Moulinex	138	+ 7
Radio-technique	597	+ 71
SEB	1 650	+ 61
Séchant-Avionique	425	+ 40
Thomson-CSF	1 250,50	+ 1,50
IBM	616	+ 8
ITT	340,80	+ 8,10
Schumacher	350,30	+ 9,20
Siemens	2 133	+ 101

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 mai 1991
Nombre de contrats : 99 235

COURS	ÉCHÉANCES			
	juin 91	sept. 91	déc. 91	
Premier	105,86	105,90	105,90	-
+ haut	106,10	106,10	106,00	-
+ bas	105,80	105,88	105,80	-
Dérivé	105,84	105,90	105,86	-
Compensation	105,84	105,86	105,76	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	17-5-91	20-5-91	21-5-91	22-5-91	23-5-91
RM	2 832 709	-	2 071 331	2 320 721	NC
Comptant	8 624 933	-	7 131 092	6 929 297	NC
R. et obl.	96 230	-	75 256	138 350	NC
ACTIONS	11 553 872	-	9 277 679	9 388 368	NC

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	17-5-91	20-5-91	21-5-91	22-5-91	23-5-91
Françaises	118,9	-	119,1	119,0	117,9
Etrangères	112,1	-	114,1	114,9	114,4

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	20-5-91	21-5-91	22-5-91	23-5-91	24-5-91
Général	-	486,4	486,6	483,5	483,3
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	-	1 833	1 831,1	1 813,7	1 804,8

Mines, caoutchouc

	24-5-91	Diff.
Géophysique	700	- 3
Infat	310	+ 10,20
Mékalor	88,50	- 1
Michelin	95,50	+ 6,50
RTZ	52,10	+ 1,90
ZCI	1,74	+ 0,01

Pétroles

	24-5-91	Diff.
BP-France	121	+ 0,50
Elf-Aquitaine	389,20	+ 4,50
Esso	632	+ 17
Prinsep	428,50	+ 11,50
Sogep	792	inch.
Total	344,20	+ 8,80
Exxon	2 008	+ 11
Petrolfin	469,10	+ 5,40
Royal Dutch (1)	469,10	+ 5,40

Valeurs diverses

	24-5-91	Diff.
Accor	764	+ 26
Air liquide	713	+ 20
Arjomari	2 200	+ 10
Ble	715	+ 13
Bic	327	+ 1
CGIP	1 075	+ 39
Club Méditer.	447,50	+ 9,80
Esulor	349,50	+ 5,50
EuroDisney	124,50	+ 1,80
Europe 1	934	+ 169
Europe 2	84,10	+ 1,60
Groupe Cité	643	+ 27
Hachette	196,50	+ 2,60
Havas	496	+ 21
Marine Wende	315	+ 7,10
Navigation miscie	1 201	+ 6,10
Nord-Est	499	+ 3
L'Oréal	549	+ 22
Saint-Gobain	449	+ 3
Saufou	830	+ 27
Sevages Chailion	260,10	+ 5,40
Sic Nordcan	685	+ 20

صكرا من الاعمال

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les Japonais occupent le terrain

La dernière semaine de mai sera assurée sur plusieurs des principaux places financières du monde. Lundi sera chomé à New-York ainsi qu'à Londres et jeudi, jour de la Fête Dieu, est férié en Allemagne. Les emprunteurs, tenus de respecter les contraintes du calendrier, vont, en conséquence, concentrer leurs opérations sur deux jours, mardi et mercredi. C'est ce que s'apprêtent à faire de nombreuses entreprises industrielles japonaises. Une quinzaine d'entre elles sont attendues les 28 et 29 mai, rien que sur les marchés du franc suisse et du mark, où elles devraient émettre des obligations munies de warrants ou de bons de souscription d'actions pour des montants globalement importants.

Une activité aussi intense ne se produit que très rarement en si peu de temps. Il risque de s'en dégager une impression d'envahissement de l'euro-marché par les débiteurs japonais. Cela ne devrait toutefois pas être le cas, si la Bourse de Tokyo donnait des signes de faiblesse.

Parmi les événements marquants de ces derniers jours, les spécialistes ont prêté beaucoup d'attention à la réaction du comportement de l'écu, qui a subi les conséquences des incertitudes politiques françaises. Les cours des emprunts libellés dans la monnaie européenne se sont presque autant repliés que ceux des titres en franc français. Ils n'ont, par contre, nullement bénéficié de l'antécédent du marché allemand. Ceux qui se plaisent à souligner l'antagonisme du mark et de l'écu ne manqueront pas de trouver dans l'évolution récente un argument de poids.

Sur le marché de l'eurofranc français, l'augmentation des rendements n'a pas empêché l'activité primaire de se poursuivre. Deux nouvelles émissions viennent de voir le jour, dont l'une pour le

compte de la Compagnie bancaire a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs étrangers. Il s'agit d'une augmentation d'un cent pour cent au mois d'avril, dont la durée est de trois ans et le taux d'intérêt de 9,50 %. La nouvelle tranche revient à l'emprunteur à 9,56 %. Elle était offerte aux investisseurs à un prix correspondant à 46 centimes de plus que les bons du Trésor de même durée, soit un rendement de 9,44 %. L'affaire était placée sous la conduite du Crédit lyonnais.

La seconde opération en eurofrancs est surtout destinée à des investisseurs français. Il s'agit d'une émission de 300 millions de francs, dont le bénéficiaire est le Crédit du Nord. Les détenteurs des obligations auront le choix de percevoir les intérêts en espèces à chaque échéance de coupon ou de les réinvestir en titres nouveaux dont le profil sera le même que ceux de départ et qui seront remboursés au même moment.

Un échange de dollars et de yens

La formule est maintenant bien connue des grands gestionnaires de fonds en France et les compagnies d'assurances s'y intéressent tout particulièrement. Si les opérations de ce genre sont émises sur l'euro-marché, c'est surtout à cause des contraintes imposées aux débiteurs sur le marché national des titres en francs, où la durée des obligations nouvelles doit être au moins de sept ans. Sur l'euro-marché, la limite est d'un an. Or la possibilité de laisser chaque année aux investisseurs de réinvestir les intérêts implique l'émission de nouveaux titres dont l'échéance est toujours plus proche. L'émission du Crédit du Nord sera remboursée en juin 1999. Elle porte intérêt au taux nominal de 9,25 %. Ce niveau correspond également au rendement que peut espérer un prêteur qui

réinvestirait tous les coupons. S'il décidait de percevoir les coupons en espèces, il pourrait compter sur un rapport légèrement supérieur, de 9,29 %. Le chef de file de l'opération est Paribas.

En dollars, il n'y a eu que peu de transactions nouvelles sur l'euro-marché. La rareté des affaires a d'ailleurs contribué à leur réussite. Un débiteur japonais de tout premier plan, une entreprise publique qui s'occupe du financement du réseau autoroutier dans son pays, a lancé un emprunt de 300 millions qui bénéficie de la garantie de l'Etat. D'une durée de dix ans, les titres sont munis de coupons de 6,625 % l'an et, tous frais compris, l'opération ne coûte que 49 points de base (ou centièmes de points de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat américains. De telles conditions sont très avantageuses pour l'emprunteur.

Parallèlement, une des signatures les plus appréciées de notre continent, celle de la Banque européenne d'investissement, est apparue sur la liste des nouveaux emprunteurs en euros. L'affaire porte sur 50 milliards. Elle est également d'une durée de dix ans et elle est aussi particulièrement intéressante pour l'emprunteur, le taux d'intérêt nominal étant de 6,75 %. Les deux opérations sont placées sous la direction de la même banque japonaise, IRI International. Il est vraisemblable que cet établissement a organisé un contrat d'échange au terme duquel la Banque européenne et la société autoroutière japonaise disposent chacune des fonds levés par l'autre. La Banque européenne a, en outre, semble-t-il, procédé à une seconde transaction de swaps portant sur une partie de l'emprunt de la Caisse des dépôts, grand spécialiste désormais, du Crédit lyonnais et de la Société générale, elle lance une offre publique d'échange sur six emprunts antérieurs, d'un montant global de 3,7 milliards de francs, contre une nouvelle tranche de 9 2003 à un rendement supérieur de 0,47 % par rapport à celui de ces OAT 2002-2004 (actuellement d'environ 9 %). Les six emprunts échangés bénéficieront d'une marge supérieure de 0,67 % à 0,63 % sur les OAT de référence. L'objectif est d'obtenir une "bonne liquidité" destinée à satisfaire les investisseurs.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Accès de faiblesse

On ne peut pas dire que le remplacement de M. Michel Rocard par M. Edith Cresson a été chaudement accueilli par les milieux financiers nationaux et internationaux : le cours du mark à Paris fléchit les 3,40 francs en fin de semaine, venant de 3,3870 francs à la veille du week-end dernier, et les taux d'intérêt à court terme montèrent vivement, de 9 % à plus de 10 % (voir en rubrique "Marché monétaire et obligataire"). A l'origine de ce subit accès de mauvaise humeur, notamment de la part de l'étranger, on trouve les incertitudes qu'accumulent les ministères de l'Intérieur, du Travail et du Budget, et le flou relatif qui a baigné le discours de politique générale de M. Cresson, le 22 mai.

Il ne faut pas exagérer la portée de cet accès de faiblesse : le cours du mark ne fait que retrouver des niveaux qu'il atteignait à la fin du mois de mars, et la politique du "franc fort" n'a pas changé. M. Pierre Bérégovoy, dont les pouvoirs ont été accrus, continuera à se faire le garant d'une telle politique. S'il avait quitté ses fonctions, en revanche, c'est un beau chaos, et probablement, une monnaie quasi immédiate du mark à son plafond de 3,43 francs avec des interventions massives de la Banque de France.

On peut donc s'attendre à ce que tout rentre dans le calme dans les semaines qui viennent, sauf, bien entendu, si M. Cresson prend des initiatives fracassantes ou laisse passer quelques bêtises. Le fait est que sa réputation pour le change, à ce propos, elle a été bien injuste pour la Bourse, qui va devoir être davantage sollicitée pour augmenter les indispensables fonds propres des entreprises : un peu de cohérence, madame le premier ministre... Il n'en reste pas moins que la proportion croissante d'emprunts d'Etat français détenus à l'étranger (25 % pour les bons du Trésor BTAN et

20 % pour les titres longs du genre OAT) rend les réactions de non-résultats plus brutales (voir en rubrique "Marché monétaire et obligataire"). C'est la raison de l'internationalisation.

La Banque de France contrainte d'attendre

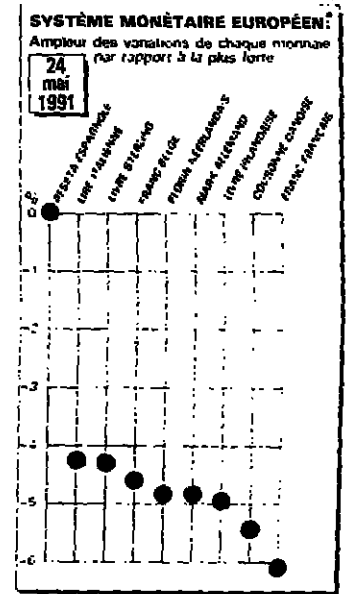
A vrai dire, le seul et véritable accès de faiblesse du franc est le retard qu'il risque d'imposer à un nouvel abaissement des taux directeurs de la Banque de France, après celui du 18 mai dernier. Sans doute, l'institut d'émission, lors de son appel d'offres du mardi 21 mai, ne pouvait prendre aucune décision avant le discours de M. Cresson. Maintenant, il se trouve contraint d'attendre : à près de 3,40 F pour un mark, le gouverneur, M. de Larosière, ne se sent pas bien, d'autant que la peseta continue à caracoler au voisinage de son cours plafond dans le Système monétaire européen, à près de 16,18 F du franc.

Mais on peut tout de même rappeler que le jour de la dernière diminution du taux directeur de la Banque de France, le 18 mai, le mark cotait plus de 3,40 francs, et qu'il n'a cessé de baisser par la suite. On connaît l'adage : lorsqu'une banque centrale a baissé ses taux directeurs, c'est qu'elle a confiance dans sa monnaie, et lorsqu'elle les relève, c'est pour défendre ladite monnaie ou lutter contre l'inflation. A l'heure actuelle, les loyers de l'argent français et allemands se sont rejoins, autant par augmentation à l'extérieur que par diminution à l'intérieur. On pourrait s'en féliciter si les taux français ne devaient s'aligner sur des taux allemands (8,60 à 9 %) de contrepartie, contre le risque d'inflation après des augmentations de salaires de 7 %, pour faci-

liser le financement d'un déficit budgétaire énorme (près de 500 milliards de francs), le tout dans une Allemagne en plein boom. En France, l'inflation est sous contrôle, les augmentations de salaires modestes, et, surtout, le ralentissement de l'économie est préoccupant. Conclusion : les taux d'intérêt réels à Paris sont trop élevés (comme l'a indiqué M. Bérégovoy à Berlin) et, en fait, totalement aberrants, comme si on voulait freiner la croissance et pénaliser tant les entreprises que les particuliers, coupables de trop investir ou de trop consommer. Ajoutons que, selon les statistiques des études économiques de la BNP, utilisant les rapports du prix à la consommation en France et en Allemagne, franc et mark sont désormais à parité, après une légère sous-évaluation de la monnaie allemande en 1990, et avant une probable surévaluation au deuxième semestre 1991.

Le dollar a évolué dans une plage assez restreinte (de 1,70 DM à 1,7250 DM), avec une pointe temporaire à 1,73 DM après l'annonce d'une augmentation de 2,9 % des commandes de biens durables en avril, contre 2,01 prévus, le billet vert se repliant après une chute de 10,3 % des commandes de biens d'équipement, certes autres que militaires. Il pourrait, toutefois, progresser contre le yen si les rumeurs, aujourd'hui démenties, d'une baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon venaient à se vérifier. La livre sterling a été très peu affectée par la diminution du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, largement anticipée.

F. R.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Coup de vent sur la France

La météo était bien mauvaise sur la place de Paris, en cette fin de semaine, qui a vu le MATIF essuyer un coup de vent, de nature politique. Le discours inaugural de M. Edith Cresson a déçu, et même éveillé des craintes sur un durcissement « à gauche », ou des initiatives intempestives, sans oublier des rumeurs telles que l'imposition d'une retenue fiscale à la source sur les emprunts d'Etat, OAT et bons du Trésor, officiellement démenties à Bercy. A vrai dire, le changement de premier ministre a incité, notamment les Japonais, à vendre des OAT françaises et à acheter des emprunts d'Etat allemands (Bund) prenant leur bénéfice après la hausse des cours à Paris depuis deux mois. Conséquence : le cours de l'échéance juin sur le MATIF a chuté de près d'un point, revenant de 106,70 à 105,80, et le rendement de l'OAT dix ans est passé de 8,85 % à 9 %.

Parallèlement, la réaffirmation de la nécessité d'un franc fort, défendue sans trêve par M. Bérégovoy, et prise à son compte par M. Cresson, a fait craindre qu'une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France, tant espérée ces dernières semaines, ne soit durablement retardée, en raison précisément, de la légère déprime du franc. Ajoutons à cela la tension du loyer de l'argent au jour le jour, porté de 91/8 % à plus de 10 %, pour les mêmes raisons, ce qui a contraint la Banque de France à accorder des pensions à vingt-cinq heures à son taux d'intervention officiel de 10 % et on aura une idée de l'état d'esprit des opérateurs. A la veille du week-end, certains d'entre eux voyaient les cours du MATIF à 104.

A l'étranger, pourtant, l'ambiance est à la détente. La Banque d'Angleterre a abaissé à nouveau son taux d'escompte, pour la sixième fois depuis octobre 1990, le ramenant de 12 % à 11,50 % (nos dernières éditions du 25 mai). La dernière (minutieuse) 0,50 remontait au 12 avril. La semaine dernière, la Banque d'Italie et la Banque d'Espagne avaient pris des décisions similaires. Même en Allemagne, la Mecque de la rigueur, les dirigeants de la Banque centrale assurent maintenant que s'il n'est pas question d'abaisser les taux directeurs, il n'est pas nécessaire de les relever. C'est l'opinion exprimée par le vice-président, M. Helmut Schlesinger, bien placé, dit-on, pour remplacer M. Karl-Otto Poehl à la présidence de la Bundesbank, pendant deux ans, avant de laisser la place

à M. Hans Tietmeyer. Sur le marché obligataire, la confiance s'est ébranlée sur le MATIF, mais les émissions lancées avant la chute du MATIF se sont bien placées.

Ainsi, la Caisse autonome de refinancement, qui titrise indirectement certains prêts accordés par la Caisse des dépôts aux ELM, a pu lever facilement, sous l'égide de la BNP et de Paribas, le milliard de francs à 9,25 % et quinze ans. De son côté, la Poste, avec le concours de la Caisse des dépôts et de la BNP, a lancé, avec grand succès, deux emprunts, l'un de 800 millions de francs, qui s'est arraché, destiné au marché, au taux de 9,20 % et l'autre de 1,2 milliard de francs, à usage des guichets des PTT. L'engouement pour la première émission est dû au fait que les investisseurs institutionnels n'ont que peu de papier « poste », et peuvent donc en accueillir davantage, surtout une bonne signature, au moment où les fameux quotas (5 % et 10 % maximum pour un même émetteur dans les portefeuilles) deviennent contraignants. La semaine prochaine, le Crédit national se présente au portillon : souhaitons lui un MATIF mieux disposé.

La SNCF monte au créneau

La SNCF, qui n'était guère présente sur le marché obligataire français, a lancé 4 milliards de francs d'émissions en 1987, 4,3 milliards de francs en 1988 et 7,6 milliards de francs en 1989, sur un total d'émissions de 32 milliards de francs, - va forcer le feu, et monter à une cadence annuelle de 10 milliards à 12 milliards de francs, et peut-être davantage (15 milliards de francs). Motif : la société nationale va pratiquement doubler ses investissements, à environ 26 milliards de francs, pour financer ses grands travaux, l'GV Nord, modernisation du réseau de banlieue de Paris, etc.

Comme elle ne veut guère emprunter à l'étranger et prendre des risques de change, n'encaissant pas de recettes en devises, qu'elle dispose d'une excellente notation sur les marchés (le fameux AAA), et qu'elle n'est pas encore affectée par les quotas dans les portefeuilles des investisseurs, la SNCF veut solliciter le marché français en priorité, à l'opposé, par exemple, du Crédit local de France, qui se tourne résolument vers l'étranger, pour des raisons inverses, la notation, elle aussi excellente, mise à part.

En conséquence, la SNCF, à l'initiative du même Crédit local,

du Crédit foncier, de la Caisse nationale de crédit agricole, de l'EDF, va constituer un « gisement » d'une dizaine de milliards de francs, éventuellement porté à 12 ou 13 milliards de francs, à partir d'une souche existante 9 % 2003 de 1,6 milliard de francs, qui sera encore alimentée en juin prochain. A cet effet, sous l'égide de la Caisse des dépôts, grand spécialiste désormais, du Crédit lyonnais et de la Société générale, elle lance une offre publique d'échange sur six emprunts antérieurs, d'un montant global de 3,7 milliards de francs, contre une nouvelle tranche de 9 2003 à un rendement supérieur de 0,47 % par rapport à celui de ces OAT 2002-2004 (actuellement d'environ 9 %). Les six emprunts échangés bénéficieront d'une marge supérieure de 0,67 % à 0,63 % sur les OAT de référence. L'objectif est d'obtenir une « bonne liquidité » destinée à satisfaire les investisseurs.

Des OAT démembrées

Pour gérer plus activement la dette publique et en économiser les charges, le ministre des finances a ouvert la possibilité de négociations séparées, sur le marché, du capital et des annuités d'intérêts d'emprunts émis par l'Etat. Un tel démembrement (stripping en anglais) permettra aux investisseurs, quelle que soit la durée du placement qu'ils auront choisi, de connaître avec précision le montant d'épargne capitalisée dont ils disposeront, sans courir le risque du réinvestissement des coupons. A cet effet, ils pourront acquérir des titres donnant droit soit au capital ou, soit aux intérêts, les revenus étant perçus sous forme d'une prime de remboursement connue d'avance.

Cette innovation revient à instaurer un marché de titres « à coupon zéro », dont, effectivement, le revenu est perçu en capital à l'échéance de l'emprunt. Ce genre de titres est très répandu aux Etats-Unis, où 120 milliards de dollars de bons du trésor ont été démembrés, dont 50 % des bons à trente ans, ce qui pour le plus grand avantage des investisseurs, compagnies d'assurances qui peuvent ainsi adosser des engagements à dix ans, ou même des particuliers pour leur épargne-retraite. La banque américaine J.P. Morgan a immédiatement lancé une opération de démembrement sur l'OAT 8,50 % 2019, s'engageant à être teneur du marché. On n'arrête pas le progrès.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 MAI AU 24 MAI 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7300	-	17,2146	68,7285	38,0863	23,025	51,9310	0,0786
Paris	1,7285	-	17,2132	68,7268	38,0848	23,024	51,9295	0,0785
Bruxelles	10,8647	5,7893	-	399,95	379,25	16,4937	301,06	4,5849
Zurich	2,5315	1,4598	25,0473	-	85,0776	4,1388	75,5481	1,1438
Amsterdam	2,5305	1,4475	25,0438	-	84,8227	4,1299	75,2730	1,1389
Frankfurt	2,9631	1,7998	29,4338	117,512	-	4,8601	88,7746	1,3441
Bruxelles	2,9647	1,7965	29,4748	117,89	-	4,8618	88,7415	1,3425
Bruxelles	64,9649	35,18	6,9561	24,1786	26,5795	-	18,2658	2,7657
Bruxelles	61,8113	35,10	6,9629	24,3487	26,5864	-	18,2527	2,7616
Amsterdam	13,377	1,84	13,377	113,643	5,747	-	1,544	-
Amsterdam	13,401	1,9238	13,3165	1,3785	117,49	5,7786	-	1,5138
Milan	228,576	1772	218,97	874,225	743,94	36,1569	660,43	-
Milan	228,63	1771	219,54	878,07	744,08	36,1188	660,95	-
Tokyo	239,8125	158,38	23,9216	95,1065	80,9334	1,9334	71,843	0,1087
Tokyo	239,56	157,80	23,8925	95,1086	80,7981	1,9299	71,6589	0,1084

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 mai, 4,1978 F contre 4,2012 F le vendredi 17 mai.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le café de nouveau attaqué

Alors que les cours du café, à Londres, sont tombés ces derniers jours à leur plus bas niveau depuis deux mois, la tonne de café robuste s'échangeant autour de 500 livres, le président de la Fédération colombienne des producteurs de café, M. Jorge Cardenas, a estimé le 23 mai que les prix devraient se redresser pendant la campagne en cours. Selon lui, la production mondiale exportable devrait se situer autour de 69 millions de sacs de 60 kilos, pour une consommation de 72 millions de sacs. Au vu du déficit de l'offre face à la demande (pour la troisième année de suite), M. Cardenas a estimé que les stocks considérables accumulés par les consommateurs devraient diminuer.

PRODUITS	COURS DU 24-5
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 301 (+ 5) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 300 (- 36) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 270 (- 128) Dollars/tonne
Sucre (Frais) Août	288,50 (+ 13,50) Dollars/tonne
Café (Londres) Juillet	529 (- 29) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	992 (- 5) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Juillet	293,50 (+ 5) Cents/bushel
Mais (Chicago) Juillet	250,25 (+ 4,25) Cents/bushel
Soie (Chicago) Juillet	172,70 (+ 8,10) Livres/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Répondant aux critiques sur la politique commerciale très agressive de la Colombie sur le marché international (vers l'Asie en particulier), depuis l'éclatement de l'accord de stabilisation des prix, M. Cardenas a aussi précisé que son pays avait la capacité de ne pas vendre la totalité de sa production, « les finances du fonds national du café étant parfaitement à même de supporter les conséquences d'une politique de rétention ». Rappelons qu'en 1990 la Colombie est devenue le premier exportateur mondial de café en valeur (1,4 milliard de dollars) devant le Brésil. Grâce à la qualité de son arabeica, la Colombie a tiré davantage de ses 13,9 millions de sacs exportés que le Brésil avec 17 millions de sacs mis sur le marché (pour un revenu de 1,3 milliard de dollars). Depuis la disparition du système des quotas en juillet 1989, les cours se sont engagés sur une pente baissière que rien n'est parvenu à stopper. L'accumulation de stocks et les ventes massives de producteurs faisant cavalier seul sur le marché ont contribué à cette déprime. Depuis 1987-1988, la production mondiale a diminué de 4 %. Mais les exportations ont en même temps augmenté de 26 % ! Un bond qui traduit le transfert massif des stocks des pays d'origine vers les pays consommateurs. Pendant cette période troublée, la consommation n'a progressé que de 2,5 % l'an.

Torréfaction moins soutenue

Les semaines à venir risquent d'enlanger l'optimisme relatif des responsables colombiens. Le marché entre en effet dans une phase de torréfaction moins soutenue, alors que, selon le négociant international Tardivat international, « les robustes Caillons brésiliens et les productions indonésiennes se préparent à déferler ». Comme toujours à cette époque de l'année, les spéculations vont bon train sur la rigueur de l'hiver austral, qui pourrait menacer les plantations brésiliennes. Un gel toujours possi-

ble pourrait réduire la récolte du premier producteur mondial, déjà en retrait depuis plusieurs saisons. De 31 millions de sacs en 1987, sa production devrait cette année continuer à reculer pour se situer autour de 22 millions de sacs. Entre temps, les quantités exportables auront diminué de 19 à 16,6 millions de sacs. Pour l'heure, les stocks mondiaux de café représentent environ six mois de consommation. Certains professionnels estiment que, dans un proche avenir, les cours actuels de 598 livres la tonne sur l'échéance éloignée de janvier pourraient, encore perdre 100, voire 150 livres. Mais le marché doit être apprécié sur la durée. Or les producteurs du tiers-monde qui subissent de plein fouet la baisse des cours se livrent à des calculs sans appel : les coûts de production du robuste s'élèvent à 60 cents la livre, quand le prix de vente n'atteint que 40 cents.

On observe depuis peu une tendance inquiétante pour les plantations : les paysans ont cessé de quasi-totalité d'utiliser des pesticides sur les arbres. Si les prix ne remontent pas, ils supprimeront aussi les engrais. Cette abstention peut être considérée comme vertueuse dans le contexte actuel de frénésie écologique. Mais, dans la ceinture tropicale du café, un manque de traitement et de suivi phytosanitaire ouvre la porte aux maladies qui avaient presque disparu ces dernières années, comme la rouille ou la pourriture brune. Des maux qui atteignent gravement les arbres et obligent à de nouvelles plantations. Or il faut attendre en moyenne quatre ans pour qu'un caféier donne ses premières cerises. De là à penser que les six mois de stock représentent peu de chose en cas de coup dur... Certains affirment avec prudence mais conviction...

ÉRIC FOTTORINO

Les grèves à la SNCF

Le trafic s'améliore
mais de nouveaux mouvements sont envisagés

La CGT et la CFDT ayant cessé la grève, maintenance pendant le week-end par la FGAAC (conducteurs autonomes) seule, le trafic ferroviaire s'est amélioré samedi 25 mai. Vendredi, 25 % du personnel en général et 56 % des conducteurs avaient cessé le travail, selon la SNCF.

Samedi matin, sur les grandes lignes, la situation était normale sur les réseaux Est, Saint-Lazare et Montparnasse, pour les rapides et express, ainsi que sur le TGV Atlantique pour la Bretagne et les pays de Loire. Pour les autres TGV et pour les rapides et express des réseaux Nord, gare de Lyon et d'Austerlitz, deux trains sur trois circulaient. Pour dimanche, la SNCF espérait rétablir un trafic normal pour tous les rapides et express, et entendait faire redémarrer les trains de marchandises.

Dans la banlieue parisienne, le trafic allait en s'améliorant samedi matin : il était normal sur Paris-Lyon, et devait l'être ailleurs dès

14 heures, sauf sur le Nord, où il ne serait rétabli qu'en soirée, comme pour le tronçon banlieue nord du RER B. La situation restait très difficile toutefois sur le RER C.

Les syndicats CGT et CFDT envisagent de décider de nouveaux arrêts de travail lors d'une réunion intersyndicale, jeudi 30 mai, pour obtenir des modifications du projet de grille des salaires. La CGT a déposé, par précaution, un préavis de grève pour la période allant du vendredi 31 mai 20 heures au mercredi 5 juin à 8 heures. La CFDT proposera une action unitaire aux environs du dimanche 2 juin (date de début du service d'été) ou lors de la prochaine négociation sur la grille (encore non fixée). Le premier ministre, M. Cresson, a estimé que « le problème n'est pas un problème d'argent, mais que les cheminots ne supportent pas d'être caporalisés... Le fonctionnement interne de la SNCF est un peu trop rigide ».

La fin de la visite de M. Dumas dans les pays de l'Union du Maghreb arabe

Les autorités tunisiennes reprochent à la France
de minimiser le danger islamiste

M. Roland Dumas a achevé samedi 25 mai à Alger, où il a été reçu par le président Chadli, le périple qui, en trois voyages successifs, l'a conduit ces dernières semaines dans les cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA). La veille, le chef de la diplomatie française avait eu un entretien en tête-à-tête à Tunis avec le président Ben Ali.

TUNIS

de nos envoyés spéciaux
Ce n'est peut-être pas complètement un hasard si les autorités tunisiennes ont dévoilé, avec gravité et solennité, les trames d'un vaste « complot islamiste » vingt-quatre heures avant la visite de M. Roland Dumas (le Monde du 24 mai). Ne s'inquiètent-elles pas, en effet, de voir la France compter, avec l'Algérie voisine, au nom-

bre des pays qui assurent vivre et couvrir à plusieurs auteurs de cette « abominable et diabolique conspiration », parmi lesquels figurent l'ennemi public numéro un, M. Rachid Ghannouchi, président du mouvement Ennahdha qui, pour tout compliquer, voyage avec un passeport diplomatique soudanais.

Depuis quelque temps déjà les responsables tunisiens suivent de près les activités séditeuses de certains agitateurs intégristes, notamment MM. Habib Mokni et Salah Karkar qui ont obtenu, il y a quatre ans, l'asile politique en France. Ils s'en alarment d'autant plus vivement que cette contestation islamiste a pris, ces derniers mois, en Tunisie, un tour particulièrement violent avec mort d'hommes à la dé et qu'à leurs yeux on ne semble rien faire outre-Méditerranée pour rappeler ces « terroristes » à leur devoir de réserve. Une preuve? M. Michel Vauzelle, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et un membre du cabinet du chef de l'Etat, ont récemment reçu à Paris - par inadvertance? - le Secrétaire général, en fuite, de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGTE) liée au mouvement Ennahdha.

La communauté tunisienne en France est-elle « l'une des plus paisibles communautés étrangères », comme l'a soutenu M. Dumas? De ce côté-ci de la Méditerranée on ne semble pas en être totalement convaincu dans la mesure où, dit-on, les islamistes d'Ennahdha ont sous leur coupe les petits épiques de rediffusion grâce à un réseau d'entraide fiscale. A cause de l'ancienneté de leur installation, on les soupçonne en outre d'avoir infiltré des groupes intégristes venus d'autres pays pour le compte des services spéciaux français.

Ce laisser-aller, voire cette indulgence, de Paris à l'égard

d'opposants notoires qui prêchent ouvertement un renversement du régime du président Ben Ali et l'instauration d'une République islamique a fini par crispier les rapports avec l'ancienne métropole. La crise du Golfe, au cours de laquelle la Tunisie et la France ne se sont pas vraiment trouvées sur la même longueur d'onde, n'a pas arrangé les choses. « Il ne faut pas que cette affaire de complot jette une ombre sur les relations bilatérales au moment où nous souhaitons justement leur donner un nouvel élan », explique-t-on dans les milieux autorisés.

Un geste
symbolique

Dans les cercles du pouvoir, on se montre, en privé, beaucoup plus critique à l'encontre de la France à laquelle l'on reproche de « minimiser le danger islamiste » à moins qu'il ne s'agisse de sa part - autre hypothèse d'école retenue - de « ménager les intégristes » au cas où... « De quel Maghreb rêvons-nous? », demande, agacé, un diplomate tunisien. D'un Maghreb intolérant et raciste sur son passé ou d'un Maghreb ouvert sur le monde moderne qui partage certaines valeurs occidentales? Tout en insistant sur le fait que son voyage « n'avait pas pour but de s'intéresser aux problèmes intérieurs tunisiens » et que « la France est traditionnellement une terre d'accueil », M. Dumas a cependant promis à ses interlocuteurs qu'il inviterait « si besoin est » les exilés politiques « à se conformer aux dispositions qui régissent le droit d'asile ». Ce dont « a pris note » son homologue tunisien. M. Dumas s'est en effet montré soucieux de « maintenir la qualité exceptionnelle des relations » avec un pays dont la France est le premier acheteur, le premier fournisseur et le premier bailleur de fonds (1,1 milliard de francs en 1990). Il a annoncé à cet égard

que la Commission mixte franco-tunisienne se réunirait dans la première quinzaine de juillet à Paris.

« Les événements intérieurs » que vit aujourd'hui la Tunisie, M. Dumas a voulu les « replacer dans le contexte général des opinions publiques arabes » dans les impatiences, les ressentiments et les frustrations ont, selon lui, des causes structurelles liées à un état de dénuement ou conjoncturelles, comme la guerre du Golfe. Pour répondre au soutien de ses interlocuteurs qui ont souligné combien la pauvreté (au 31 mars les réserves en devises de la Tunisie équivalaient à vingt-sept jours d'importations) entretenait la contestation islamiste, le ministre a promis de se faire l'avocat d'un « grand projet » de développement économique pour le Maghreb, d'abord le 10 juin à Tripoli avec ses homologues de l'Europe du Sud et du Maghreb, puis, ultérieurement, auprès des Douze.

M. Dumas s'est d'autre part félicité de la « coopération de nos amis » entre Paris et Tunis sur les conséquences de la guerre du Golfe. A cet égard le chef de la diplomatie, qui « continue de soutenir » la mission de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, a constaté « avec regret » une nouvelle « phase de blocage » dans le processus de paix au Proche-Orient. « Les Arabes ont pris sur eux-mêmes de faire un effort minimum pour ne pas retomber dans les mêmes ornières que par le passé, a-t-il affirmé. Il faudrait qu'un tel geste soit aussi un geste symbolique qui constituerait à partir de maintenant de nouvelles bases dans les territoires occupés afin de donner un début d'élan aux négociations. » Appel à la raison qui suit de peu ceux de MM. James Baker et George Bush.

JACQUES DE BARNIER
et MICHEL DEURE

Les experts s'interrogent toujours sur la véritable nature
du réacteur nucléaire d'Ain-Oussera au sud d'Alger

Si l'Algérie s'est récemment montrée curieusement discrète sur la construction en plein désert, à plus de 200 kilomètres au sud d'Alger, d'un réacteur de recherche d'origine chinoise, la voilà aujourd'hui qui s'efforce à la télévision.

Après les doutes émis par la presse anglo-saxonne sur les intentions nucléaires algériennes (1), l'occasion était tentante pour le gouvernement de montrer en début de semaine quelques images du chantier - dalles de béton, échafaudages, ébauche d'une tour de refroidissement - et de faire « donner » le ministre délégué à la recherche et à la technologie, M. Cherif Hadj Slimane, sur l'usage exclusif pacifique de ce réacteur de 15 mégawatts baptisé « Essalam » (La Paix).

Pour convaincre les experts occidentaux, il faudra sans doute aux Algériens d'autres gestes de bonne volonté. En particulier l'assurance d'un contrôle strict de cette installation nucléaire par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne dès que commenceront les opérations de mise en route, soit quelques mois avant la divergence du réacteur. Car, ce qui inquiète plus d'un expert, c'est que cette installation, construite non loin d'Ain-Oussera, « est trop importante pour faire de la recherche et pas assez pour faire de l'électricité », contrairement au petit réacteur de 1 mégawatt (Nur) fourni par l'Argentine et inauguré en avril 1989 (le Monde du 5 avril).

Un certain
laxisme chinois

Certes, le réacteur de 15 MW, qui est la copie conforme d'un réacteur chinois construit dans la banlieue de Pékin, ne brêle que de l'uranium faiblement enrichi. Mais il présente l'inconvénient de fonctionner avec de l'eau lourde, une matière qui favorise la production de plutonium à usage militaire.

Il pourrait même, selon certains spécialistes, en produire chaque année près d'un kilogramme. Il a aussi la faculté d'être aisément modifiable, ce qui permettrait aux Algériens, s'ils le désiraient, d'augmenter notablement sa puissance. Une hypothèse que le ministre algérien de la recherche a rejetée, affirmant qu'« Essalam » ne saurait

développer plus de 20 mégawatts. Accrochons-nous à l'augure. En se demandant toutefois pourquoi les Algériens, qui, au début des années 80, avaient pratiquement signé avec la société française Technicatome pour la fourniture d'un réacteur de recherche de petite puissance, ont continué des discussions cahoteuses avec les Français alors que dès 1983 l'affaire était réglée avec les Chinois.

Mais il est clair que, au-delà des inquiétudes qu'affichent les spécialistes de la non-prolifération sur l'attitude algérienne, c'est celle de la Chine qui est montrée du doigt. Une Chine qui paraît faire preuve d'un certain laxisme sur ses exportations nucléaires et balistiques, ce qui pourrait conduire les Etats-Unis à lui retirer le bénéfice de la

clause de la nation la plus favorisée. Cela étonne, on peut s'interroger sur les raisons réelles qui ont conduit les services secrets, et donc les gouvernements, à laisser « fuir » l'information si tardivement. Car on ne fera croire à personne qu'une pareille installation si longtemps échappée aux caméras des satellites d'observation américains, capables de distinguer au sol des détails de quelques décimètres, pas plus qu'à celles du satellite français Spot qui suit photographier des batteries de missiles Sars-2 pendant la guerre du Golfe.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) L'existence de ce réacteur a été annoncée le 11 avril par le Washington Times.

Au sommaire de « Dossiers et documents » de juin

Mutations économiques
et politiques

La planète s'agite, prévus ou imprévisibles, les événements bouleversent les données auxquelles on s'était habitué : le monde se « mondialise ». A commencer par l'économie à marché mondial, stratégies mondiales. Les flux économiques transigent à l'échelle de la planète, entraînant une redistribution des pouvoirs. Au-delà de la simple internationalisation, la mondialisation signifie le fin du national et établit des rapports nouveaux entre l'Etat et l'entreprise, le pouvoir politique et le pouvoir économique.

La nouvelle donne internationale doit tenir compte de ces interdépendances et rechercher un nouvel équilibre.

L'ONU sort d'un long hiver, l'Est, basculé, effraie de nombreuses difficultés, sur fond de désenchantement et de périls nouveaux : si les objectifs sont les mêmes, rétablissement du marché, démocratisation, chaque pays marche à son rythme. Les transitions seront longues et douloureuses. Les écarts entre le

Nord et le Sud, loin de s'amenuiser se creusent, la vulnérabilité des nations déshéritées s'aggrave, et le système mondial actuel est impuissant à redresser les déséquilibres économiques et démographiques.

Le conflit des matières premières dressa les tiers-mondes les uns contre les autres, les flux des capitaux les entraînent dans une marginalisation croissante. Les modèles de développement occidentaux sont remis en cause, critiqués, souvent rejetés. La montée des intégrismes, les conflits dus aux migrations de population en sont l'apparence visible.

La marche vers l'Europe se poursuit de façon globalement satisfaisante. Mais inévitablement, des doutes, des tensions, des divergences surgissent, des insuffisances apparaissent, mises en relief, en particulier, par le conflit du Golfe.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 8 pages, 8 F.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cent ans : le premier Bordeaux-Paris... 2

ÉTRANGER

Les otages du Liban
Israël accepte le principe d'un échange de prisonniers... 3

La crise entre Moscou
et l'Arménie
Un entretien avec le président Ter Petrossian... 4

POLITIQUE

Libres politiques
Un peu de vinogère dans la salade... par André Laurens... 7

Marseille
M. Vigouroux critiqué au sein de sa majorité municipale... 7

COMMUNICATION

Affaire Parrotti
Le Crédit lyonnais dans la colli-mateur de la Bourse d'Amsterdam... 7

SOCIÉTÉ

Champs-Élysées
Deux ans pour rénover la plus célèbre avenue de la capitale... 8

Justice
Affaire Urbia : le juge Liberge pourrait être dessaisi... 8

Défense
Le satellite français Spot a guidé les raids américains dans le Golfe... 10

HEURES LOCALES

Le réseau câblé entre dans l'âge adulte et la renaissance de l'économie du Creusot
Eurocable : le grand pari du Haut-Rhin
Un espace privilégié pour l'épanouissement de l'audiovisuel... 11 à 16

CULTURE

Mozart affadi
Au Châtelet, l'Enlèvement au sérail sombre dans l'ennui... 17

ÉCONOMIE

Relations commerciales
Etats-Unis - Mexique
Le Congrès facilite la négociation d'un accord de libre-échange avec le Mexique... 19

Croissance zéro
Le produit intérieur brut a stagné, en France, au premier trimestre 1991... 19

Services

Abonnements... 2
Carnet... 9
Météorologie... 10
Mots croisés... 10
Télévision... 10
Spectacles... 18

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 25 mai 1991
a été tiré à 485 669 exemplaires.

Les syndicats de pilotes
d'Air Inter appellent
à des arrêts de travail
les 29 et 30 mai

Les deux syndicats de navigants d'Air Inter, le Syndicat national des pilotes de ligne et l'Union syndicale du personnel navigant technique ont appelé pilotes et mécaniciens navigants à un arrêt de travail, les mercredi 29 et jeudi 30 mai. Ils reprochent à leur compagnie de « sous-traiter le transport d'une partie de ses passagers » (de jour) à la Société d'exploitation aéroportuaire (SEA), filiale de la Poste chargée du transport du courrier de nuit. Les syndicats de pilotes de la SEA ont aussi appelé à la grève, pour obtenir leur intégration dans le personnel d'Air Inter. Les syndicats d'Air Inter ont déjà fait grève le 17 avril, pour protester contre le blocage des salaires, et la plupart d'entre eux ont aussi appelé à un arrêt de travail le 6, comme ceux d'Air France et d'UTA.

EN BREF

□ L'OPA des Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries close le 1^{er} juillet. - La Société des Bourses françaises a annoncé que l'offre publique d'achat des Galeries Lafayette sur les deux tiers du capital des Nouvelles Galeries sera close le lundi 1^{er} juillet : la date de clôture pourra être retardée de façon à intervenir que cinq jours après l'arrêt de la cour d'appel sur le volume de l'OPA. La cotation des actions doit reprendre le lundi 27 mai sur le marché à règlement mensuel et au comptant à partir du vendredi 21 juin.

□ Des matériels militaires français livrés à la Guinée. - La France a remis, vendredi 24 mai, à Conakry, un lot gratuit de matériels militaires destinés à l'armée de terre guinéenne. Cette cession comprend deux automitrailleuses Panhard (armées d'un canon de 90 mm) et deux véhicules Jeep (équipés d'une mitrailleuse de 12,7 mm). Cet armement, selon l'ambassade française à Conakry, devrait permettre à l'armée guinéenne de faire face à la menace d'incursions en provenance du Libéria.

Après la démission
du directeur de la musique
M. Pierre Boulez
répond
à M. Michel Schneider

Une vive altercation, intervenue dans le bureau du ministre de la Culture entre Pierre Boulez et Michel Schneider à propos de la Cité de la musique de La Villette avait suscité, entre autres, la démission de ce dernier du poste de directeur de la musique (le Monde du 23 mai). Président de l'Ensemble InterContemporain, Pierre Boulez donne sa version des faits.

« On voudrait réduire à un conflit de personnes un ensemble de divergences portant sur des dossiers de fond, dont le dernier en date est, effectivement, celui de la Cité de la musique. Le ministre considérant cette cité comme un tout, il est évident que tous les utilisateurs doivent participer à l'élaboration du programme global. En tant que président de l'Ensemble InterContemporain, j'ai été amené à attirer l'attention, à plusieurs reprises, sur l'urgence du calendrier et les carences observées dans le suivi du projet ainsi que dans la mise en place des structures.

J'aurais aimé, comme le suggère l'article du Monde du 23 mai, qu'il ait été question d'orientations : mais les inquiétudes dont j'ai dû faire part récemment ont porté sur des questions aussi matérielles que le suivi acoustique de la salle et le programme architectural du musée. Comme le traitement de ces problèmes conditionne directement la réussite d'un projet dont l'échéance est imminente, il est normal de s'étonner, sinon plus, que les dossiers n'aient pas été traités à temps par le responsable direct.

Si l'on invoque l'autorité de l'Etat, n'est-ce pas pour la mettre, avant tout, au service de la réussite des grands travaux entrepris, ce qui implique compréhension, vision et générosité? »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

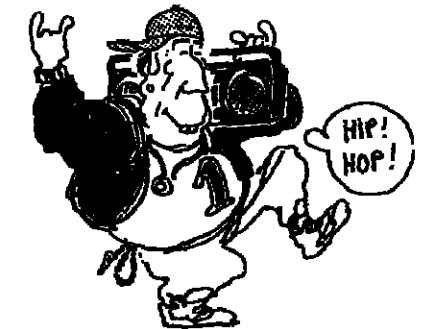
Dimanche 27 mai 1991

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 ÉPISODES RADIO

JUSQU'AU 30 JUIN



Le Monde

الجمهورية العربية السورية